

**LA RESTRUCTURATION DE L'ÉCONOMIE  
MONTRÉLAISE : POSITIONNEMENT ET  
COMPARAISONS AVEC D'AUTRES  
MÉTROPOLES**

**William J. COFFEY, Université de Montréal**  
**Mario POLÈSE, INRS-Urbanisation**  
avec la collaboration de  
Richard SHEARMUR, INRS-Urbanisation

Juin 1999

Étude réalisée grâce au soutien financier de :

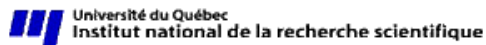
Ministère des Affaires municipales  
et de la Métropole



Développement économique Canada



INRS-Urbanisation



***L'Observatoire métropolitain de la région de Montréal :  
premiers travaux***

*L'étude qui suit s'inscrit dans un ensemble d'activités de recherche et d'analyse en vue de l'implantation d'un Observatoire métropolitain pour Montréal. Déjà, en 1997-1998, une première étape a donné lieu à la réalisation d'une étude dite de faisabilité<sup>1</sup>. Commanditée par le ministère de la Métropole et par l'INRS-Urbanisation, cette étude de faisabilité a été réalisée par une équipe de chercheurs de l'INRS-Urbanisation, sous la responsabilité de Jean-Pierre Collin et d'Anne-Marie Séguin.*

*Un observatoire est un instrument servant à la production et à la diffusion d'une information pertinente et à la création d'outils nécessaires à la prise de décision, dans le but de favoriser le développement économique, social et culturel d'une région. Il a pour rôle de fournir aux décideurs publics et privés, ainsi qu'à l'ensemble de la communauté, les statistiques essentielles et les analyses nécessaires pour mieux apprécier la situation et les besoins de la région; de suivre l'évolution de sa situation comparativement à celle d'autres régions; de mener des analyses de type diagnostique sur les enjeux urbains et métropolitains, tant à l'échelle métropolitaine qu'à l'échelle intramétropolitaine; de favoriser le rayonnement et la diffusion des résultats de travaux portant sur la région ou ses composantes.*

*La même équipe de chercheurs s'est vue confier la responsabilité des travaux dits de «phase 1» d'implantation d'un Observatoire métropolitain pour la région de Montréal. Ces travaux se sont principalement traduits par la détermination de six mandats d'étude sur certaines dimensions de l'économie et de la sociodémographie montréalaise. Un colloque sur «les indicateurs de positionnement*

---

<sup>1</sup> *En collaboration, L'Observatoire métropolitain de la région de Montréal. Un outil d'analyse et d'information au service du développement de la métropole, Montréal, INRS-Urbanisation, janvier 1997, 78 pages et annexes.*

*des métropoles» a aussi été tenu le 29 octobre. Réunissant près de 120 participants, ce colloque a été l'occasion de se pencher sur les besoins et les potentialités en contexte montréalais. Finalement, un document de synthèse des six études est en préparation.*

*L'ensemble de ces travaux ont été réalisés grâce à un financement combiné du ministère de la Métropole, de Développement économique Canada et de l'INRS-Urbanisation. La tenue du colloque sur les indicateurs de positionnement a, en outre, été rendue possible grâce à deux subventions d'appoint, qui ont permis de donner une dimension internationale à l'événement, de la part de la Direction scientifique de l'INRS et surtout du Conseil international d'études canadiennes. Dans ce dernier cas, il a été pris avantage d'une subvention dans le cadre du programme PARRI sur le thème «Les indicateurs urbains de positionnement des métropoles : développer et assurer la comparabilité Canada/États-Unis».*

*Les travaux de cette «Phase 1» ont donné lieu à une démarche résolument interuniversitaire qui a permis d'associer des chercheurs de plusieurs établissements : l'INRS-Urbanisation, l'Université du Québec à Montréal, l'Université de Montréal de même que les deux écoles affiliées que sont l'École des Hautes Études Commerciales et l'Institut d'urbanisme.*

*Jean-Pierre Collin et Anne-Marie Séguin  
INRS-Urbanisation*

*Travaux de la série*

Michel BARCELO, *Les indicateurs d'étalement urbain et de développement durable en milieu métropolitain*, Montréal, Institut d'urbanisme, Université de Montréal, v et 36 p.

William J. COFFEY et Mario POLÈSE (avec la collaboration de Richard Shearmur), *La restructuration de l'économie montréalaise : positionnement et comparaisons avec d'autres métropoles*, Montréal, Université de Montréal et INRS-Urbanisation, xi et 156 p.

Alain LAPOINTE et Stéphane FORTIN, *Positionnement de Montréal dans l'économie du savoir : comparaisons canadiennes et américaines*, Montréal, École des Hautes Études Commerciales, vii et 26 p.

Jacques LEDENT, *Vieillesse démographique : le cas des métropoles canadiennes, 1971-2046*, Montréal, INRS-Urbanisation, 64 p.

Anne-Marie SÉGUIN et Philippe APPARICIO, *Le vieillissement à Montréal : dynamique intramétropolitaine*, Montréal, INRS-Urbanisation, vi et 36 p.

Marc TERMOTE, *Les indicateurs sociodémographiques*, Montréal, INRS-Urbanisation, vii et 37 p.



## Table des matières

---

<i>LISTE DES TABLEAUX</i> .....	<i>I</i>
<i>LISTE DES FIGURES</i> .....	<i>III</i>
<i>SOMMAIRE EXÉCUTIF</i> .....	<i>III</i>
<i>INTRODUCTION</i> .....	<i>3</i>
<i>CHAPITRE 1 - LA RESTRUCTURATION DE L'ÉCONOMIE DES TROIS GRANDES MÉTROPOLIS CANADIENNES, 1981-1996</i> .....	<i>5</i>
1.1 Secteurs gagnants / secteurs perdants.....	5
Faits saillants : secteurs «gagnants».....	5
Faits saillants : secteurs «perdants».....	6
1.2 Grandes tendances de restructuration économique : 1971-1996 .....	7
Faits saillants .....	7
<i>CHAPITRE 2 - POSITIONNEMENT DE MONTRÉAL PAR RAPPORT À D'AUTRES MÉTROPOLIS NORD-AMÉRICAINES</i> .....	<i>9</i>
2.1 Les grandes tendances de restructuration .....	9
2.1.1 Les métropoles canadiennes .....	9
Faits saillants : transformation structurelle.....	9
Faits saillants : croissance de l'emploi.....	10
2.1.2 Montréal dans le contexte des métropoles américaines.....	11
Faits saillants : structure économique.....	11
Faits saillants : croissance de l'emploi.....	11
2.2 Les grandes fonctions métropolitaines .....	11
2.2.1 Les métropoles canadiennes .....	11
Faits saillants : profil de l'emploi dans les grandes fonctions métropolitaines.....	11
Faits saillants : croissance des grandes fonctions métropolitaines .....	12
2.2.2. Les métropoles américaines .....	13
Faits saillants : profil de l'emploi dans les grandes fonctions métropolitaines.....	13
Faits saillants : croissance des grandes fonctions métropolitaines .....	14
<i>CONCLUSION</i> .....	<i>15</i>
<i>CHAPITRE 3 - MONTRÉAL, CENTRE DE COMMANDE OU DE CRÉATION ?</i> .....	<i>17</i>
Faits saillants .....	17
<i>SYNTHÈSE ET CONCLUSION</i> .....	<i>18</i>
<i>ENJEUX ET PISTES DE RECHERCHE</i> .....	<i>19</i>
<i>ANNEXE 1 - COMPOSITION DE GROUPES SECTORIELS</i> .....	<i>21</i>
<i>ANNEXE 2 - COMPOSITION DE GROUPES PROFESSIONNELS</i> .....	<i>23</i>



## Liste des tableaux

---

1. – Régions métropolitaines canadiennes et américaines .....	2
2. 1 – Structure sectorielle de 8 RMR, Canada, 1971-1996 (% de l'emploi total) .....	9
2. 2 – Emploi : taux de croissance par secteur, 8 RMR, Canada, 1971-81 et 1981-96.....	10
2. 3 – Emploi : changement absolu par secteur, 8 RMR, Canada, 1971-81 et 1981-96.....	10
2. 4 – Structure sectorielle de Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988-95).....	11
2. 5 – Taux de croissance annuels moyens de Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988-95) .....	11
2. 6 – Emploi : changements annuels moyens de Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988-95) .....	11
2. 7 – Les grandes fonctions métropolitaines, 8 RMR canadiennes, part de l'emploi total, 1971-1996.....	11
2. 7A – Emploi dans les secteurs <i>High-Tech</i> manufacturier 1996: cinq principales agglomérations canadiennes.....	116
2. 8 – Les grandes fonctions métropolitaines, 8 RMR canadiennes, taux de croissance, 1971-1981 et 1981-1996.....	12
2. 9 – Les grandes fonctions métropolitaines, 8 RMR canadiennes, changement absolu de l'emploi, 1971-1981 et 1981-1996 .....	12
2. 10 – Part relative de l'emploi dans les fonctions métropolitaines à Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988- 1995) .....	13
2. 11 – Taux de croissance annuels moyens, fonctions métropolitaines, Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988- 1995) .....	14
2. 12 – Changements annuels moyens de l'emploi dans les fonctions métropolitaines américaines (1988-95) .....	14



## Liste des figures

---

1. 1 – Structure d'emploi des secteurs «gagnants» (Top 20) : Trois métropoles canadiennes (en % des emplois créés 1981-1996).....	5
1. 2 – Secteurs à forte croissance d'emploi : Montréal, 1981-1996.....	5
1. 3 – Secteurs à forte croissance d'emploi : Toronto, 1981-1996.....	5
1. 4 – Secteurs à forte croissance d'emploi : Vancouver, 1981-1996.....	5
1. 5 – Gains et pertes relatifs d'emploi 1981-1996 : Trois métropoles canadiennes (*Par rapport à l'emploi total en 1981) .....	6
1. 6 – Secteurs à forte perte d'emploi : Montréal, 1981-1996.....	6
1. 7 – Secteurs à forte perte d'emploi : Toronto, 1981-1996 .....	6
1. 8 – Secteurs à forte perte d'emploi : Vancouver, 1981-1996.....	6
1. 9 – Secteur manufacturier, % de l'emploi total. Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes .....	7
1. 10 – Transports et communications, % de l'emploi total. Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes.....	7
1. 11 – Finances, assurances et immobilier, % de l'emploi total. Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes.....	7
1. 12 – Services aux entreprises, % de l'emploi total. Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes .....	7
2. 1 – Part de l'emploi dans le secteur manufacturier, RMR canadiennes, 1971 et 1996 .....	9
2. 2 – Part de l'emploi dans les transports, communications & utilités, RMR canadiennes, 1971 et 1996 .....	9
2. 3 – Part de l'emploi dans le secteur de finance, assurances & affaires immobilières, RMR canadiennes, 1971 et 1996 .....	9
2. 4 – Part de l'emploi dans les services aux entreprises, RMR canadiennes, 1971 et 1996 .....	9
2. 5 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : secteur manufacturier .....	10
2. 6 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : transports, communications & utilités.....	10
2. 7 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : finances, assurances & affaires immobilières .....	10
2. 8 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : services aux entreprises.....	10
2. 9 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : emploi total .....	10
2. 10 – Part de l'emploi dans le secteur manufacturier, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96.....	11
2. 11 – Part de l'emploi dans le secteur des transports, communications & utilités publiques, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96.....	11
2. 12 – Part de l'emploi dans le secteur des finances, assurances & affaires immobilières, 13 métropoles nord-américaines, 1995/1996.....	11
2. 13 – Part de l'emploi dans le secteur des services aux entreprises, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96.....	11

2. 14 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : secteur manufacturier .....	11
2. 15 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : secteur des transports, communications & utilités .....	11
2. 16 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : secteur des finances, assurances & affaires immobilières.....	11
2. 17 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : services aux entreprises .....	11
2. 18 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : emploi total.....	11
2. 19 – Part de l'emploi dans la fonction média, édition & spectacles, RMR canadiennes, 1971 et 1996 .....	11
2. 20 – Part de l'emploi dans la fonction distribution & marketing, RMR canadiennes, 1971 et 1996.....	11
2. 21 – Part de l'emploi dans la fonction de commande, RMR canadiennes, 1971 et 1996 .....	11
2. 22 – Part de l'emploi dans les fonctions de haute technologie, RMR canadiennes, 1971 et 1996.....	11
2. 22A – Part de l'emploi dans la fonction de haute technologie manufacturière, RMR canadiennes, 1971 et 1996 .....	81
2. 23 – Part de l'emploi dans les 4 fonctions métropolitaines, RMR canadiennes, 1971 et 1996 .....	11
2. 24 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : média, édition & spectacles.....	12
2. 25 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : distribution & marketing.....	12
2. 26 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : fonctions de commande .....	12
2. 27 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : haute technologie (manufacturière et tertiaire).....	12
2. 27A – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : haute technologie manufacturière .....	91
2. 28 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : total des 4 fonctions métropolitaines.....	12
2. 29 – Part de l'emploi dans la fonction média, édition & spectacles, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96.....	13
2. 30 – Part de l'emploi dans la fonction distribution & marketing, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96.....	13
2. 31 – Part de l'emploi dans les fonctions de commande, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96.....	13
2. 32 – Part de l'emploi dans la fonction haute technologie (manufacturière et tertiaire), 13 métropoles nord-américaines, 1995/96 .....	13
2. 32A – Part de l'emploi dans la fonction haute technologie manufacturière, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96.....	13
2. 33 – Part de l'emploi dans les 4 fonctions métropolitaines, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96.....	13
2. 34 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : média, édition & spectacles .....	14

2. 35 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : distribution & marketing .....	14
2. 36 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : fonction de commande .....	14
2. 37 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : haute technologie (manufacturière et tertiaire) .....	14
2. 37A – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-1996 (Can) et 1988-1995 (É-U) : haute technologie manufacturière .....	14
2. 38 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : total des 4 fonctions métropolitaines .....	14
3. 1 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi total). Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes .....	17
3. 2 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi total). Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes .....	17
3. 3 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi total 1996) : 8 RMR canadiennes .....	17
3. 4 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi total 1996) : 8 RMR canadiennes .....	17
3. 5 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi <i>privé</i> 1996) et croissance relative 1981-1996 : 8 RMR canadiennes.....	17
3. 6 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi <i>privé</i> 1996) et croissance relative 1981-1996 : 8 RMR canadiennes.....	17
3. 7 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996). Fonctions de commande : 8 RMR canadiennes .....	17
3. 8 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996). Marketing et distribution : 8 RMR canadiennes .....	17
3. 9 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996). Média, édition spectacles : 8 RMR canadiennes.....	17
3. 10 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996). Haute technologie (tertiaire + manufacturier) : 8 RMR canadiennes .....	17
3. 11 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996). Haute technologie (secteur manufacturier) : 8 RMR canadiennes .....	17
3. 12 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996). Fonction de commande : 8 RMR canadiennes .....	17
3. 13 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996). Distribution et marketing : 8 RMR canadiennes .....	17
3. 14 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996). Média, édition et spectacles : 8 RMR canadiennes.....	17
3. 15 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996). Haute technologie (tertiaire + manufacturier) : 8 RMR canadiennes .....	17
3. 16 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996). Haute technologie (manufacturier) : 8 RMR canadiennes.....	17
3. 17 – Distribution du personnel scientifique (et ingénieurs) entre divers secteurs de l'économie montréalaise 1996.....	17

## Sommaire exécutif

---

Le but de cette analyse est de positionner l'économie de Montréal par rapport à celle d'autres régions métropolitaines au Canada (les sept autres plus grandes régions métropolitaines de recensement (RMR)) et des États-Unis (onze métropoles semblables à Montréal en raison de leur taille démographique, leur histoire économique, leur position dans la hiérarchie urbaine ou leur spécialisation économique dans certains secteurs dynamiques), en fonction de sa structure économique actuelle et de l'expérience de restructuration qu'elle a connue (taux de croissance, changement en nombres absolus et évolution sectorielle et professionnelle). L'analyse couvre la période 1971-1996, avec une attention particulière à la période 1981-1996. La variable-clé utilisée pour ces analyses est la population active occupée, ou plus simplement l'emploi.

La restructuration de l'économie montréalaise depuis un quart de siècle suit, en gros, le modèle général, observé dans toutes les grandes villes de l'Amérique du Nord. Sur plusieurs indices, Montréal sort comme une ville nord-américaine «moyenne» ou «typique». Les grands traits de cette restructuration sont :

- La «désindustrialisation» : déclin marqué de la part du secteur manufacturier dans l'emploi total, surtout dans les secteurs lourds ou traditionnels. La tendance semble cependant s'atténuer depuis les dernières années.
- Déclin dans la part des transports et des communications dans l'emploi total, lié en partie aux changements technologiques avec, en contrepartie, des pertes d'emplois (notamment dans le transport ferroviaire).
- Hausse de la part du secteur financier (dont les assurances et les services immobiliers) dans le total, mais avec un ralentissement marqué au cours des dernières années.
- Hausse marquée de la part des services aux entreprises (classe qui comprend les bureaux de consultants et les services informatiques) dans le total, tendance qui se poursuit.

La performance de Montréal se distingue cependant des autres métropoles sur plusieurs points :

- Toutes proportions gardées, l'économie montréalaise n'a pas été plus durement frappée par la « désindustrialisation » que celle d'autres métropoles, même si elle a subi des pertes importantes d'emplois, reflet du poids historique des secteurs traditionnels. Montréal semble plutôt consolider sa position *relative* comme centre manufacturier. Elle affiche en 1996 le plus haut pourcentage d'emplois dans le secteur manufacturier des huit principales RMR canadiennes. Sur les treize métropoles nord-américaines (11 américaines, Montréal et Toronto), Montréal se trouve au cinquième rang pour la part de l'emploi dans le secteur manufacturier, dépassée notamment par Cleveland et Chicago. Le bon positionnement de Montréal s'appuie en partie sur sa performance dans les secteurs de haute technologie.
- Montréal a été plus durement frappé que d'autres métropoles par des pertes dans le secteur des transports et communications, reflet en partie de sa spécialisation historique dans le transport ferroviaire et sa perte de fonction de plaque tournante (*hub*) pour le transport aérien. Montréal reste cependant un centre important de transports et communications, dépassée uniquement par Dallas pour le poids de ce secteur dans l'emploi total.
- Montréal a moins profité de l'essor passé du secteur financier que la plupart des métropoles. Elle se trouve en huitième position (sur les 13 métropoles nord-américaines) pour le taux de croissance récent de l'emploi. Le poids du secteur dans l'emploi total en 1996 (6,5 %) est retombé à son niveau de 1971 (6,4 %), suite au ralentissement récent. Montréal et Cleveland se disputent la dernière place parmi les 13 métropoles. New York et Toronto occupent, respectivement, la première et la deuxième place.
- Le secteur des services aux entreprises a connu une forte progression à Montréal, passant de 3,9% de l'emploi total en 1971 à 8,3 % en 1996, reflet du virage vers l'économie du savoir. Montréal se classe « bonne moyenne » pour le taux de croissance de l'emploi dans ce secteur : cinquième place sur les 13 métropoles nord-américaines; quatrième place sur les 8 RMR du Canada. Cependant, Montréal occupe la dernière place pour le poids de ce secteur dans l'emploi total.

Malgré les traits particuliers de l'économie montréalaise, le problème d'emploi (plus précisément, de son évolution) n'en est pas d'abord un de structure, mais de volume. Les pertes d'emplois sont élevées à Montréal, le reflet du poids historique des secteurs traditionnels. Mais, en contrepartie, les gains se font souvent dans les « bons » secteurs (autant qu'à Toronto). Si Montréal continue à connaître des problèmes de chômage, ce n'est pas d'abord parce que sa structure économique est vieillie (quoique cela continue à jouer, mais moins qu'avant) ou encore que la transformation de sa structure économique évolue dans le mauvais sens, mais parce que le volume global de création d'emploi y

demeure insuffisant. Les obstacles à la création d'emploi ne sont pas uniquement d'ordre sectoriel, mais aussi de nature plus générale, affectant plusieurs les secteurs de l'économie montréalaise (voir l'avant dernier paragraphe de ce sommaire).

Indice du virage vers l'économie du savoir, les deux grandes classes professionnelles à haut contenu de matière grise (*cadres, personnel scientifique*) ont connu un essor important à Montréal, passant de 4,9 % de l'emploi total en 1971 à 8,8 % en 1996 pour les scientifiques et de 7,2 % à 14,7 % pour les cadres. Pour les cadres, Montréal glisse de la première place en 1971 (poids dans l'emploi total) à la cinquième place en 1996, en deçà de la moyenne des 8 RMR canadiennes, indice du déclin de Montréal comme centre de commande. Pour les scientifiques, l'évolution à Montréal suit la tendance canadienne (8 RMR), indice que le virage vers des fonctions à haute contenu de savoir scientifique s'y fait au même rythme que dans le reste du pays. Cependant, le poids (%) du personnel scientifique dans le l'emploi total à Montréal se situe toujours en bas de la moyenne des 8 RMR (9,3 %).

Les grandes régions métropolitaines se distinguent principalement selon quatre fonctions économiques : commande, distribution et marketing, média, édition et spectacles, et haute technologie.

- C'est sur les *fonctions de commande* (finance, gestion, etc.) que Montréal se positionne le moins bien, tant par rapport aux métropoles américaines que canadiennes. Montréal occupe la dernière place (13 métropoles nord-américaines) pour le poids dans l'emploi total. New York et Toronto occupent les deux premières places. Au Canada, Montréal n'occupe plus que la cinquième place en 1996, comparativement à la troisième en 1971. Le taux de croissance de l'emploi se situe en bas de la moyenne comparativement aux deux ensembles, notamment par rapport aux métropoles canadiennes; ce qui signifie que c'est surtout à l'intérieur de l'espace canadien que Montréal a perdu des plumes comme centre de commande. L'image de centre «secondaire» de commande se confirme lorsqu'on regard le poids des cadres dans l'emploi total (14,7 % à Montréal, 17,6 % à Toronto en 1996), écart qui se confirme pour les trois autres fonctions métropolitaines.
- Le positionnement de Montréal est plus nuancé pour les *fonctions de distribution et marketing* (commerce gros, publicité, etc.). Au Canada, Montréal se trouve en égalité pour la deuxième place avec Vancouver (Toronto première) pour le poids de cette fonction dans le total. Montréal améliore sa position depuis 1981, reflet sans doute, du moins en partie, de la différenciation des aires de marché francophones et anglophones. Cependant, Montréal se retrouve au dernier rang comparé aux métropoles nord-américaines, ce qui laisse entendre que Montréal maîtrise un territoire moins étendu comme centre de marketing et de distribution.

- Montréal se positionne bien sur les *fonctions média, édition et spectacles (The Entertainment Industry)*. C'est un domaine d'activité en plein essor, enjeu majeur de la concurrence inter-métropolitaine moderne. Montréal occupe la deuxième position au Canada (après Toronto) et la quatrième position sur les 13 métropoles nord-américaines : poids dans l'emploi total. Montréal est proche de la moyenne des 8 RMR pour la croissance relative de l'emploi (1981-1996) et en troisième position sur 13 métropoles nord-américaines pour les taux annuels de croissance de l'emploi. La place de Montréal comme centre de média ne semble guère menacée, ne serait-ce qu'à cause de la protection que lui procure une zone de desserte culturellement distincte, qui pourra servir de tremplin, on doit l'espérer, pour la création d'avantages comparatifs à d'autres échelles géographiques.
- Montréal se positionne bien sur les *fonctions de haute technologie*, notamment la haute technologie manufacturière. Au Canada, Montréal occupe la troisième position (après Calgary et Ottawa) pour les fonctions de haute technologie (tertiaire plus manufacturier), et la première position (en égalité avec Ottawa) pour la haute technologie manufacturière : poids des fonctions dans l'emploi total. Montréal se classe au sixième rang (tertiaire plus manufacturier) parmi les 13 métropoles nord-américaines, derrière des agglomérations comme San Francisco (qui englobe Silicon Valley), Boston et Seattle, une performance tout à fait honorable. C'est sur les taux annuels de croissance de l'emploi dans la haute technologie manufacturière que Montréal se démarque des autres métropoles nord-américaines, se hissant au premier rang, la seule métropole à enregistrer une croissance positive pendant les années 1980 et 1990. Le poids du personnel scientifique dans l'emploi manufacturier de haute technologie à Montréal (31,1 %) est proche de la moyenne canadienne, supérieur au score de Toronto (26,1 %), indice qu'il s'agit effectivement d'un secteur à haut teneur en matière grise.

Comparé à Toronto, l'emploi dans les industries manufacturières de haute technologie est plus importants à Montréal, à la fois en termes relatifs et absolus, avec des taux de croissance plus élevés. Cependant, il s'agit encore d'un «petit» secteur, qui compte pour à peine 3 % de l'emploi de la région métropolitaine et dont le taux de croissance reste timide, à l'image de l'industrie manufacturière dans son ensemble. On notera, toutefois, que les impacts *indirects* de ces activités (sur le dynamisme à d'autres secteurs) pourraient être importants. L'emploi de haute technologie manufacturière à Montréal est concentrée dans quelques secteurs; l'aéronautique et les équipements de télécommunications comptent ensemble pour 65,1 % du total. Le secteur des machines de bureau (ordinateurs) y est, par contre, largement absent, davantage concentré à Calgary et à Toronto.

Montréal semble, en somme, bien réussir dans des activités qui ne sont pas tributaires de sa fonction de métropole de services pour un *hinterland* commercial. Les limites d'expansion des fonctions métropolitaines classiques, comme les fonctions de commande et de marketing, sont en partie fixées par les limites du territoire québécois. Tandis que New York ou Toronto peuvent compter

sur des *hinterlands* plus vastes pour appuyer l'expansion initiale de certains secteurs d'activité sur lesquelles elles peuvent, par la suite, construire des avantages comparatifs à d'autres échelles géographiques, Montréal se trouve en quelque sorte condamnée à viser tout de suite des marchés externes (hors-Québec) pour assurer un niveau adéquat de croissance d'emplois. Cependant, les services s'exportent plus difficilement que les marchandises, encore plus si des barrières culturelles entrent en jeu. Faut-il alors s'étonner que les succès de Montréal dans l'économie du savoir (dans les produits exportables) se situent davantage dans le secteur manufacturier ?

Une stratégie de création d'emplois, basée sur l'économie du savoir, doit dépasser les seuls secteurs de la haute technologie. À Montréal, 90 % du personnel scientifique œuvrent dans des secteurs autres que la haute technologie manufacturière. Cependant, puisque Montréal ne peut pas compter sur une vocation de métropole nationale principale pour assurer un niveau suffisant de création d'emplois, elle doit, plus que d'autres métropoles, axer ses stratégies sur des produits *exportables*, tant dans le tertiaire que le manufacturier. À la lumière du succès de Montréal dans des secteurs de haute technologie, mais aussi dans certaines fonctions de média, la région semble posséder un avantage *comparatif* (par rapport à Toronto du moins) pour des activités de création et de production qui reposent sur une main-d'œuvre spécialisée, bien formée et stable. Mais encore faut-il assurer que cette main-d'œuvre se présente, et que les conditions de production à Montréal (fiscalité, infrastructures, qualité de vie) soient concurrentielles à l'échelle continentale.

## INTRODUCTION

Ce document présente les résultats d'une recherche entreprise dans le contexte de la Phase 1 de l'Observatoire métropolitain de Montréal. On nous a confié le mandat de positionner l'économie de Montréal par rapport à celle d'autres régions métropolitaines du Canada et des États-Unis, en fonction de sa structure économique actuelle et de l'expérience de restructuration qu'elle a connue (taux de croissance, changement en nombres absolus et évolution sectorielle et professionnelle). La variable-clé utilisée pour ces analyses est la population active occupée, ou plus simplement l'emploi.

Pour les fins de comparaison, les tableaux et graphiques présentés dans ce document montrent la position relative de Montréal par rapport aux sept autres plus grandes régions métropolitaines du Canada, et par rapport à un ensemble de onze métropoles aux États-Unis. Le tableau 1 présente les huit métropoles canadiennes (des régions métropolitaines de recensement -- RMR – définies selon les critères de Statistique Canada) et les onze métropoles américaines qui font l'objet de notre analyse. On notera que pour neuf métropoles américaines sur onze (c'est-à-dire, à l'exception de Atlanta et Minneapolis qui sont classées comme des simples *Metropolitan Statistical Areas* ou MSA), les données portent sur les *Consolidated Metropolitan Statistical Areas* (CMSA). Les CMSA sont des zones métropolitaines élargies qui comprennent un ensemble de MSA individuelles. Par exemple, la CMSA de San Francisco inclut les MSA de San Francisco, Oakland et San Jose; la CMSA de Los Angeles inclut les MSA de Los Angeles – Long Beach, Orange County, Riverside – San Bernardino et Ventura.

Les onze grandes régions métropolitaines américaines ont été choisies selon une multiplicité de critères. Dans certains cas, ces métropoles ont été retenues en raison de leur taille démographique (par exemple, Atlanta, Seattle, Cleveland et Minneapolis) ou de leur histoire économique (Chicago, Philadelphia, Cleveland) qui se rapproche de celle de Montréal; dans d'autres cas, ce sont des métropoles qui se situent en haut de la hiérarchie urbaine américaine et qui jouent un rôle fonctionnel semblable à celui de Montréal et de Toronto (New York, Los Angeles); enfin, dans d'autres cas, ce sont des métropoles qui se caractérisent par une spécialisation économique dans certains secteurs dynamiques qui connaissent actuellement une croissance rapide à Montréal (San Francisco, New York, Dallas, Seattle).

**Tableau 1 – Régions métropolitaines canadiennes et américaines**

Métropoles canadiennes (population, milliers, 1996)	Métropoles américaines (population, milliers, 1996)
1. Toronto (4 264)	1. New York CMSA (19 938)
2. Montréal (3 327)	2. Los Angeles CMSA (15 495)
3. Vancouver (1 832)	3. Chicago CMSA (8 600)
4. Ottawa-Hull (1 010)	4. San Francisco CMSA (6 605)
5. Edmonton (863)	5. Philadelphia CMSA (5 973)
6. Calgary (822)	6. Boston CMSA (5 563)
7. Québec (672)	7. Dallas CMSA (4 575)
8. Winnipeg (667)	8. Atlanta MSA (3 541)
	9. Seattle CMSA (3 321)
	10. Cleveland CMSA (2 913)
	11. Minneapolis-St. Paul MSA (2 765)

On notera que, dans le cas des huit métropoles canadiennes, les données portent sur la population active occupée par lieu de résidence. Les données de 1971, 1981 et 1991 ont été standardisées selon les limites géographiques de 1991. Toutefois, les données de 1996 reflètent les limites géographiques de 1996. De plus, les données de 1971, 1981 et 1991 sont basées sur la classification des activités économiques (CAE) de 1970, alors que celles de 1996 sont basées sur la CAE de 1980. Nous avons ajusté les données de 1996 pour obtenir une équivalence *sectorielle* entre les deux classifications. De façon générale, cette harmonisation a été assez facile à réaliser. Toutefois, l'harmonisation au chapitre des données sur les professions était beaucoup plus problématique. Les données de 1971, 1981 et 1991 reflètent la classification des professions (CP) de 1981, alors que celles de 1996 sont basées sur la CP de 1991. Contrairement aux changements apportés à la CAE, où des classes détaillées d'activités ont été gardées ensemble et déplacées d'un grand groupe à l'autre, ce qui facilite l'harmonisation des données, la révision de 1991 à la CP a réparti certaines classes détaillées de professions parmi plusieurs grands groupes. Il est donc impossible d'établir une équivalence exacte entre les CP de 1981 et de 1991. Le lecteur devrait garder ces remarques à l'esprit lors de la comparaison des classes professionnelles de 1971, 1981 et 1991, d'une part, et de 1996, d'autre part. Enfin, il faut noter que, pour faire l'harmonisation des données aux

niveaux sectoriel et professionnel, nous avons soustrait des totaux les emplois «indéterminés» ou «non assignés». Le résultat de ce processus est que notre total pour l'emploi dans la région de Montréal, par exemple, sera très légèrement inférieur au chiffre global qui comprend ces emplois non classés.

Enfin, notons qu'il existe des différences fondamentales entre les données sur les métropoles canadiennes, tirées de commandes spéciales basées sur les recensements du Canada, et celles sur les métropoles américaines, tirées des *County Business Patterns* (une source basée sur les informations administratives). *Premièrement*, alors que les données canadiennes couvrent l'ensemble des secteurs économiques, les données américaines ne comprennent pas l'administration publique. Afin de comparer les structures économiques des métropoles canadiennes et américaines il nous faut donc «ajuster» les données canadiennes de manière à ce que «l'emploi total» ne comprenne pas l'administration publique. Par exemple, le secteur manufacturier représente 17,2 % de l'emploi total montréalais en 1996 (251,7 mille emplois sur 1460,5). Toutefois, pour fins de comparaison avec les métropoles américaines, il faut calculer un emploi total «ajusté» pour Montréal, soit l'emploi total réel moins l'emploi en administration publique (1460,5 milliers – 73,4 = 1387,1). Basé sur l'emploi total «ajusté», le secteur manufacturier montréalais représente alors 18,1 % de l'emploi métropolitain (251,7 milliers sur 1387,1).

*Deuxièmement*, en raison de la révision majeure de la classification des activités économiques effectuée en 1987 aux États-Unis et appliquée à partir de 1988, il est impossible, dans le cas de certaines activités-clé (comme les services aux entreprises, par exemple, et certaines autres activités au niveau de trois et de quatre chiffres du code de type industriel) de remonter plus loin que 1988 pour établir une série temporelle de données. On notera aussi que les données disponibles les plus récentes au moment de la rédaction de ce rapport sont celles de 1995. Aussi, alors que nous disposons des données canadiennes pour la période 1971-1996 (nous mettrons toutefois l'accent sur la période 1981-1996), les données sur les métropoles américaines ne couvrent que la période 1988-1995.

*Troisièmement*, alors que les données canadiennes sont présentées selon le secteur économique et la profession des employés à l'intérieur de chaque secteur, les données américaines ne portent que sur le secteur économique; cette différence fait en sorte que l'analyse de la structure professionnelle, menée dans le troisième chapitre, ne porte que sur les métropoles canadiennes.

La composition des groupes sectoriels et professionnels utilisés dans ce document est précisée dans les annexes 1 et 2.



# CHAPITRE 1 - LA RESTRUCTURATION DE L'ÉCONOMIE DES TROIS GRANDES MÉTROPOLIS CANADIENNES, 1981-1996

## 1.1 Secteurs gagnants / secteurs perdants (les *Top 20*)

---

Dans les figures qui suivent (figures 1.1 à 1.8), nous présentons des données détaillées sur la restructuration de l'économie des régions métropolitaines de Montréal, Toronto et Vancouver pour la période 1981-1996. Comme partout dans ce rapport, il s'agit toujours de données d'emploi. Les figures 1.2 à 1.4 et 1.6 à 1.8 illustrent (par ordre de métropole) les vingt (20) secteurs d'activité qui ont connu les gains d'emplois les plus importants en nombres absolus (les *Top 20 : secteurs gagnants*) et ensuite les vingt (20) secteurs qui ont subi les pertes les plus importantes en nombres absolus (les *Top 20 : secteurs perdants*). Y figure également, pour chaque secteur, le taux de croissance (ou de déclin) en pourcentage pour la période 1981-1996.

### Faits saillants : secteurs «gagnants» (figures 1.1 à 1.4)

- Au plan des gains d'emplois, les structures des trois métropoles se ressemblent de façon remarquable. Les quatre premiers secteurs «gagnants» sont les mêmes à Montréal qu'à Toronto, dans exactement le même ordre : 1. *restaurants* (+ 24,005 emplois à Montréal, +37,015 à Toronto), 2. *garderies* (+22,420, +31,980), 3. *services divers*\* (+21,020, +31,885), 4. *services informatiques* (+17,065, +27,090). Pour les premiers secteurs gagnants, la seule différence avec Vancouver se trouve dans l'importance des gains dans le secteur de la construction (+16,540 emplois), qui s'explique facilement par la conjoncture de croissance démographique rapide de cette métropole.
- Autre indicateur de la similarité des secteurs gagnants : les quatorze premiers secteurs à Montréal, qui ont donc connu les gains d'emplois les plus importants au cours de la période 1981-1996 (figure 1.2), se retrouvent tous

---

\* Le secteur des «services divers» comprend les services qu'il n'est pas possible de classer sous les rubriques existantes. Il s'agit souvent des services nouveaux, difficiles à classer, si bien que ce secteur peut servir d'indicateur des services modernes en évolution rapide.

également sur la liste de Toronto (figure 1.3), quoique pas forcément dans le même ordre. En tout, 15 secteurs (sur 20) reviennent sur les deux listes. En somme, les gains d'emplois enregistrés par les deux grandes métropoles canadiennes se font, en bonne partie, dans les mêmes secteurs d'activité, à savoir, dans diverses classes du grand secteur tertiaire.

- Montréal et Toronto consolident présentement leurs fonctions respectives de métropole (de centre de service) pour les territoires qu'elles desservent, s'il faut en croire nos résultats. Les secteurs gagnants identifiés aux figures 1.2 et 1.3 se retrouvent tous dans le tertiaire (à une exception près, la fabrication de pièces automobiles à Toronto). À noter, dans les deux métropoles, la croissance d'emploi dans les secteurs de commerce de gros (alimentation, quincaillerie).
- Les secteurs où Vancouver se distingue des deux autres (c'est-à-dire des secteurs gagnants propres à cette métropole) s'expliquent autant, sinon davantage, par sa croissance démographique que par sa vocation de métropole : construction, agents d'assurance et immobiliers, assureurs, avocats et notaires.
- Les différences entre Montréal et Toronto ne permettent pas de conclure que la structure des secteurs gagnants est nécessairement meilleure dans une métropole que dans l'autre. Cependant, sur les quelques cas (4 en tout) où les taux de croissance à Montréal dépassent ceux de Toronto, trois touchent des secteurs qu'on peut qualifier à haut contenu de matière grise : *services informatiques* (taux de croissance à Montréal : +470,8 %, +235,2 % à Toronto), *publicité* (+181,5 % à Montréal, +146,6 % à Toronto). La croissance à Montréal du secteur de la publicité tient sans doute en bonne partie au rôle de Montréal comme métropole (de marketing et de distribution) pour l'espace francophone canadien<sup>\*</sup>. Le taux exceptionnel de croissance à Montréal dans la classe *services de santé divers* (+3275,0 % contre +494,4 % à Toronto) tient sans doute aux particularismes du régime québécois de santé.
- L'image favorable de la structure des «gagnants» montréalais se renforce si l'on retient les cinq secteurs propres à Montréal (absents à Toronto) : *bureaux d'architectes et études scientifiques, production et distribution de films, pharmacies, enseignement : autre, universités et collèges*. À l'exception de la classe des pharmacies, il s'agit de secteurs à forte teneur en matière grise (ou de créativité) ou consacrés à former la matière grise. Comme pour

---

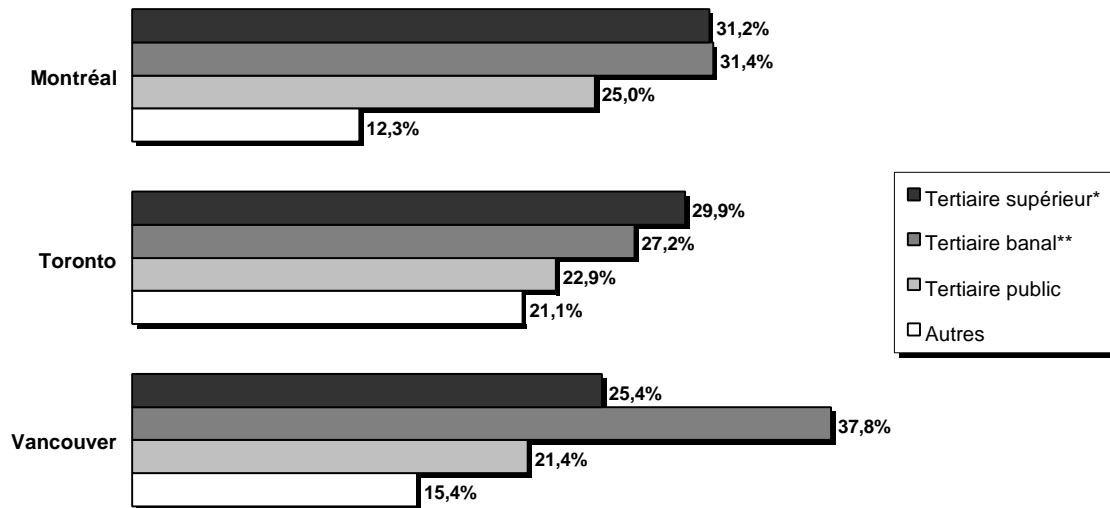
\* Certains y verront un effet positif de la loi 101, dans la mesure où elle a probablement eu pour effet de stimuler l'industrie francophone de publicité.

la publicité, les gains de Montréal dans le secteur *production et distribution de films* tiennent sans doute en bonne partie au rôle de Montréal comme métropole d'un espace culturel distinct. Vancouver affiche également une bonne croissance dans le secteur *bureaux d'architectes et études scientifiques*, mais il faut croire, à la différence probable de Montréal, que cette croissance se concentre surtout chez les bureaux d'architectes, reflet à nouveau de sa rapide croissance démographique.

- Si nous énumérons maintenant les cinq secteurs qui figurent sur les *Top 20* torontois, mais qui sont absents de Montréal (le corollaire du paragraphe précédent), l'image qui en ressort pour Toronto n'est pas forcément positive : *banques, fabrication de pièces d'auto, médecins et dentistes, postes, bureaux de placement*. À l'exception des médecins et dentistes et du secteur des banques (et encore), aucun ne pourra vraiment être qualifié de secteur à forte teneur en matière grise (ou de créativité).

**Résumons.** Les secteurs d'activité dans lesquels Montréal affiche les gains d'emploi les plus importants (*Top 20*) sont dans l'ensemble, toutes proportions gardées, comparables à ceux des deux autres grandes métropoles canadiennes. Les ressemblances avec Toronto sont frappantes. La structure sectorielle de croissance d'emploi à Montréal ne s'éloigne pas sensiblement de ce qui s'observe à Toronto et à Vancouver (voir figure 1.1). Rien n'indique que l'évolution sectorielle y est moins favorable qu'à Toronto ou à Vancouver. Bien au contraire, les quelques différences qui ressortent laissent plutôt deviner une évolution sectorielle plus favorable à Montréal, davantage axée sur la matière grise et la création. C'est un premier indice que le problème d'emploi de Montréal ne réside pas dans la structure des emplois créés, mais bien dans le nombre total (trop faible) d'emplois créés.

**Figure 1. 1 – Structure d’emploi des secteurs « gagnants » (Top 20) : Trois métropoles canadiennes (en % des emplois créés 1981-1996)**



\*serv. Divers, serv. Informatique, cons.gestion, publicité, archit. & études sc., prod. de films, avocats & not., assureurs, banques

\*\*restos, mag. aliment., sev. personnels, divert. & loisirs, tabagies, pharmacies, agents d' immeuble & ass.

Figure 1. 2 – Secteurs à forte croissance d'emploi : Montréal, 1981-1996

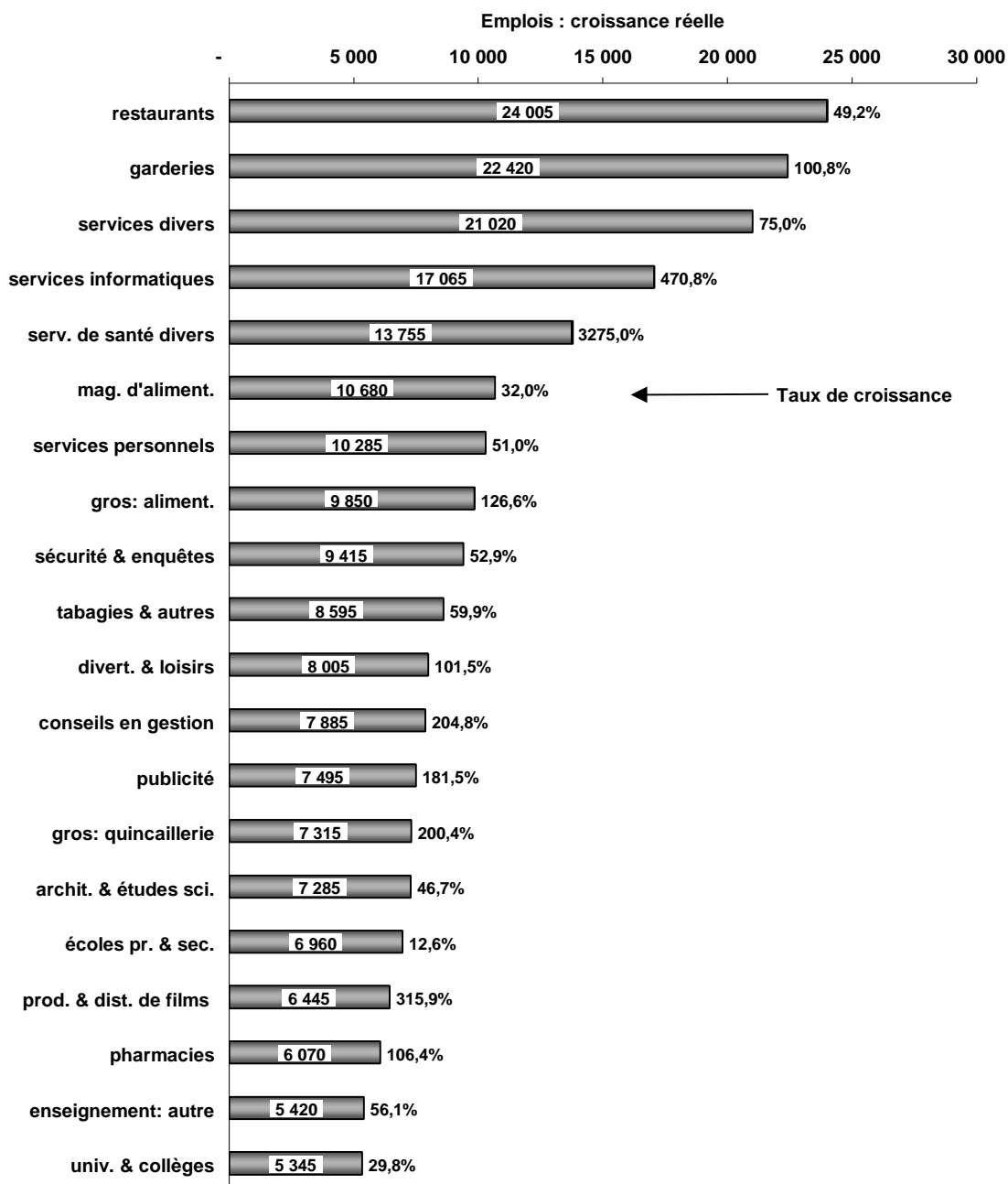


Figure 1. 3 – Secteurs à forte croissance d'emploi : Toronto, 1981-1996

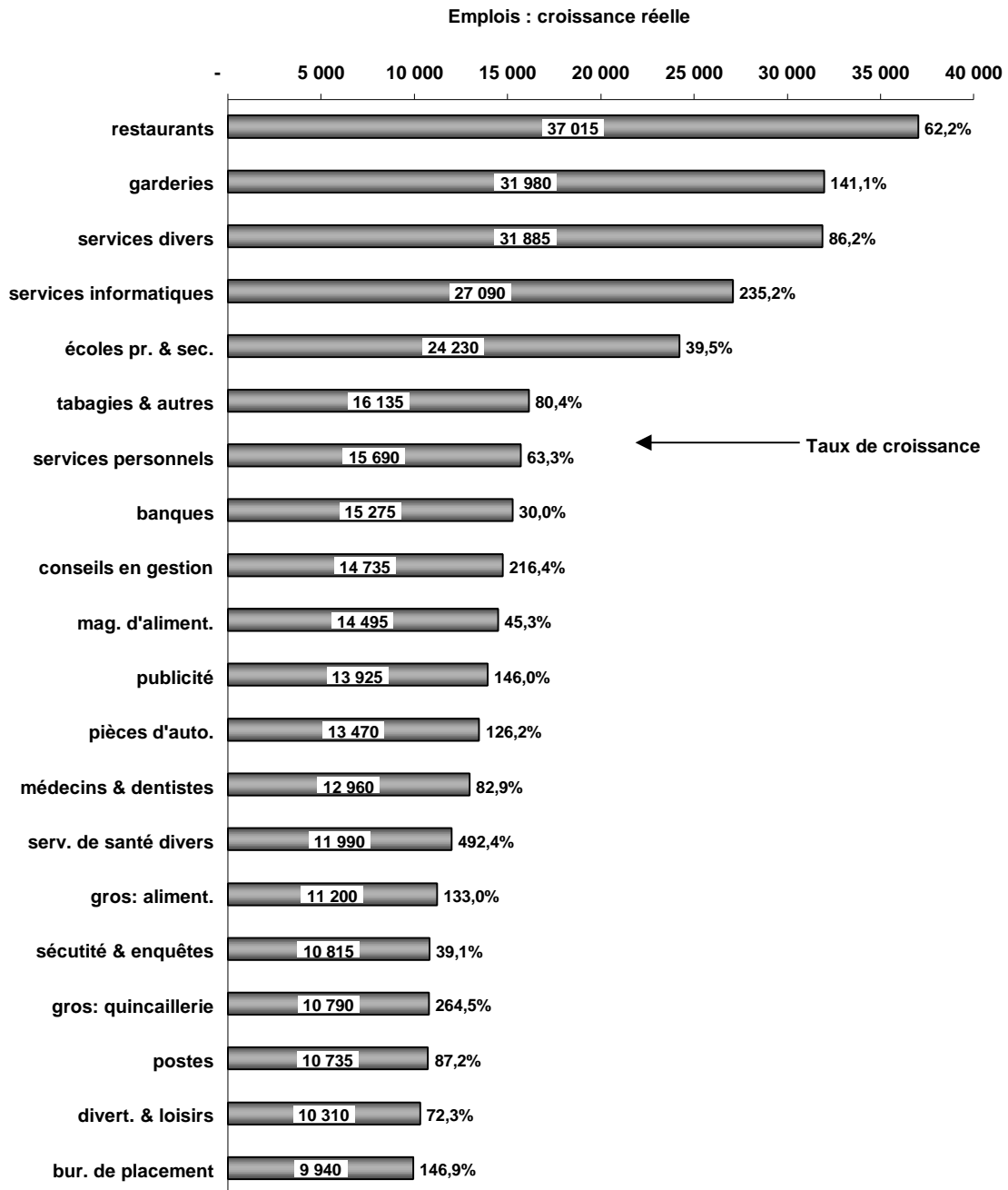
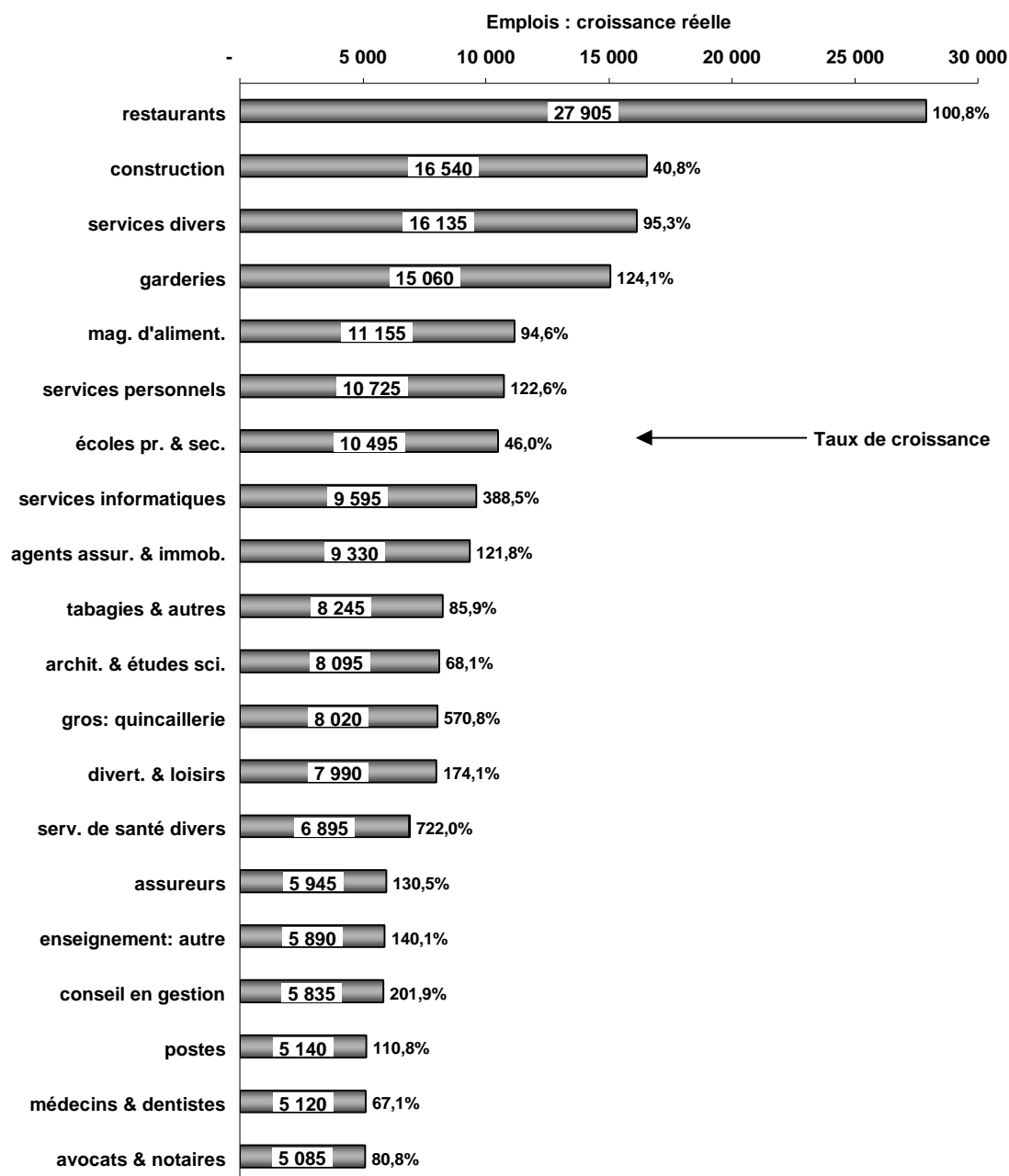


Figure 1. 4 – Secteurs à forte croissance d'emploi : Vancouver, 1981-1996



### Faits saillants : secteurs «perdants» (figures 1.5 à 1.9)

- Au plan des pertes d'emplois, les ressemblances entre les trois métropoles sont moins fortes que pour les gains. Cependant, là encore, on observe des similitudes, notamment entre Montréal et Toronto. Les six premières sources de pertes d'emplois à Montréal (figure 1.5) se retrouvent également dans la liste des secteurs «perdants» de Toronto (figure 1.6), quoique pas nécessairement dans le même ordre. C'est surtout au titre des taux de déclin (de perte d'emplois) que les ressemblances sont frappantes. Ainsi, le secteur de l'*habillement* a bien subi une baisse d'emploi de -29,4 % à Montréal au cours de la période 1981-1996, mais le recul à Toronto est du même ordre (-23,2). Le secteur *ferroviaire* a connu une chute dramatique à Montréal (-61,2 %), mais l'évolution à Toronto n'est guère plus encourageante (-53,2 %). Même histoire pour les secteurs traditionnels comme le *papier* (-32,2 % à Montréal, -25,8 % à Toronto), *chaussures et cuir* (-62,1 % à Montréal, -72,7 % à Toronto) et *produits en métal* (-22,0 % à Montréal, -18,7 % à Toronto).
- Les différences dans la structure des emplois perdus s'expliquent surtout par les différences dans les structures économiques de départ des villes. Il n'est guère étonnant, à titre d'exemple, que Vancouver subisse des pertes importantes dans le secteur des *articles de bois* (-5,630 emplois) et du *secteur de la forêt* (-1,040). Si Montréal perd plus d'emplois dans l'*habillement*, c'est tout simplement qu'elle y était plus spécialisée au départ. Une fois que l'on tient compte de ces différences, les mêmes secteurs reviennent souvent dans les trois villes. En plus des secteurs déjà mentionnés, notons aussi les suivants : *magasins de marchandises diverses* (le premier secteur perdant à Toronto et à Vancouver), *machines*, *boulangeries*, *entretien des routes*. Dans plusieurs cas, les pertes d'emplois sont attribuables aux changements technologiques que subissent toutes les villes occidentales.
- En faisant abstraction pour le moment du secteur manufacturier, ce sont surtout les pertes dans les *magasins de marchandises diverses* et dans le *secteur ferroviaire* qui frappent les trois villes. Nous expliquons mal, sans d'autres informations, le déclin dans les *magasins de marchandises diverses*, notamment à Vancouver. Pour d'autres secteurs non manufacturiers, les pertes observées tiennent souvent à des cas particuliers, comme le recul important dans la fonction publique provinciale à Toronto (-6,650 emplois), qui n'a pas d'équivalent à Montréal.

- Dans les trois villes, le principal perdant est le secteur manufacturier. Les activités du secteur manufacturier comptent pour 69,4 % des pertes à Montréal, pour 57,6 % à Toronto et pour 48,3 % à Vancouver. Vancouver, faut-il le rappeler, est au départ une ville moins manufacturière. Les pertes d'emplois se trouvent, en règle générale, dans des secteurs à faible (ou moyen) contenu technologique. Les pertes constatées sont, dans l'ensemble, le reflet d'un processus «normal» de restructuration économique qui s'observe dans la majorité des grandes villes du monde occidental. En ce sens, les pertes d'emplois observées à Montréal n'ont rien d'étonnant.
- Les pertes enregistrées à Toronto dans le secteur manufacturier comportent cependant des surprises. Plus du tiers des pertes se retrouvent dans des secteurs que l'on peut qualifier de haute technologie : aéronefs (-31,9 %), matériel scientifique (-34,15), équipement électrique industriel (-38,2 %), équipement de télécommunications (-18,8 %). À Montréal, à l'exception du secteur des machines à bureaux (-53,0 %, mais qui ne compte que pour quelque 3 % des pertes subies par le secteur manufacturier), aucun secteur de haute technologie ne se retrouve sur la liste des Top 20 (perdants). Il est difficile d'expliquer cette «mauvaise» restructuration, en apparence, du secteur manufacturier de Toronto. Nous pouvons toutefois conclure que la structure des pertes d'emploi à Montréal paraît moins inquiétante que celle de Toronto ? Est-ce que Toronto est en train de perdre son avantage comparatif dans certains secteurs manufacturiers de haute technologie ?

**Résumons.** La restructuration de l'économie montréalaise paraît plutôt bien engagée, en s'appuyant sur les données des 20 secteurs d'activité qui ont connu les gains les plus importants et des 20 qui ont subi les pertes les plus importantes sur la période 1981-1996. Tant au plan des emplois gagnés que des emplois perdus, la structure sectorielle des emplois va, dans l'ensemble, dans le sens souhaité. Les pertes d'emplois sont, en règle générale, concentrées dans des secteurs à faible ou à moyen contenu de matière grise, tandis que les gains d'emplois sont davantage concentrés dans des activités à haut contenu de matière grise. À certains égards, l'évolution sectorielle de l'emploi à Montréal semble plus positive qu'à Toronto, notamment au titre des pertes comparatives dans le secteur manufacturier, où Toronto (à la différence de Montréal) affiche des pertes importantes d'emplois dans les secteurs de haute technologie.

L'analyse des secteurs perdants vient renforcer nos conclusions tirées de l'analyse des secteurs gagnants. *Le problème d'emploi à Montréal* (plus précisément, le problème de son évolution) *n'en est pas un de structure mais de*

*volume.* À la figure 1.5, les gains et les pertes totales d'emplois (dans les Top 20) sont mis en relation avec l'emploi total dans les trois métropoles au début de la période (1981). Elle illustre bien le paradoxe montréalais. Il est vrai, en termes relatifs, que les pertes sont légèrement plus élevées à Montréal que dans les deux autres métropoles (6,34 % à Montréal contre 5,71 % à Toronto), ce qui reflète le poids historique des secteurs traditionnels dans sa structure économique. Mais, c'est surtout au titre des gains (plutôt les gains qui n'ont pas eu lieu) que Montréal se démarque des deux autres villes. Si Montréal continue à connaître des problèmes de chômage, ce n'est pas de prime abord parce que sa structure économique est vieillie (quoique cela continue à jouer) ou que l'évolution de sa structure va dans le mauvais sens (bien au contraire), mais bien parce que le volume global de création d'emploi reste insuffisant. En termes culinaires, la tarte est de bonne qualité, mais elle n'est pas assez grande pour satisfaire tous les convives.

Si le problème d'emploi de Montréal n'est pas d'abord sectoriel (*sector-specific, en anglais*), cela signifie également que les principaux obstacles à la création d'emploi ne sont pas d'ordre sectoriel, mais plutôt d'ordre global. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas des problèmes sectoriels (il en existe) ou que des interventions *sector-specific* doivent être abandonnées, mais seulement que ce n'est pas là, semble-t-il, que réside le cœur du problème. Les principaux facteurs qui freinent la création d'emploi seraient, en somme, de nature plus générale, affectant plusieurs des secteurs de l'économie montréalaise.

**Figure 1. 5 – Gains et pertes relatifs d’emploi 1981-1996 : Trois métropoles canadiennes (\*Par rapport à l’emploi total en 1981)**

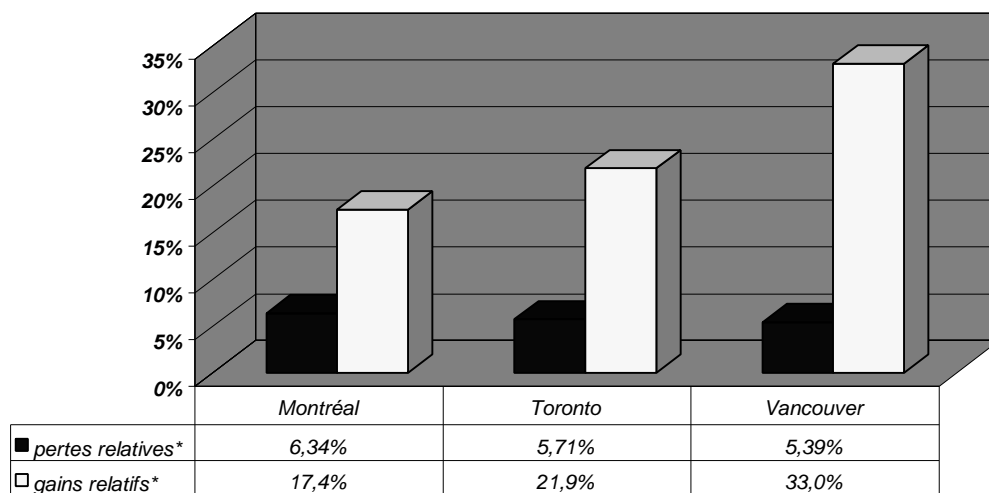
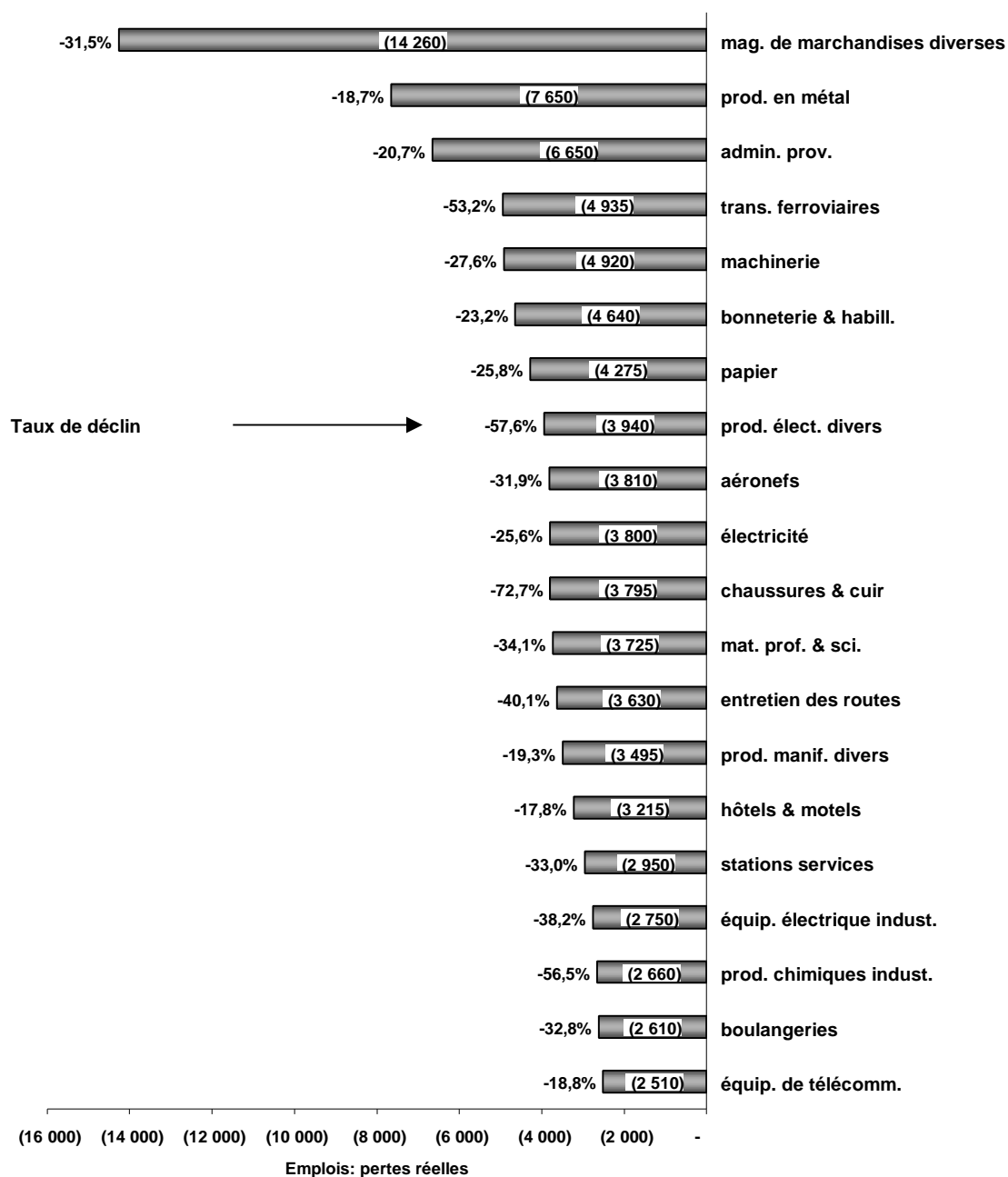


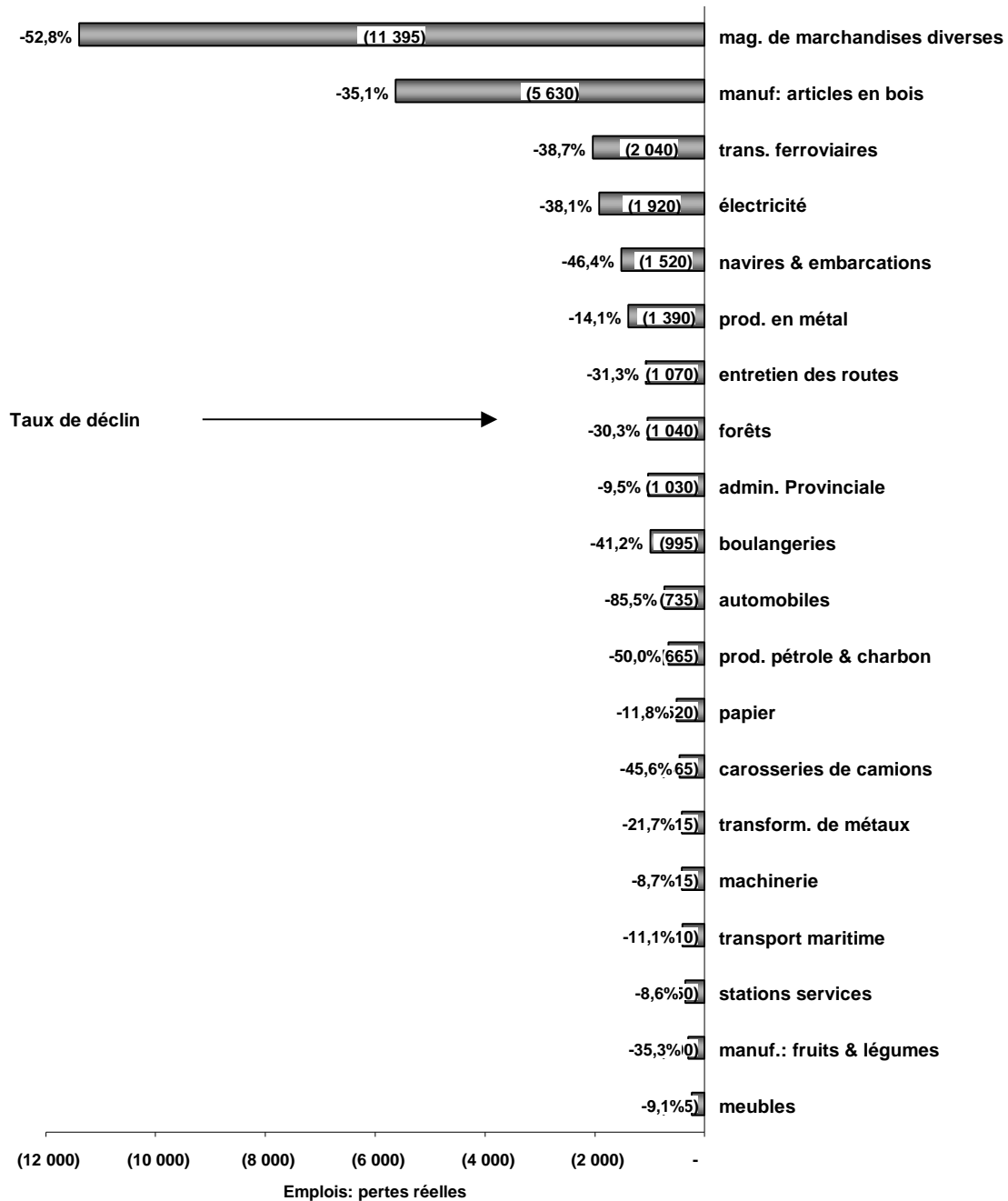
Figure 1. 6 – Secteurs à forte perte d'emploi : Montréal, 1981-1996



Figure 1.7 – Secteurs à forte perte d'emploi : Toronto, 1981-1996



**Figure 1.8 – Secteurs à forte perte d'emploi : Vancouver, 1981-1996**



## **1.2 Grandes tendances de restructuration économique : 1971-1996**

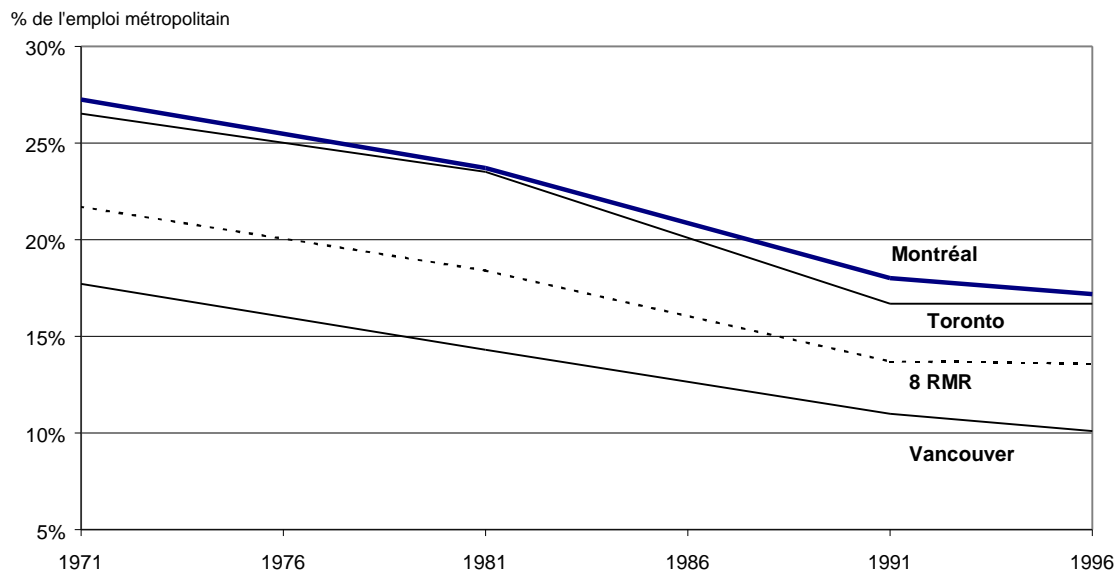
---

Aux figures 1.9 à 1.12, sont tracées, pour les trois grandes métropoles canadiennes, des courbes indiquant, à tour de rôle, l'évolution sur la période 1971-1996 de la part de l'emploi (dans l'emploi total de la métropole) dans quatre grands secteurs d'activité économique : le secteur manufacturier (figure 1.9), transports et communications (figure 1.10), institutions financières, assurances et affaires immobilières (figure 1.11), services aux entreprises (figure 1.12). La moyenne pour les huit plus grandes régions métropolitaines du Canada (8 RMR) y figure également, en ligne pointillée.

### **Faits saillants (figures 1.9 à 1.12)**

- La baisse relative du secteur manufacturier dans les économies urbaines est la traduction d'une tendance généralisée, déjà bien engagée depuis un quart de siècle, qui touche l'ensemble des métropoles du Canada. La tendance observée à Montréal suit l'évolution générale, observée ailleurs. Les tendances observées ne permettent pas de conclure que Montréal souffre d'un problème particulier de désindustrialisation, propre à la métropole québécoise.
- Les tendances observées semblent annoncer un léger ralentissement du processus de désindustrialisation, si bien qu'il est possible que nous arrivions tranquillement à la fin de la grande phase de désindustrialisation des économies urbaines. À en croire la figure 1.9, il est possible que la part de l'emploi manufacturier dans l'économie montréalaise se stabilise autour de 15 % à l'avenir. Si ce pourcentage peut paraître faible, il est cependant sensiblement supérieur à la moyenne métropolitaine canadienne.
- Comparativement aux autres métropoles du Canada (et aussi du continent, voir chapitre suivant), Montréal est une ville plus manufacturière. Elle était déjà proportionnellement plus manufacturière en 1971 que la moyenne métropolitaine canadienne, et elle l'est restée vingt-cinq ans plus tard. Il faut croire que la métropole québécoise conserve un avantage comparatif généralisé dans la fabrication des biens.

**Figure 1.9 – Secteur manufacturier, % de l'emploi total.  
Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes**



Le secteur des transports et des communications, jadis la principale base économique de Montréal, constitue l'autre grand secteur de déclin relatif (figure 1.10). Dans la section précédente, ce déclin se voyait notamment dans les pertes importantes d'emplois dans les transports ferroviaires, qui a surtout frappé Montréal à cause de sa spécialisation historique dans ce secteur. Des changements technologiques et l'essor du camionnage expliquent en partie ce déclin qui, toutes proportions gardées, a frappé Vancouver autant que Montréal. À en croire la figure 1.10, la tendance au déclin relatif du secteur des transports et des communications semble vouloir se poursuivre à Montréal et à Vancouver.

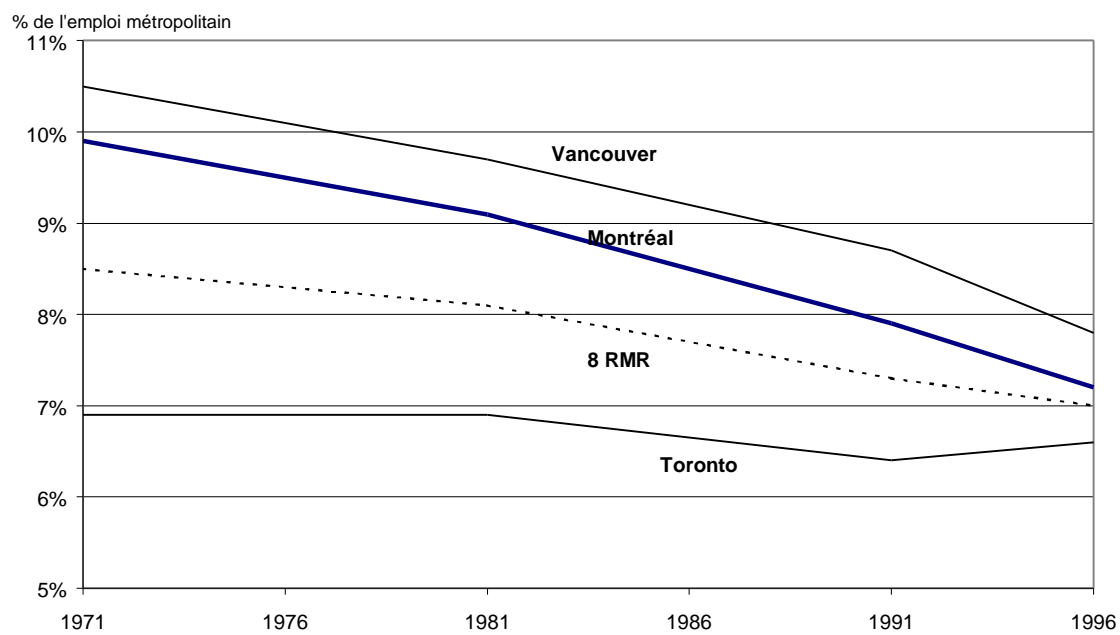
- La performance de Toronto au plan des transports et des communications semble annoncer un virage majeur dans le positionnement des trois métropoles. D'abord relativement moins spécialisée dans les transports et les communications, la part relative de ce secteur dans l'économie torontoise est en train de rejoindre celle des deux autres métropoles. De plus, le poids de ce secteur dans l'économie torontoise diminue à peine au cours de la période 1971-1996, avec même une légère remontée depuis 1991. Ces résultats sont sans doute le reflet, en partie, de l'essor de Toronto comme plaque tournante aérienne du pays (contrepartie du fiasco aéroportuaire montréalais) et du déclin du rail comme moyen privilégié de transport et de distribution des marchandises.
- Le secteur des finances (y compris les assurances et les affaires immobilières) est historiquement l'une des principales sources de croissance d'emploi et de spécialisation des grandes métropoles, du moins depuis la deuxième Guerre Mondiale. Cela se confirme également pour les métropoles canadiennes pour la période 1971-1991 (figure 1.11). Cependant, la période la plus récente (1991-1996) semble marquer un point d'arrêt dans la croissance du secteur des finances. Il est trop tôt pour affirmer s'il s'agit là d'une véritable rupture de tendance ou simplement d'un événement conjoncturel. L'impact négatif sur l'emploi doit en bonne partie s'expliquer par des changements technologiques, notamment dans le secteur bancaire.
- La figure 1.11 n'indique aucune amélioration dans le positionnement relatif de Montréal comme centre financier au cours de la période 1971-1996 (du moins, tel que mesuré par le poids relatif du secteur dans l'économie locale). Déjà moins spécialisée dans les finances que Toronto en 1971, l'écart n'a cessé de se creuser depuis. L'écart par rapport à la moyenne métropolitaine canadienne s'est également accru.
- Le secteur des services aux entreprises (qui comprend ce que nous appellerons plus tard le tertiaire *High Tech*) constitue l'autre grande source

de croissance d'emploi et de spécialisation des grandes métropoles depuis la deuxième Guerre Mondiale. Selon la figure 1.12, la tendance se maintient sur toute la période pour le Canada métropolitain. Le poids de ce secteur dans les huit économies urbaines a plus que doublé, passant d'environ 4 % de l'emploi en 1971 à environ 9 % vingt-cinq ans plus tard. Il est probable qu'il dépassera le secteur manufacturier dans certaines métropoles d'ici l'an 2020.

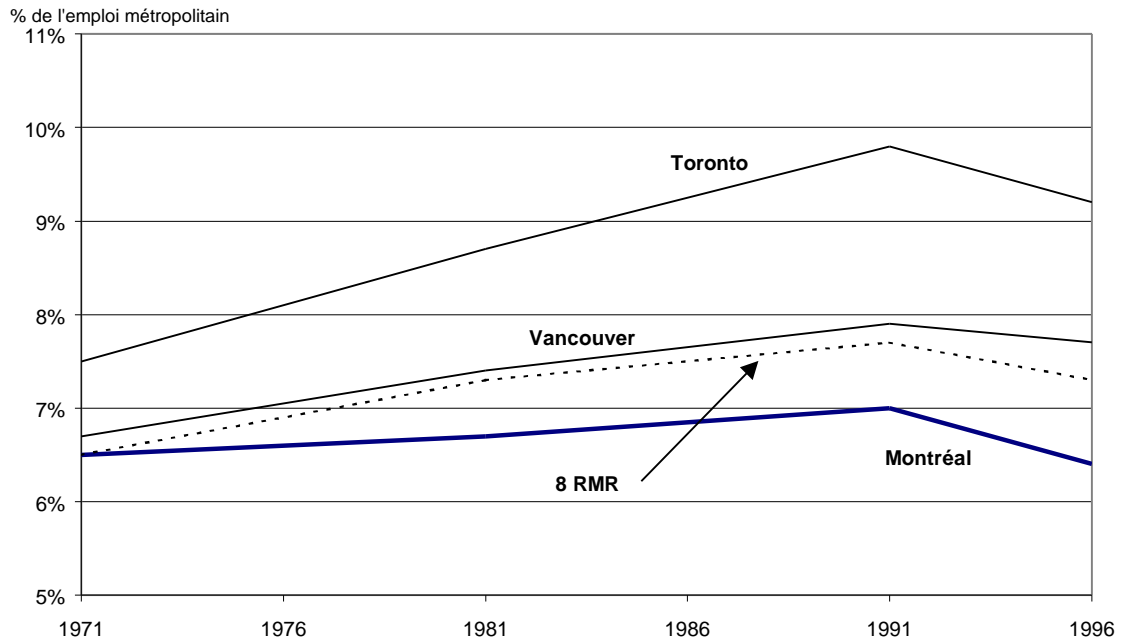
- La courbe pour le secteur des services aux entreprises à Montréal suit, en gros, la tendance du Canada métropolitain (figure 1.12). De plus, l'écart avec la moyenne des 8 RMR semble vouloir se rétrécir, notamment depuis 1991 avec Toronto et avec Vancouver. Le ralentissement à Toronto dans la croissance (relative) de ce secteur depuis 1991 est étonnant. Mais encore là, il est trop tôt pour savoir s'il s'agit d'une rupture de tendance ou d'un événement conjoncturel. Toutefois, ce résultat, tout comme le ralentissement dans les finances et les pertes observées dans des industries High Tech (voir section précédente), semblent indiquer que la Ville Reine connaît des problèmes économiques, du moins pour la période 1991-1996.

**Résumons.** Les grandes tendances de restructuration de l'économie montréalaise s'insèrent, dans l'ensemble, dans les grands changements historiques observés dans d'autres métropoles occidentales : désindustrialisation (déclin relatif du secteur manufacturier), pertes d'emplois dans le secteur ferroviaire, croissance du secteur des finances (avec cependant un ralentissement récent), croissance soutenue du secteur des services aux entreprises, indice du virage vers ce qu'il convient d'appeler l'économie de l'information et du savoir. Montréal se distingue surtout de ses rivales canadiennes par (1) le déclin *relatif* de son secteur financier et (2) par le maintien *relatif* de son secteur manufacturier. Le premier (1) peut s'interpréter comme l'indice d'un problème généralisé au titre des fonctions de commande et de contrôle (voir chapitre suivant) avec des incidences sur plusieurs secteurs de l'économie, tandis que le deuxième (2) nous invite à regarder plus en détail les activités de fabrication (et de design) pour lesquelles Montréal conserve (ou développe) un avantage comparatif.

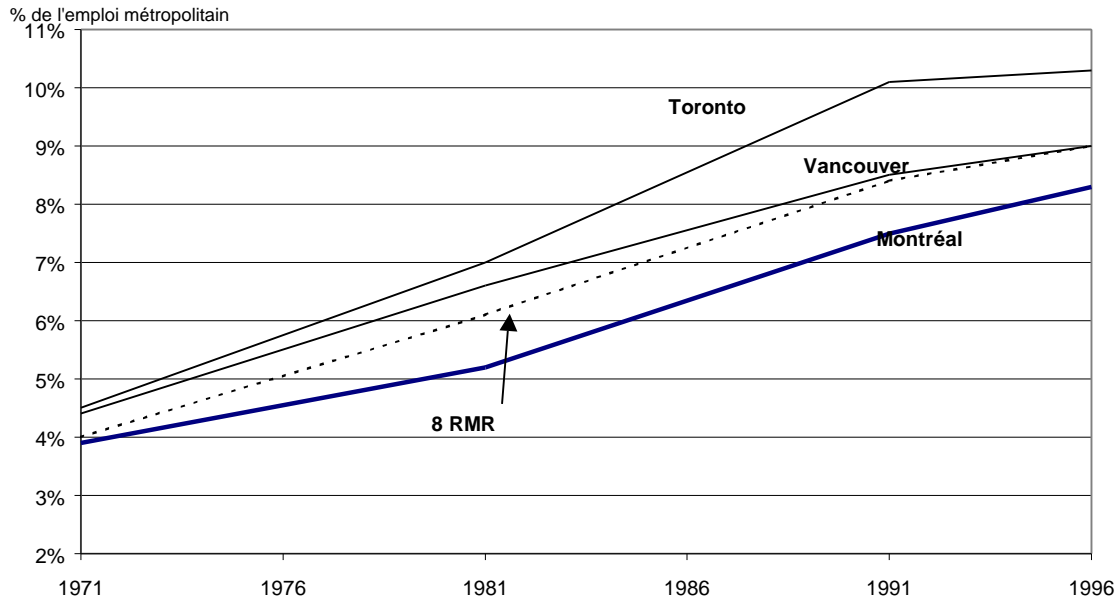
**Figure 1. 10 – Transports et communications, % de l'emploi total.  
Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes**



**Figure 1. 11 – Finances, assurances et immobilier, % de l'emploi total.  
Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes**



**Figure 1. 12 – Services aux entreprises, % de l'emploi total.  
Évolution 1971-1996 : Trois métropoles canadiennes**



## **CHAPITRE 2 - POSITIONNEMENT DE MONTRÉAL PAR RAPPORT À D'AUTRES MÉTROPOLIS NORD- AMÉRICAINES**

Le but de ce chapitre est de situer le positionnement de Montréal par rapport aux autres régions métropolitaines canadiennes et américaines au chapitre de sa structure et de sa performance économiques. Dans un premier temps, nous faisons un survol des grandes tendances de restructuration économique qui ont touché les métropoles canadiennes et américaines et, dans un deuxième temps, nous nous attachons plus spécifiquement à l'étude de cinq grandes fonctions métropolitaines. L'analyse que nous entreprenons dans ce chapitre repose, en partie, sur une démarche semblable à celle adoptée dans la deuxième moitié du chapitre 1; à la différence du chapitre 1, qui a examiné uniquement les trois plus grandes RMR canadiennes, nous comparons Montréal aux huit plus grandes RMR canadiennes et à onze métropoles américaines.

### **2.1 Les grandes tendances de restructuration**

---

Dans cette section, nous examinons systématiquement les grandes tendances de restructuration qui caractérisent Montréal et les sept autres métropoles canadiennes et, ensuite, les onze métropoles américaines.

#### **2.1.1 Les métropoles canadiennes**

---

Les tableaux 2.1 à 2.3 et les figures 2.1 à 2.9 présentent des informations détaillées sur la restructuration économique de l'ensemble des huit plus grandes RMR canadiennes pour la période 1971-1996.

#### **Faits saillants : transformation structurelle (tableau 2.1; figures 2.1 à 2.4)**

- Comme toutes les métropoles canadiennes, Montréal a vu sa part de l'emploi total dans le secteur manufacturier diminuer de façon dramatique entre 1971 et 1996 : de 27,2 % à 17,2 %. Pendant cette période de 25 ans, Montréal conserve sa position devant Toronto avec le pourcentage le plus élevé de

main-d'œuvre dans le secteur manufacturier. Il existe un écart important toute au long de la période étudiée entre les pourcentages de Montréal et Toronto (17,2 % et 16,7 % respectivement en 1996), d'une part, et ceux des autres RMR; Winnipeg, avec 13 % en 1996, est la troisième RMR manufacturière.

- Comme corollaire au déclin relatif de l'emploi dans le secteur manufacturier, les huit RMR sont devenues de plus en plus tertiaisées pendant ce quart de siècle. En 1996, avec 78,2 % de l'emploi total dans le secteur tertiaire (contre 67,4 % en 1971), Montréal occupe la sixième place, avant Toronto et Calgary, en tant que métropole tertiaisée. Les capitales nationales, Ottawa et Québec, grâce à leur emploi en administration publique, se situent en haut de la liste avec 87,9 % et 86,0 %, respectivement.
- Dans le domaine des transports, communications et utilités publiques, toutes les RMR ont connu un déclin relatif de l'emploi : de 10,8 % à 8,3 % dans le cas de Montréal. Montréal a glissé de la troisième position en 1971, après Winnipeg et Vancouver, à la cinquième position en 1996, ayant été dépassée par Edmonton et Calgary.
- Comme dans le cas de quatre autres RMR, le pourcentage d'emploi montréalais dans le commerce de gros a augmenté au cours de la période étudiée : de 5,2 % à 6,3 %. En raison du déclin relatif de Winnipeg et Vancouver dans ce secteur, ainsi que de la stabilité de Calgary, Montréal est montée de la sixième à la deuxième position, à égalité avec Vancouver et juste derrière Toronto (6,6 %).
- Au chapitre des services « traditionnels » (commerce de détail, services à la consommation, hébergement & restauration), Montréal a connu une augmentation relative de la part de l'emploi total dans ces secteurs; le changement le plus important touche les services à la consommation : de 5,5 % à 8,0 %. En 1996, Montréal se trouve en troisième position parmi les huit RMR quant à son pourcentage dans le commerce de détail (12,5 %), en sixième position (8 %) dans les services à la consommation, et à égalité avec Toronto à la dernière position au niveau du secteur d'hébergement et de restauration (5,7 %). On notera, toutefois, que les profils des huit RMR ne diffèrent pas de façon significative en ce qui concerne ces services «traditionnels».
- À l'égard des services non commerciaux (éducation, santé & services sociaux, administration publique), de façon générale, Montréal a suivi les grandes tendances observées dans l'ensemble des grandes RMR,

augmentant sa part en santé & services sociaux (de 7,0 % à 10,5 %, ce qui lui vaut une troisième position en 1996) et diminuant sa part en administration publique (de 5,8 % à 5,0 % : cinquième place en 1996). Quant à l'éducation, il n'existe pas de réelle tendance lourde. Quatre des huit RMR ont vu leur part diminuer, deux (Vancouver et Winnipeg) l'ont vu augmenter, et Montréal et Toronto ont vu leur part demeurer stable. En 1996, la part de Montréal dans le secteur de l'éducation (7,3 %) lui mérite la cinquième place parmi les grandes RMR.

- Dans le secteur des finances, assurances et affaires immobilières (FAAI), la part de l'emploi montréalais a légèrement diminué, passant de 6,5 % à 6,4 % pendant la période 1971-1996; le déclin a été enregistré dans la période 1991-1996, qui a vu le pourcentage diminuer de 7,0 % à 6,4 %. Calgary est la seule autre grande métropole canadienne à connaître un léger déclin entre 1971 et 1996 : de 6,2 % à 6,0 %. En 1971, Montréal se classait au troisième rang au niveau de la part de son emploi dans le secteur financier, après Toronto et Vancouver (7,5 % et 6,7 %, respectivement). En 1996, Toronto (9,2 %) et Vancouver (7,7 %) demeurent en haut de la liste, mais Montréal a glissé à la quatrième place derrière Québec (7,4 %).
- Du côté des services aux entreprises, secteur qui a connu la plus forte progression entre 1971 et 1996, la part de toutes les huit RMR a augmenté pendant cette période; celle de Montréal a connu une augmentation de 3,9 % à 8,3 %. Mais au chapitre de son positionnement relatif face aux autres métropoles, Montréal a encore perdu du terrain : en 1971, elle occupait la quatrième place, après Calgary (5 %), Toronto (4,5 %) et Vancouver (4,4 %); en 1996, les mêmes deux RMR restent en haut de la liste (avec 11 % et 10,3 %, respectivement), mais Montréal se situe maintenant au cinquième rang, après Ottawa-Hull (10,2 %) et Vancouver (9 %).

**Résumons.** Entre 1971 et 1996, Montréal a connu une transformation structurelle tout à fait semblable aux autres grandes métropoles canadiennes, une transformation caractérisée surtout par la tertiarisation de son économie. Toutefois, Montréal est l'une des grandes métropoles les moins tertiarisées; son pourcentage d'emploi tertiaire de 78,2 % en 1996 lui vaut une sixième place parmi les huit métropoles canadiennes, devant Toronto (77,9 %) et Calgary (77,6 %). Même si l'on enlève le secteur de l'administration publique, qui gonfle le niveau de tertiarisation de plusieurs RMR, Montréal (73,2 % en 1996) reste en sixième place devant Québec (72 %) et Ottawa-Hull (67,5 %); Vancouver (77 %), Winnipeg (74,2 %) et Toronto (74 %) sont maintenant les chefs de file. En 1996 comme en 1971, Montréal est la métropole qui a le plus haut pourcentage de son

emploi dans le secteur manufacturier (17,2 % en 1996). Le seul autre secteur où Montréal se situe près de la tête de la liste des huit métropoles est le commerce de gros (*ex aequo* avec Vancouver en deuxième place avec 6,3 %). En ce qui concerne les autres secteurs, Montréal est une métropole très «moyenne» parmi les huit plus grandes RMR canadiennes.

**Tableau 2. 1 – Structure sectorielle de 8 RMR, Canada, 1971-1996  
(% de l'emploi total)**

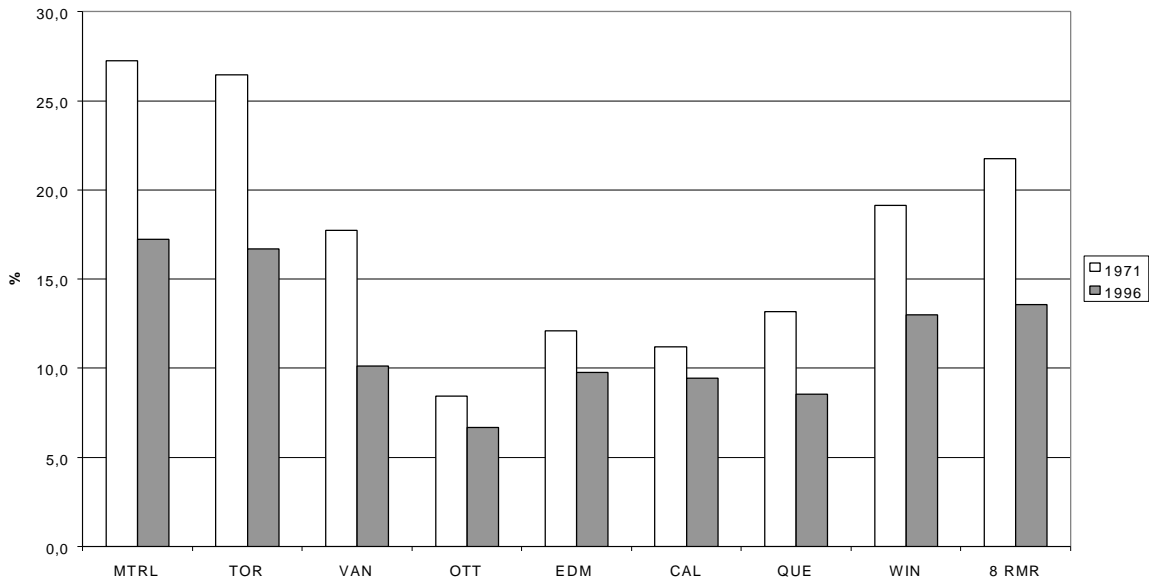
<b>Secteur</b>		<b>Montréal</b>	<b>Toronto</b>	<b>Vancouver</b>	<b>Ottawa-Hull</b>	<b>Edmonton</b>	<b>Calgary</b>	<b>Québec</b>	<b>Winnipeg</b>	<b>8 RMR</b>
Primaire	1971	0,5	0,9	2,4	1,2	4,0	7,9	1,1	1,0	1,5
	1981	0,7	1,0	2,3	1,5	4,0	9,5	1,2	1,3	1,9
	1991	0,8	1,0	2,1	1,2	4,4	8,7	1,3	1,3	1,9
	1996	0,7	0,7	1,8	1,1	3,9	6,5	1,3	1,2	1,6
Manufacturier	1971	27,2	26,5	17,7	8,4	12,1	11,2	13,2	19,1	21,7
	1981	23,7	23,5	14,3	7,1	10,9	9,6	10,5	16,8	18,4
	1991	18,0	16,7	11,0	5,9	8,6	8,0	8,9	12,9	13,7
	1996	17,2	16,7	10,1	6,7	9,8	9,5	8,5	13,0	13,6
Construction	1971	4,9	6,6	7,2	6,4	8,8	8,9	6,7	5,3	6,3
	1981	4,3	5,5	6,7	4,2	11,0	11,8	4,8	4,6	6,0
	1991	5,0	5,5	6,6	5,0	7,1	6,5	5,2	4,6	5,6
	1996	3,8	4,7	6,6	4,3	6,3	6,5	4,1	4,1	4,9
SOUS-TOTAL: BIENS	1971	32,6	34,0	27,3	16,0	24,9	28,0	20,9	25,4	29,6
	1981	28,8	30,0	23,3	12,8	25,9	30,9	16,5	22,6	26,4
	1991	23,8	23,1	19,7	12,1	20,0	23,2	15,5	18,9	21,2
	1996	21,8	22,1	18,5	12,1	19,9	22,4	14,0	18,4	20,0
Transport, communication: et utilités publiques	1971	10,8	8,2	11,7	6,9	10,2	9,2	7,1	12,3	9,6
	1981	10,2	8,2	10,9	7,1	9,7	8,8	6,5	12,1	9,2
	1991	9,0	7,6	9,5	6,9	9,1	8,5	5,8	10,4	8,3
	1996	8,3	7,5	8,6	6,4	8,6	8,9	5,9	10,1	8,0

Tableau 2.1 suite

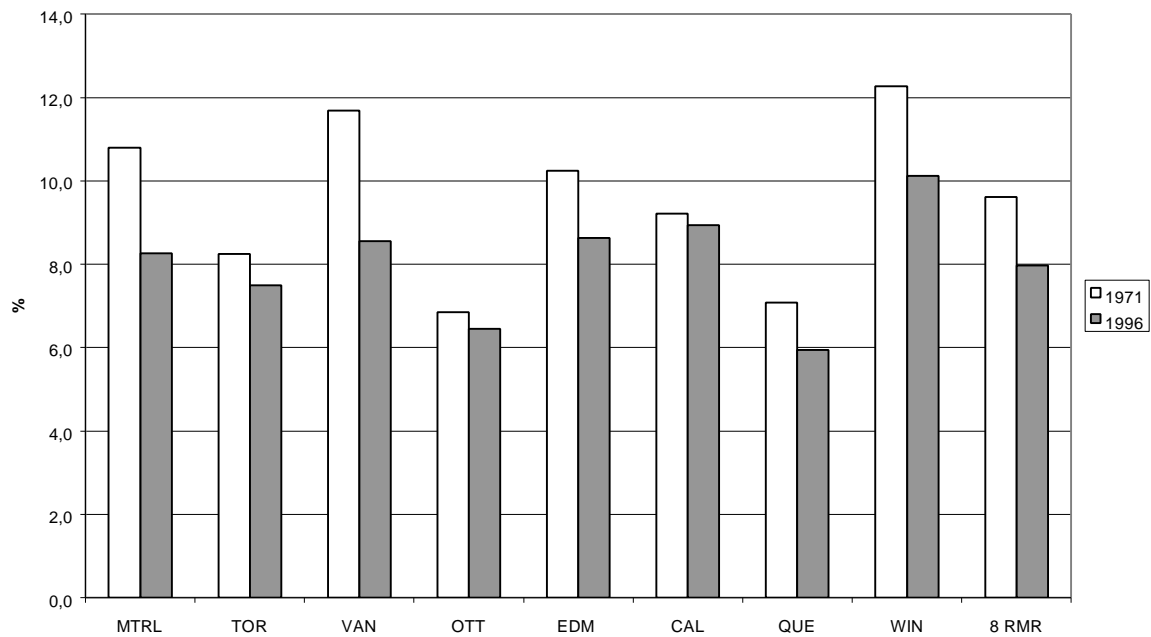
Secteur		Montréal	Toronto	Vancouver	Ottawa-Hull	Edmonton	Calgary	Québec	Winnipeg	8 RMR
Commerce de gros	1971	5,2	5,9	6,7	2,8	5,8	5,9	3,6	6,6	5,5
	1981	5,8	6,5	6,5	2,8	6,2	5,6	4,2	6,1	5,9
	1991	5,3	5,1	5,9	2,6	5,4	5,1	3,5	5,0	5,0
	1996	6,3	6,6	6,3	3,2	6,2	5,9	4,3	5,6	6,0
Commerce de détail	1971	11,4	12,1	13,0	10,3	13,0	12,4	11,8	13,4	12,0
	1981	11,8	11,8	12,9	10,9	12,1	11,2	11,9	13,0	11,9
	1991	12,5	12,1	12,5	11,1	12,7	11,9	12,9	12,3	12,2
	1996	12,5	11,6	12,0	10,8	12,8	11,9	13,1	12,1	12,0
Services à la consommation	1971	5,5	5,7	6,4	5,4	5,9	6,1	6,0	5,6	5,7
	1981	5,7	5,8	5,7	6,0	5,5	5,2	6,0	5,3	5,7
	1991	6,7	6,7	7,4	6,1	6,7	7,0	6,2	6,4	6,7
	1996	8,0	8,2	9,0	8,2	8,4	8,5	7,2	7,8	8,2
Hébergement et restauration	1971	4,0	3,5	4,9	3,5	3,7	4,4	4,3	4,5	4,0
	1981	4,8	5,0	6,1	5,1	5,0	5,0	6,3	5,7	5,2
	1991	5,6	5,2	7,4	5,6	6,7	6,5	7,0	6,6	6,0
	1996	5,7	5,7	7,7	5,8	7,2	6,8	7,2	6,8	6,3
Finances, assurances et affaires immobilières	1971	6,5	7,5	6,7	4,7	4,8	6,2	4,9	5,8	6,5
	1981	6,7	8,7	7,4	5,6	6,3	7,4	6,5	6,5	7,3
	1991	7,0	9,8	7,9	5,1	5,5	7,0	7,3	6,8	7,7
	1996	6,4	9,2	7,7	5,0	5,4	6,0	7,4	6,1	7,3
Services aux entreprises	1971	3,9	4,5	4,4	3,3	3,0	5,0	2,8	2,6	4,0
	1981	5,2	7,0	6,6	6,0	5,6	8,9	3,7	3,9	6,1
	1991	7,5	10,1	8,5	9,0	6,1	9,8	5,5	5,0	8,4
	1996	8,3	10,3	9,0	10,2	7,0	11,0	6,5	5,7	9,0



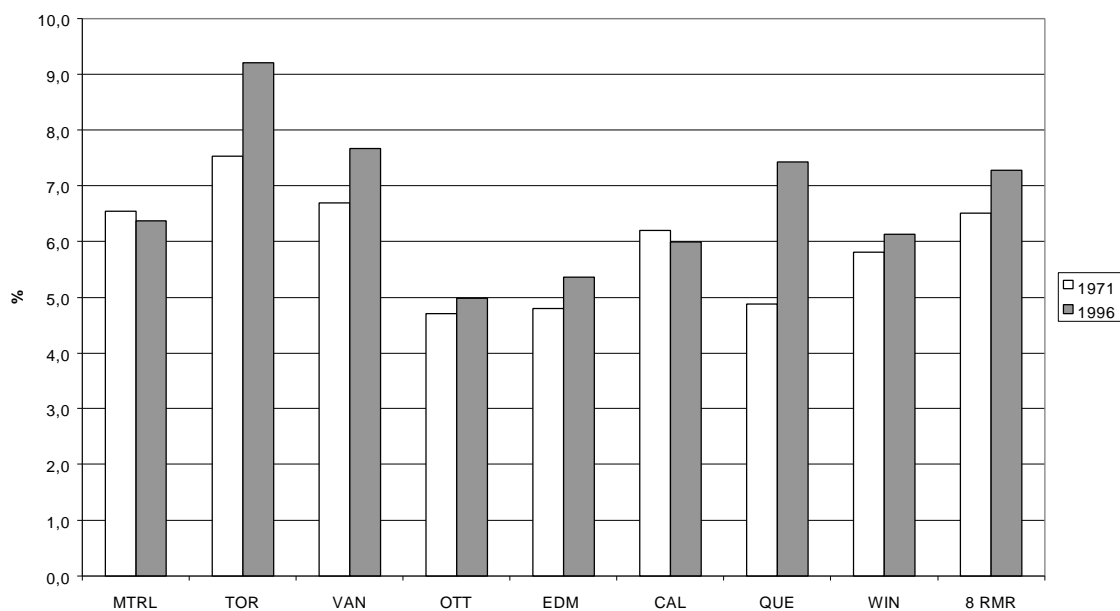
**Figure 2.1 – Part de l'emploi dans le secteur manufacturier, RMR canadiennes, 1971 et 1996**



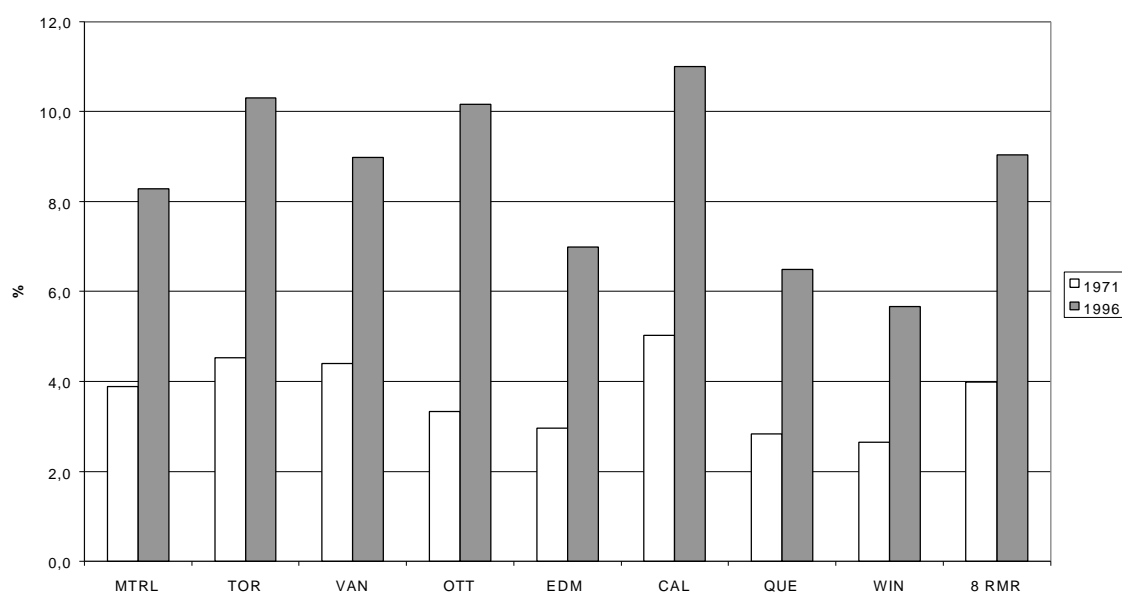
**Figure 2.2 – Part de l'emploi dans les transports, communications & utilités, RMR canadiennes, 1971 et 1996**



**Figure 2.3 – Part de l'emploi dans le secteur de finance, assurances & affaires immobilières, RMR canadiennes, 1971 et 1996**



**Figure 2.4 – Part de l'emploi dans les services aux entreprises, RMR canadiennes, 1971 et 1996**



### **Faits saillants : croissance de l'emploi (tableaux 2.2 et 2.3; figures 2.5 à 2.9)**

Dans les commentaires qui suivent, nous mettons l'accent sur le taux de croissance plutôt que sur le changement en nombre d'emplois pour éliminer les effets découlant de la taille du bassin d'emploi. Rappelons-nous que, en 1996, l'emploi total à Montréal était approximativement 67 % plus grand que celui de Vancouver, la troisième RMR canadienne, et plus de quatre fois et demie plus grand que celui de Winnipeg, la huitième RMR.

- Pour la période 1971-1981, le taux de croissance le plus élevé dans 12 des 13 secteurs (à l'exception de l'administration publique) se trouve à Calgary; dans 10 secteurs sur 13, le deuxième taux le plus élevé se trouve à Edmonton. C'est dans le secteur primaire (en fait dans les emplois de bureau à l'intérieur des entreprises consacrées à l'exploitation des ressources naturelles) que Montréal enregistre sa meilleure performance: un taux de croissance de 92,5% pour une deuxième place parmi les huit RMR. À l'autre extrême, Montréal connaît un taux relativement faible de 21,6% dans le secteur manufacturier, ce qui la place en septième position devant Winnipeg. La métropole québécoise a connu la pire performance des huit grandes RMR dans deux secteurs-clé : FAAI (42,4 %, contre 174,4 % pour Calgary) et les services aux entreprises (87,3%, contre 306,9 % pour Calgary). Montréal occupe aussi la septième place dans les trois secteurs suivants : manufacturier (21,6 %), transport, communication et utilités (32,3 %) et hébergement & restauration (69,1%). Dans les autres secteurs, la performance de Montréal lui vaut généralement une cinquième ou sixième place. Pour tous les secteurs confondus, Montréal se trouve en septième position avec un taux de 39,6%.
- Pendant cette même période, en chiffres absolus, l'économie de Montréal a ajouté 348,9 mille emplois. Les gains les plus importants ont été enregistrés dans le secteur manufacturier (52,0 mille), le commerce de détail (44,8) et la santé & les services sociaux (40,8). La logique hiérarchique a été respectée dans 10 secteurs sur 13, alors que Montréal a connu la deuxième plus importante augmentation de l'emploi parmi les huit RMR (derrière Toronto, en général, sauf dans le cas de l'administration publique où Ottawa-Hull mène). Les exceptions à cette logique se trouvent: dans le secteur primaire, où l'ajout de quatre mille emplois vaut une cinquième position à Montréal; dans la construction, où les 10,4 mille emplois additionnels placent Montréal

- également en cinquième position; et dans la santé & les services sociaux, où un gain de 40,8 mille emplois constitue l'augmentation la plus importante parmi les 8 RMR.
- Pour la période 1981-1996, les taux de croissance sectoriels les plus élevés sont répartis plus également à travers les huit grandes RMR. Dans le cas de cinq secteurs (y compris FAAI), Vancouver (49,5%) enregistre le taux le plus élevé. Pour cinq autres secteurs (y compris le secteur manufacturier et les services aux entreprises), Ottawa-Hull (31,6% et 136,8%, respectivement) est le chef de file. Québec mène dans deux secteurs (primaire et commerce de détail), et Calgary dans un (transport, communications et utilités publiques). À Montréal, le taux de croissance le plus élevé se trouve à l'intérieur des services aux entreprises (le taux de 88,7% qui lui vaut une quatrième place dans le classement métropolitain), suivis par les services à la consommation (où le taux de 66,5% place Montréal en sixième position).
  - À l'autre extrême, les taux de croissance les plus faibles à Montréal ont été enregistrés dans le secteur manufacturier (-13,9% pour une huitième place) et dans le secteur des transports, communications et utilités publiques (-4,2 pour une septième place). Notons que, dans le cas de ces deux derniers secteurs, Montréal est une des seules RMR à avoir connu une décroissance: elle est une des trois RMR (avec Winnipeg et Toronto) dans le secteur manufacturier, et une des deux RMR (avec Winnipeg) dans le secteur des transports, communications et utilités publiques.
  - Au chapitre du positionnement relatif de Montréal face aux autres RMR, la métropole québécoise se classe en deuxième place pour ses taux de croissance dans l'administration publique (3,8%) et dans le secteur primaire (28,9%). Par contre, Montréal se retrouve en bas de liste pour le secteur manufacturier (-13,9% comme nous avons vu) et l'éducation (24,3%). En ce qui a trait aux autres secteurs, le classement de Montréal est plutôt «moyen». Notons que Montréal a amélioré sa position pendant la période 1981-1996 dans le cas des activités de FAAI (de la huitième à la cinquième place, avec 13,3%) et les services aux entreprises (de la huitième à la quatrième place, avec 88,7%). Tous secteurs confondus, Montréal se trouve en sixième place avec 18,7%.
  - En chiffres absolus, l'ordre logique observé dans la période 1971-1981 est moins bien préservé pour 1981-1996. La croissance absolue de l'emploi place Montréal en deuxième position dans le cas de seulement six secteurs sur treize (y compris les services aux entreprises, avec 56,9 mille). Avec un gain de seulement 2,4 mille emplois dans le secteur primaire, Montréal se

trouve à la tête des RMR. Par contre, dans quatre secteurs (y compris les activités FAAI avec 11 mille) Montréal se classe en troisième position. Enfin, la perte de 5,3 mille emplois dans le secteur des transports, communications et utilités publiques place Montréal en dernière place parmi les 8 RMR, alors que la perte de 40,5 mille emplois dans le secteur manufacturier lui donne une septième position, légèrement en avance sur Toronto (-42,3). Pour tous les secteurs confondus, le gain de 230 mille emplois observé entre 1981 et 1996 situe Montréal en troisième position, derrière Toronto (391,5 mille) et Vancouver (271,5 mille).

**Résumons.** Entre 1971 et 1981, Montréal a connu le plus faible taux de croissance parmi les huit grandes métropoles canadiennes dans deux secteurs-clé : le secteur des finances, d'assurances et d'affaires immobilières (42,4%) et les services aux entreprises (87,3%). Elle occupe la septième place au chapitre de deux autres secteurs importants: activités manufacturières (21,6%) et transport, communications et utilités publiques (32,3%). En chiffres absolus, les gains les plus importants ont été enregistrés dans le secteur manufacturier (52 mille), le commerce de détail (44,8 mille) et la santé & les services sociaux (40,8 mille). De façon générale, comparativement aux autres métropoles, les gains absolus de Montréal sont proportionnels à son rang en tant que deuxième métropole canadienne. Pour la période 1981-1996, c'est dans les services aux entreprises (88,7%, le taux le quatrième plus élevé parmi les RMR) et les services à la consommation (66,5% pour la sixième place) que Montréal a connu la croissance la plus forte. Par contre, le secteur manufacturier (-13,9%, le plus faible parmi les RMR) et le secteur des transports, communications et utilités publiques (-4,2, septième sur huit métropoles) ont connu une décroissance. Les pertes absolues dans ces deux secteurs étaient de 40,5 mille (un peu moindre que Toronto avec -42,3 mille) et de 5,3 mille, respectivement. Le plus grand nombre d'emplois a été ajouté dans les services aux entreprises (56,9 mille).

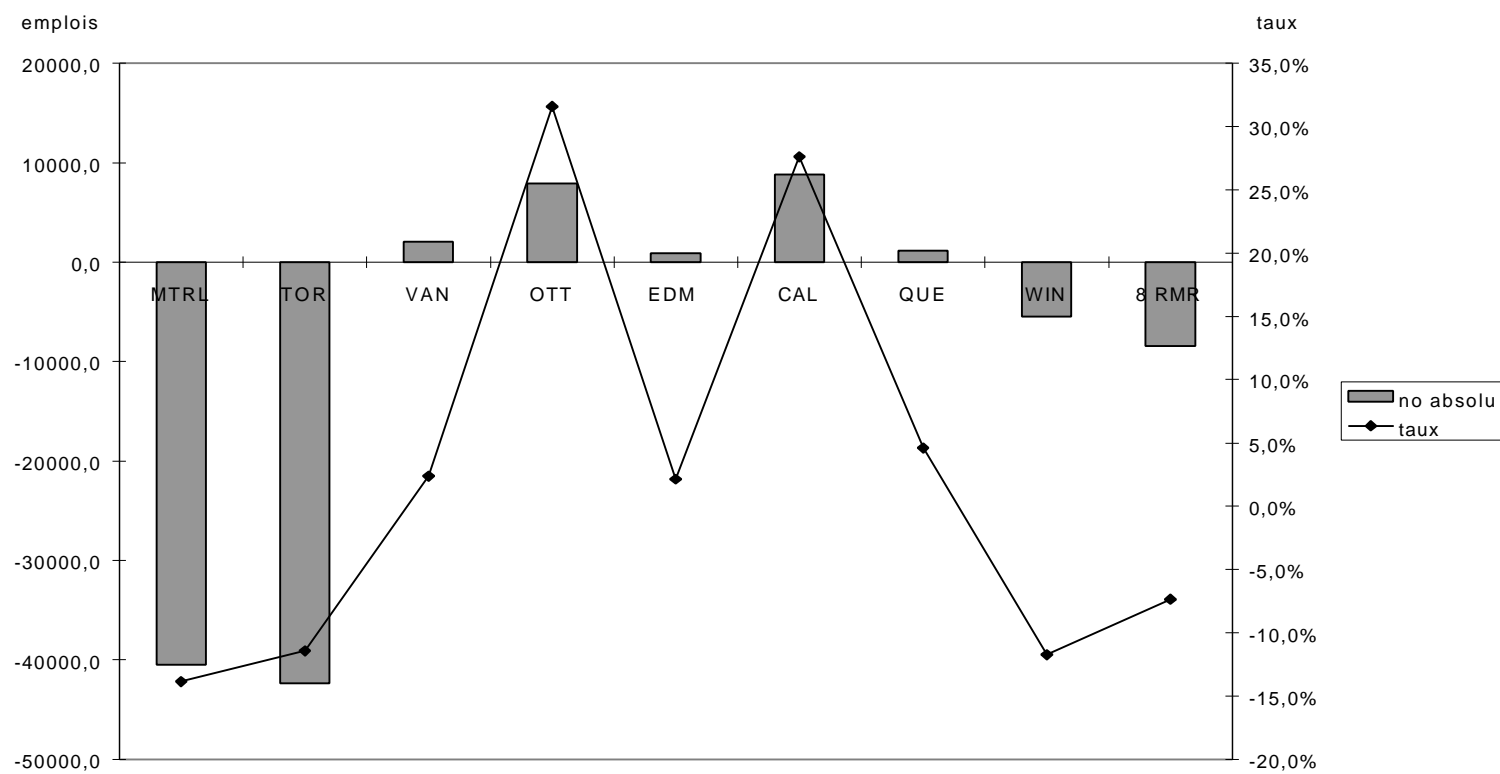
**Tableau 2. 2 – Emploi : taux de croissance par secteur, 8 RMR, Canada, 1971-81 et 1981-96 (%)**

Secteur	Montréal	Toronto	Vancouver	Ottawa-Hull	Edmonton	Calgary	Québec	Winnipeg	8 RMR
<b>1971-1981</b>									
Primaire	92,5	58,1	45,5	80,6	90,7	173,7	78,5	71,0	93,0
Manufacturier	21,6	30,0	22,9	26,7	73,0	96,7	23,8	15,4	28,3
Construction	24,2	22,4	43,0	-2,2	138,6	203,6	12,6	13,9	43,5
Transport, commun, utilités	32,3	45,4	41,7	55,7	80,5	117,1	42,9	30,5	45,3
Commerce de gros	54,6	61,7	47,1	46,5	105,0	119,4	80,9	21,0	60,0
Commerce de détail	44,6	42,8	51,3	57,9	77,7	107,5	56,3	27,8	50,0
Serv à la consommation	45,6	47,3	36,7	67,2	80,6	95,6	54,3	25,5	50,0
Hébergement & restauration	69,1	106,8	92,7	122,8	156,7	158,3	125,3	68,9	99,0
Finance, assur, aff immobil	42,4	68,5	69,4	78,8	151,3	174,4	107,2	48,1	70,3
Services aux entreprises	87,3	126,9	128,5	170,8	262,6	306,9	104,8	95,2	133,2
Éducation	33,0	29,8	49,7	38,3	41,1	58,5	39,1	24,8	36,0
Santé & services sociaux	66,0	47,3	73,7	90,4	73,9	97,1	70,4	49,1	64,2
Administration publique	37,7	28,8	69,6	30,2	62,5	57,3	55,7	37,3	40,5
TOTAL	39,6	46,4	52,3	49,9	91,6	128,7	55,8	31,9	51,3
<b>1981-1996</b>									
Primaire	28,9	-12,0	14,7	7,8	10,5	-11,4	35,2	8,8	2,3
Manufacturier	-13,9	-11,4	2,4	31,6	2,1	27,6	4,6	-11,7	-7,4
Construction	3,8	6,0	42,8	45,7	-34,6	-28,7	9,6	2,4	2,5
Transport, commun, utilités	-4,2	14,1	14,1	27,0	2,2	32,6	17,2	-5,1	8,7
Commerce de gros	30,4	26,1	41,1	60,7	13,5	35,0	30,0	4,2	28,8
Commerce de détail	25,5	22,9	34,3	39,3	20,8	37,3	41,7	6,3	26,7
Serv à la consommation	66,5	76,6	126,0	92,8	73,2	111,6	54,2	64,9	81,5
Hébergement & restauration	39,8	43,9	82,4	58,7	63,4	77,9	46,4	35,7	52,7
Finance, assur, aff immobil	13,3	32,5	49,5	24,5	-2,5	4,7	46,6	6,8	25,1
Services aux entreprises	88,7	83,2	97,4	136,8	42,0	59,7	123,2	65,0	85,3
Éducation	24,3	38,0	62,9	39,4	25,0	42,9	33,9	31,0	36,1
Santé & services sociaux	49,9	76,3	70,1	87,7	66,4	87,1	36,4	59,0	64,8
Administration publique	3,8	-6,4	11,1	0,8	-21,3	-5,5	-6,0	-8,1	-2,7
TOTAL	18,7	24,8	45,0	40,2	14,3	29,9	28,1	13,7	25,9

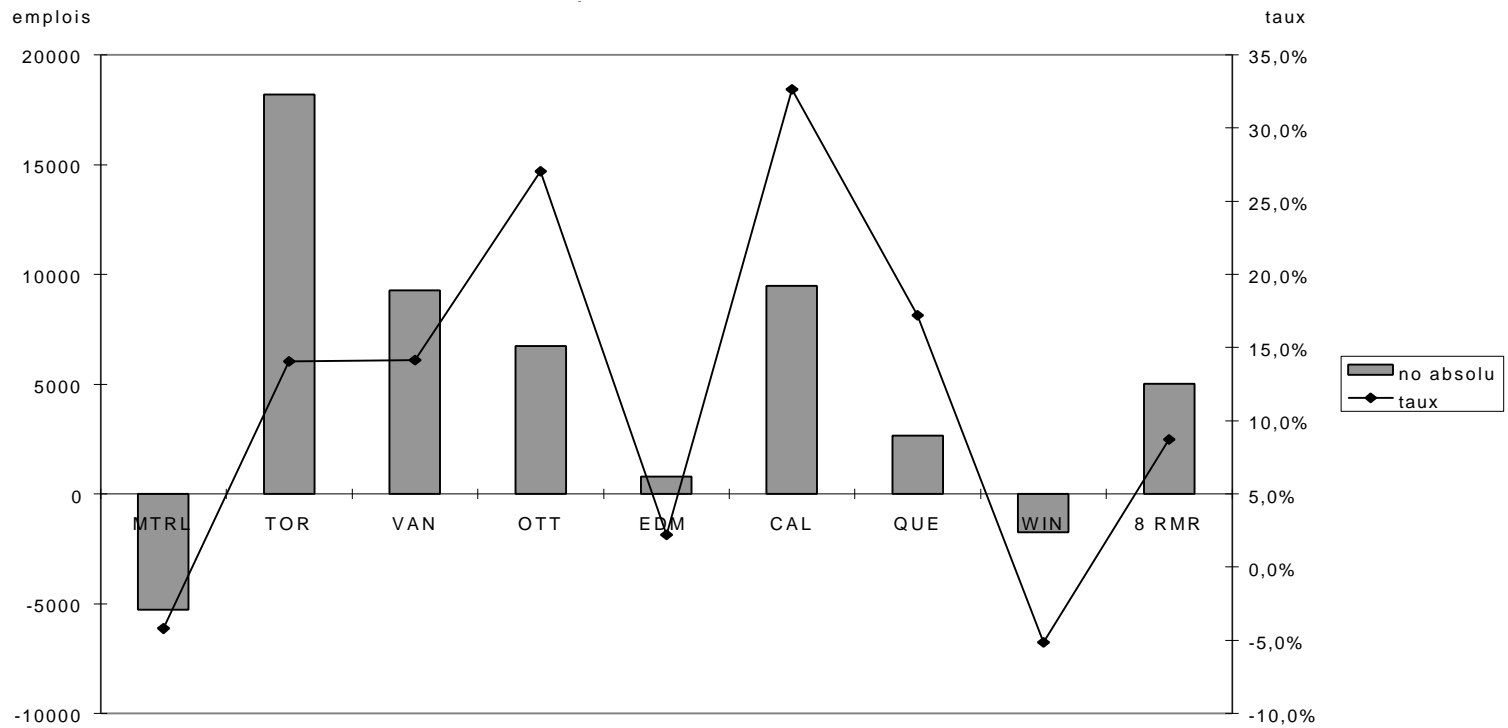
**Tableau 2. 3 – Emploi : changement absolu par secteur, 8 RMR, Canada, 1971-81 et 1981-96 (milliers)**

Secteur	Montréal	Toronto	Vancouver	Ottawa-Hull	Edmonton	Calgary	Québec	Winnipeg	8 RMR (moyenne)
<b>1971-1981</b>									
Primaire	4,0	5,9	4,3	2,3	7,1	20,0	1,3	1,5	5,8
Manufacturier	52,0	85,6	16,1	5,3	17,0	15,7	4,8	6,3	25,3
Construction	10,4	15,9	12,2	-0,3	23,5	26,2	1,3	1,6	11,4
Transport, commun, utilités	30,7	40,4	19,3	8,9	15,9	15,7	4,7	7,9	17,9
Commerce de gros	25,1	39,3	12,6	3,1	11,8	10,2	4,5	3,0	13,7
Commerce de détail	44,8	55,7	26,4	14,0	19,5	19,3	10,2	7,9	24,7
Serv à la consommation	22,0	29,3	9,3	8,4	9,1	8,4	5,0	3,0	11,8
Hébergement & restauration	24,3	40,4	17,8	9,9	11,3	10,2	8,3	6,5	16,1
Finance, assur, aff immobil	24,5	55,6	18,4	8,7	14,0	15,7	8,0	5,9	18,8
Services aux entreprises	29,9	61,9	22,4	13,3	15,0	22,4	4,6	5,3	21,8
Éducation	21,2	21,3	12,8	7,7	7,5	6,9	5,4	3,8	10,8
Santé & services sociaux	40,8	30,3	21,0	12,4	11,1	9,7	11,0	8,0	18,0
Administration publique	19,4	18,3	14,5	23,0	13,7	6,5	16,3	7,0	14,8
TOTAL	348,9	500,2	207,1	116,8	176,4	186,8	85,4	67,8	211,2
<b>1981-1996</b>									
Primaire	2,4	-1,9	2,0	0,4	1,6	-3,6	1,0	0,3	0,3
Manufacturier	-40,5	-42,3	2,1	7,9	0,9	8,8	1,2	-5,5	-8,4
Construction	2,0	5,2	17,4	6,7	-14,0	-11,2	1,1	0,3	0,9
Transport, commun, utilités	-5,3	18,2	9,3	6,8	0,8	9,5	2,7	-1,7	5,0
Commerce de gros	21,6	26,9	16,2	5,9	3,1	6,6	3,0	0,7	10,5
Commerce de détail	37,0	42,5	26,7	15,0	9,3	13,9	11,8	2,3	19,8
Serv à la consommation	46,6	70,0	43,7	19,5	14,9	19,2	7,7	9,7	28,9
Hébergement & restauration	23,7	34,3	30,5	10,6	11,8	12,9	6,9	5,7	17,1
Finance, assur, aff immobil	11,0	44,5	22,2	4,8	-0,6	1,2	7,2	1,2	11,4
Services aux entreprises	56,9	92,1	38,7	28,9	8,7	17,7	11,0	7,1	32,6
Éducation	20,7	35,3	24,2	11,0	6,4	8,0	6,5	5,9	14,8
Santé & services sociaux	51,2	71,9	34,7	22,9	17,4	17,1	9,7	14,3	29,9
Administration publique	2,7	-5,2	3,9	0,8	-7,6	-1,0	-2,7	-2,1	-1,4
TOTAL	230,0	391,5	271,5	141,0	52,6	99,1	67,1	38,3	161,4

Figure 2.5 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : secteur manufacturier



**Figure 2.6 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : transports, communications & utilités**



**Figure 2.7 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : finances, assurances & affaires immobilières**

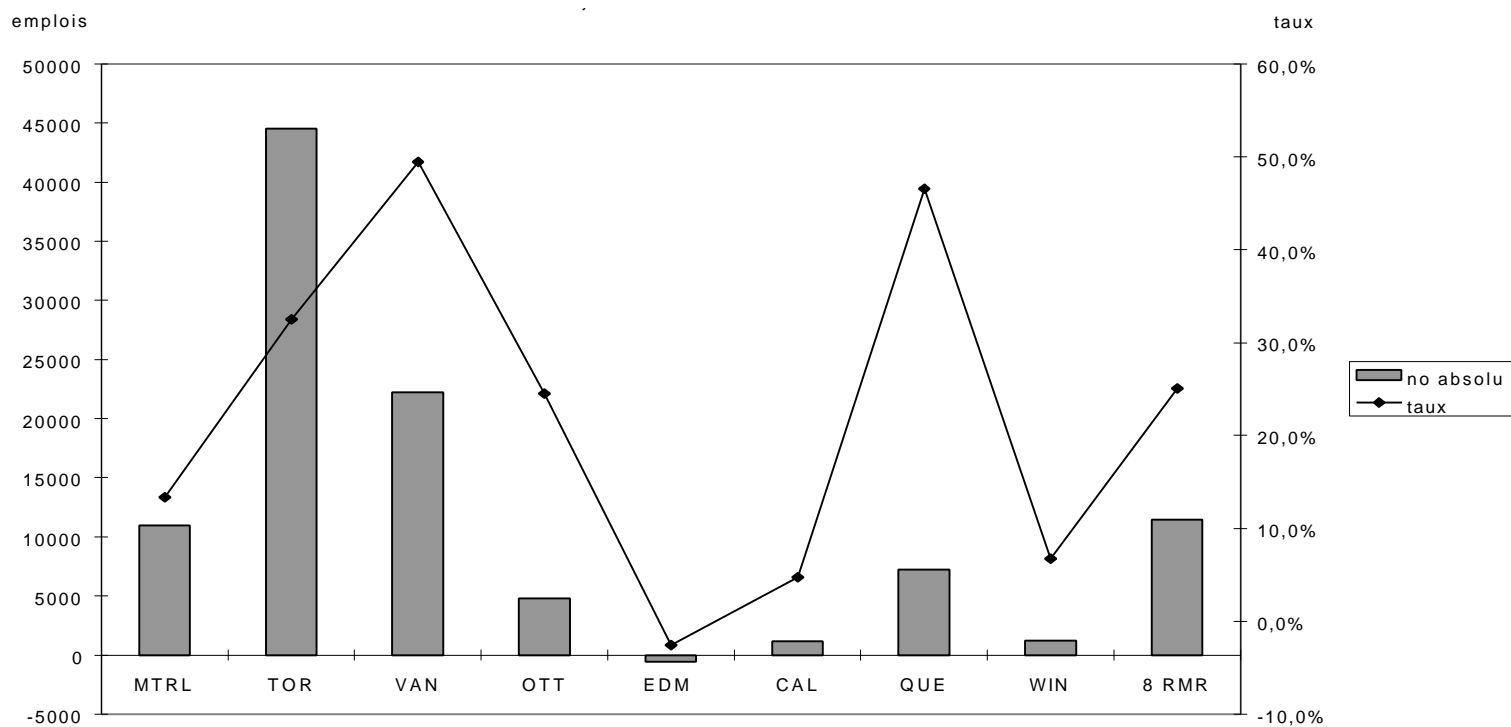
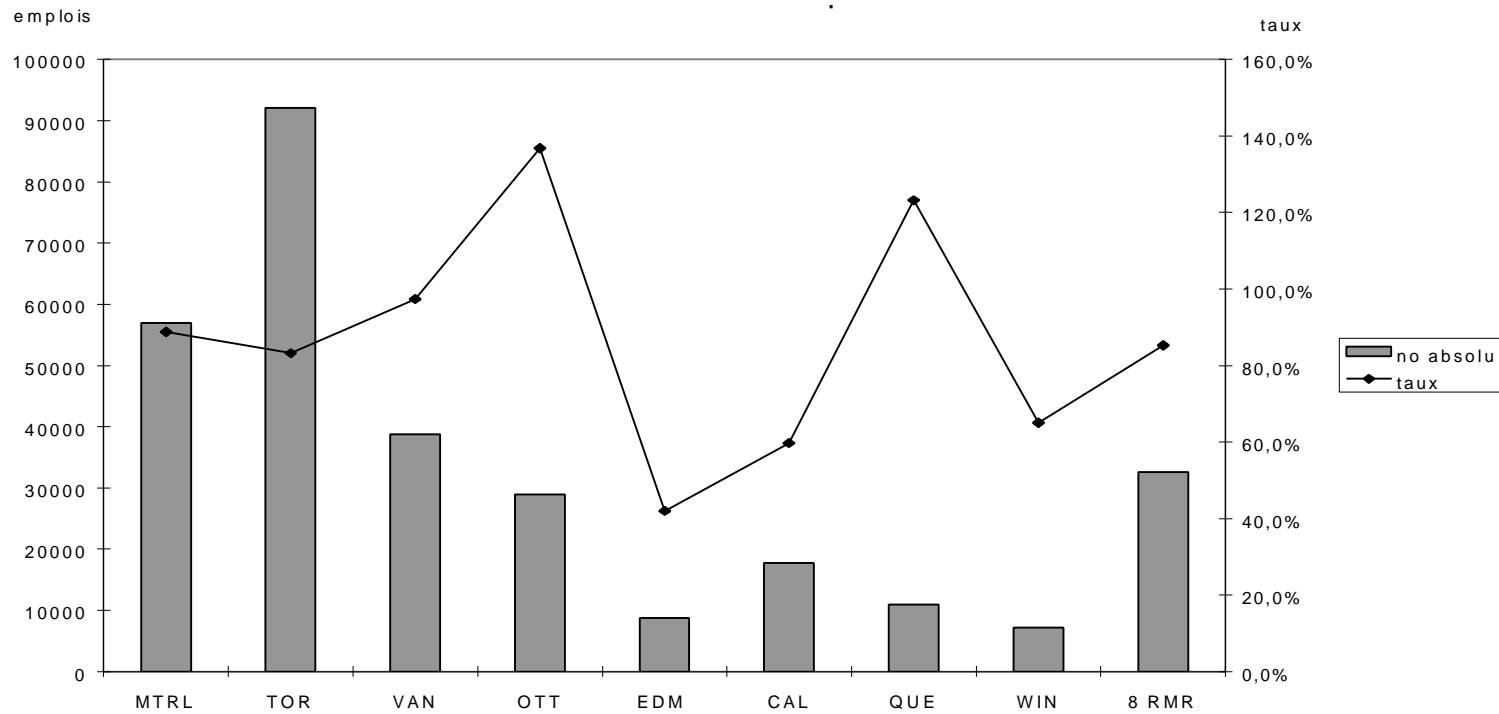
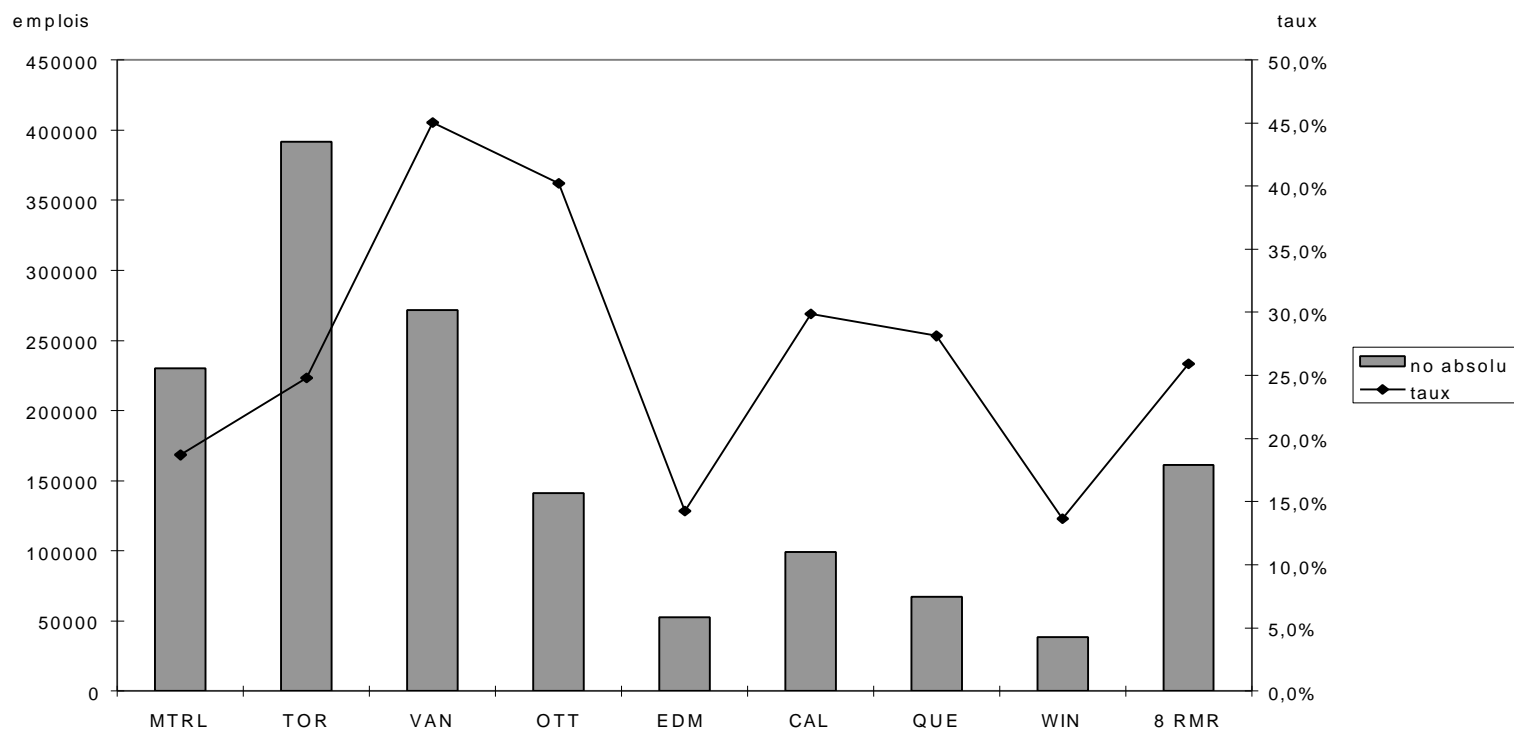


Figure 2. 8 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : services aux entreprises



**Figure 2.9 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : emploi total**

## 2.1.2 Montréal dans le contexte des métropoles américaines

---

Les tableaux 2.4 à 2.6 et les figures 2.10 à 2.18 font la comparaison entre Montréal et Toronto, d'une part, et 11 métropoles américaines, d'autre part. Rappelons que la comparaison est basée sur des données «ajustées» qui ne comprennent pas l'administration publique. En raison de la différence temporelle entre les données canadiennes (1981-1996) et américaines (1988-1995), nous ne porterons pas un regard très détaillé sur une comparaison de l'évolution de la structure économique de ces métropoles, et nous insisterons surtout sur le profil sectoriel à la date la plus récente.

### Faits saillants : structure économique (tableau 2.4; figures 2.10 à 2.13)

- Comme au Canada, toutes les métropoles américaines ont connu un déclin de la part de leur emploi dans le secteur manufacturier. En 1995/1996, avec un pourcentage ajusté de 18,1%, Montréal occupe la cinquième place parmi les treize grandes métropoles nord-américaines au chapitre de la part de son emploi total dans le secteur manufacturier. Cleveland (23,7%), Chicago (19,8 %), Minneapolis (19,4) et Los Angeles (18,5%) se classent devant Montréal. Pour la production de biens dans son ensemble (les secteurs primaire et manufacturier ainsi que la construction), Montréal se situe en septième place avec 22,9%. Comme corollaire, Montréal, avec 77,1 %, se classe aussi au septième rang quant à son pourcentage d'emploi dans le secteur tertiaire; New York (81,7%), Atlanta (80,3 %) et Philadelphia (80,0 %) mènent dans ce secteur. Montréal représente donc la métropole «moyenne», le point d'équilibre, parmi les treize métropoles considérées en ce qui concerne la répartition de l'emploi entre les biens et les services.
- Dans le domaine des transports, communications & utilités publiques, Montréal (8,7 %) et Toronto (7,8 %) se classent en deuxième et troisième positions respectivement en 1995/1996, après Atlanta (9,4%). Contrairement au Canada où toutes les RMR ont connu un déclin relatif dans ce secteur, trois métropoles américaines (Los Angeles, Chicago et Dallas) ont amélioré leur part et une quatrième, Boston, est demeurée stable.
- Dix des métropoles, y compris Toronto en dixième position, ont des parts de l'emploi plus élevées que Montréal (6,7 %) dans le secteur du commerce de

- gros en 1995/1996. Seulement Philadelphia (6,6%) et Boston (6,3 %) ont des parts plus faibles. Encore une fois, c'est Atlanta qui mène avec 9,4%. Sept des onze métropoles ont connu un déclin relatif dans ce secteur, deux sont restées stables, et deux autres (San Francisco et Los Angeles) ont amélioré leur pourcentage.
- En ce qui concerne les services « traditionnels » (commerce de détail, services à la consommation, hébergement & restauration), le positionnement relatif de Montréal en 1995/1996 varie énormément selon le secteur spécifique. Par exemple, dans les services à la consommation, Montréal (8,4 %) se trouve en deuxième position, juste derrière Toronto (8,5%) et devant Los Angeles (7,9%). Notons qu'il existe un écart important entre ces trois métropoles et celle qui occupe le quatrième rang: Minneapolis (5,2 %). Dans le secteur hébergement & restauration, Montréal (6,0%) se situe à la onzième place, devant Toronto et New York; Seattle (9,0%) se trouve en tête de liste. Enfin, dans le secteur du commerce de détail, Montréal (13,1%) se classe à égalité avec Minneapolis en cinquième position. Dans les deux premiers secteurs, les écarts entre les métropoles américaines sont beaucoup plus importants que ceux observés au Canada.
  - Du côté des services «non commerciaux» - éducation et santé & services sociaux - (ce qui est le cas au Canada mais pas nécessairement aux États-Unis), le positionnement de Montréal varie également en 1995/1996 selon le secteur. Montréal (7,6%) se classe en première place en éducation, suivie par Toronto (6,8 %). Il existe un écart important entre ces deux métropoles et celles qui occupent les troisième (Boston, 5,0%) et quatrième (Philadelphia, 4,0 %) places. Huit métropoles américaines sur onze ont des parts inférieures à 2,5 %. Par contre, au niveau des services de la santé & les services sociaux, Montréal (11,1 %) se situe au huitième rang. Boston (15,5%), New York (15,3 %) et Philadelphia (15,0 %) mènent dans ce secteur.
  - Enfin, notre analyse systématique nous amène au tertiaire moteur: les services de finance, d'assurance et d'affaires immobilières (FAAI) et les services aux entreprises. Dans ces secteurs stratégiques, le positionnement relatif de Montréal est plutôt faible. En 1995/1996, Montréal (6,7%) se trouve à égalité avec Cleveland pour la dernière position du côté des activités de FAAI. New York (11,3 %) et Toronto (9,6 %) sont les chefs de file nord-américains dans ce secteur. La situation est encore pire en regard des services aux entreprises, où Montréal (8,7 %) occupe seule le dernier rang, derrière Toronto (10,7 %) et Cleveland (11,6 %). En haut de la liste, on retrouve ex aequo San Francisco et Dallas (16,8 %), suivies par Atlanta (16,0 %).

**Résumons.** Notre analyse comparative nous montre que, dans le cas de certaines activités économiques, Montréal n'est pas significativement différente d'autres grandes métropoles nord-américaines en termes de sa part sectorielle de l'emploi total. Dans les secteurs manufacturier, de commerce de détail ou de la santé & des services sociaux, par exemple, Montréal se caractérise comme métropole nord-américaine plutôt «typique». Mais dans le contexte des treize métropoles que nous avons examinées, Montréal connaît aussi assez souvent un positionnement «extrême». Par exemple, Montréal a la part de l'emploi la plus élevée en éducation, et la part la deuxième plus élevée dans les services à la consommation et les transports, communications & utilités publiques. Par contre, sur treize métropoles, Montréal occupe la onzième position quant au commerce de gros et l'hébergement & restauration, et la dernière position pour les deux principaux éléments du tertiaire moteur : les services de finance, d'assurances et d'affaires immobilières, d'une part, et les services aux entreprises, d'autre part.

**Tableau 2. 4 – Structure sectorielle de Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988-95), (% de l'emploi total)**

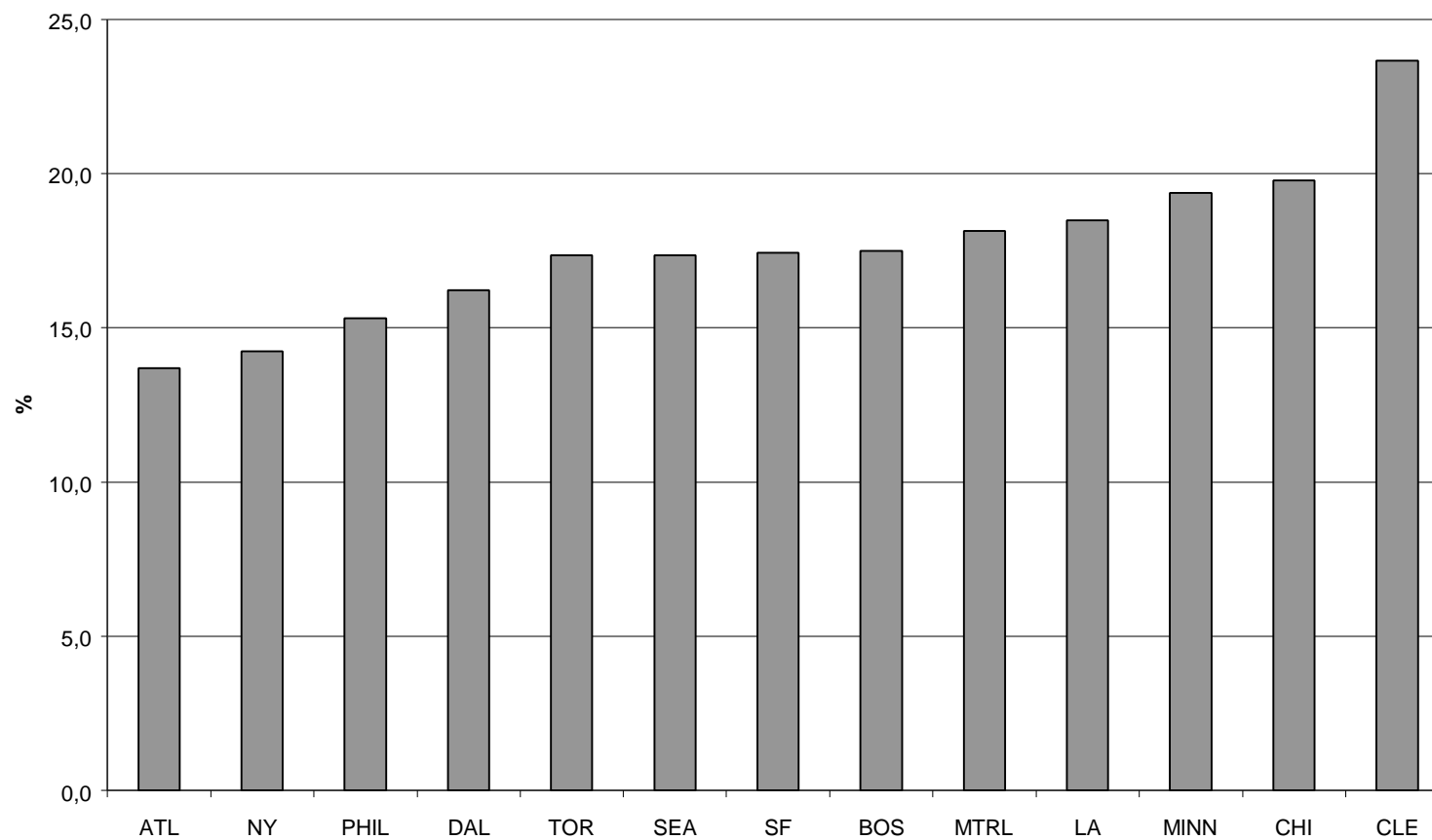
Secteur		Mtrl	Tor	NY	LA	Chi	SF	Phil	Bos	Dall	Atl	Sea	Cle	Minn
Primaire	an1	0,7	1,1	0,5	0,9	0,4	0,9	0,5	0,4	1,6	0,7	0,9	0,7	0,4
	an2	0,8	0,8	0,5	0,9	0,5	0,8	0,6	0,4	1,5	0,7	1,0	0,6	0,4
Manufacturier	an1	25,2	24,8	18,8	23,5	23,6	20,3	19,5	22,2	21,0	16,8	20,5	27,4	22,9
	an2	18,1	17,4	14,2	18,5	19,8	17,4	15,3	17,5	16,2	13,7	17,4	23,7	19,4
Construction	an1	4,6	5,8	4,9	5,5	4,6	5,8	5,8	5,1	5,1	6,8	6,4	4,6	4,6
	an2	4,0	4,9	3,6	4,1	4,3	4,4	4,1	3,3	4,7	5,2	6,2	4,4	3,9
SOUS-TOT.: BIENS	an1	30,5	31,7	24,2	29,8	28,6	27,0	25,8	27,8	27,7	24,3	27,8	32,7	27,9
	an2	22,9	23,0	18,3	23,6	24,6	22,7	20,0	21,2	22,4	19,7	24,5	28,7	23,7
Trans, commun, & utilités publiques	an1	10,9	8,6	7,1	5,7	6,1	7,1	5,2	4,8	7,4	9,6	7,1	5,0	6,2
	an2	8,7	7,8	7,0	5,8	6,2	6,7	5,0	4,8	8,2	9,4	6,8	4,6	6,0
Commerce de gros	an1	6,1	6,9	8,3	7,7	8,2	7,4	6,9	6,7	8,4	9,9	7,3	7,5	8,2
	an2	6,7	6,9	8,3	8,2	8,2	7,5	6,6	6,3	8,3	9,4	7,2	7,4	8,0
Commerce de détail	an1	12,5	12,4	12,3	12,4	13,3	12,8	14,3	14,2	13,8	14,3	14,2	13,3	13,4
	an2	13,1	12,1	11,8	12,1	12,3	11,7	13,4	13,4	12,8	13,8	13,5	12,5	13,1
Services à la consommation	an1	6,0	6,1	4,0	6,4	4,1	4,1	3,7	3,5	4,0	3,9	4,6	4,2	4,2
	an2	8,4	8,5	4,4	7,9	4,4	4,8	4,1	3,8	4,4	4,5	5,0	4,5	5,2
Hébergement & restauration	an1	5,1	5,2	5,5	8,0	7,2	8,5	8,2	7,5	8,3	9,2	8,9	7,7	8,0
	an2	6,0	5,9	5,7	8,0	7,2	8,5	8,3	7,2	8,2	8,8	9,0	8,0	7,4
Finances, assur & aff immobilières	an1	7,1	9,1	11,7	7,9	9,0	8,5	8,5	8,2	9,8	8,4	8,0	6,3	8,6
	an2	6,7	9,6	11,3	7,1	8,6	8,0	9,1	8,2	8,0	7,6	7,1	6,7	8,3

Tableau 2.4 suite &amp; fin

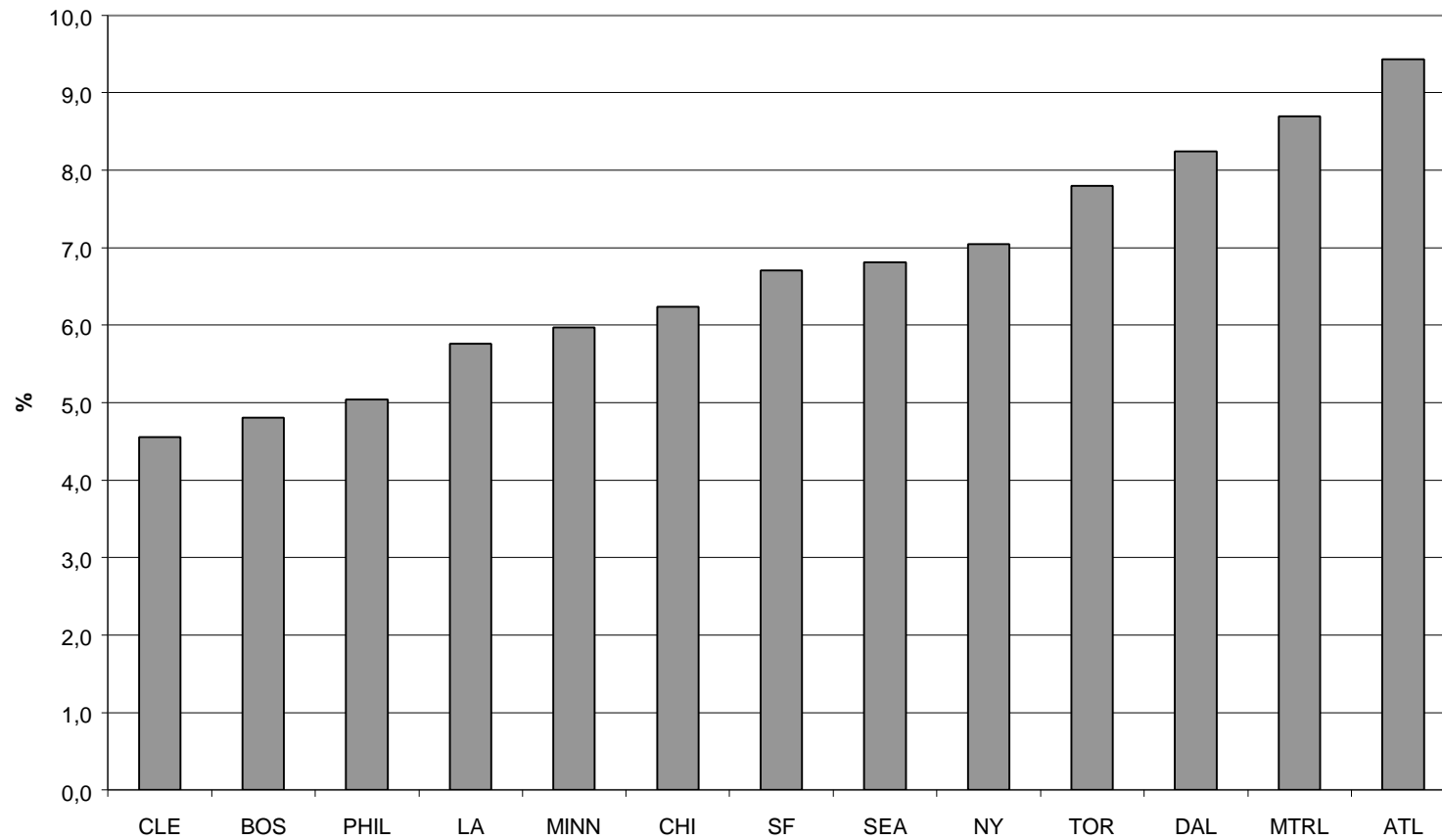
Secteur		Mtrl	Tor	NY	LA	Chi	SF	Phil	Bos	Dall	Atl	Sea	Cle	Minn
Serv aux entreprises	an1	5,5	7,4	13,3	12,4	12,0	14,2	12,1	12,1	12,3	12,7	10,7	10,0	12,1
	an2	8,7	10,7	14,4	14,9	15,0	16,8	14,5	14,6	16,8	16,0	12,6	11,6	14,5
Éducation	an1	7,3	6,2	2,9	1,8	2,1	2,0	3,0	4,2	1,1	1,4	1,4	1,9	1,3
	an2	7,6	6,8	3,4	2,1	2,3	2,3	4,0	5,0	1,1	1,9	1,5	1,9	1,7
Santé & serv sociaux	an1	8,8	6,3	10,7	8,0	9,3	8,3	12,3	11,0	7,1	6,3	10,1	11,5	10,1
	an2	11,1	8,8	15,3	10,6	11,2	11,0	15,0	15,5	9,7	9,0	12,8	14,1	12,2
SOUS-TOT: SERV	an1	69,5	68,3	75,8	70,2	71,4	73,0	74,2	72,2	72,3	75,7	72,2	67,3	72,1
	an2	77,1	77,0	81,7	76,4	75,4	77,3	80,0	78,8	77,6	80,3	75,5	71,3	76,3
TOTAL 1981, 88, 95, 96		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

\* Note: an1 = 1981 pour Montréal et Toronto, et 1988 pour les métropoles américaines; an2 = 1996 pour Montréal et Toronto, et 1995 pour les métropoles américaines

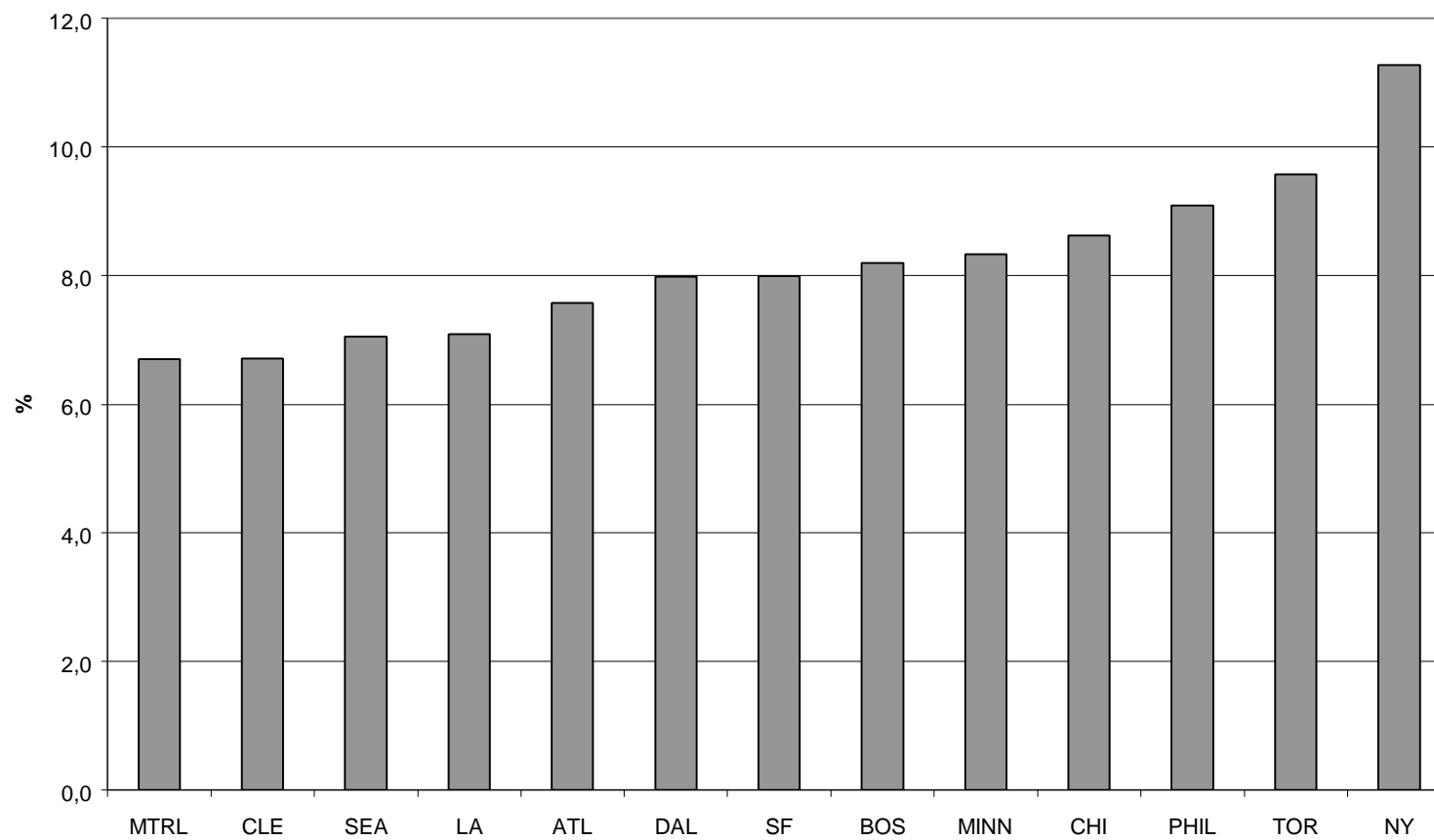
Figure 2. 10 – Part de l'emploi dans le secteur manufacturier, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96



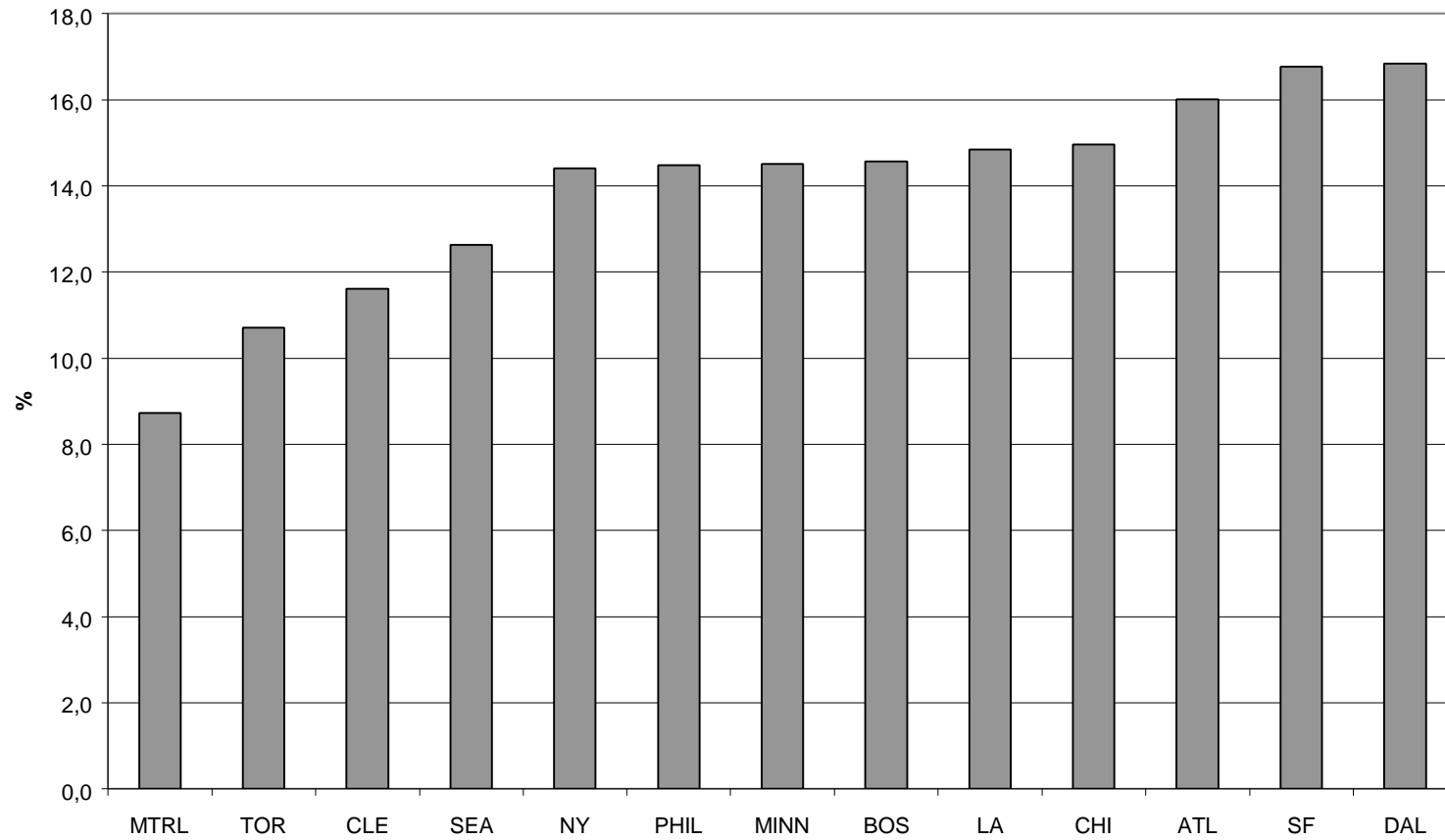
**Figure 2. 11 – Part de l'emploi dans le secteur des transports, communications & utilités publiques, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96**



**Figure 2. 12 – Part de l'emploi dans le secteur des finances, assurances & affaires immobilières, 13 métropoles nord-américaines, 1995/1996**



**Figure 2. 13 – Part de l'emploi dans le secteur des services aux entreprises, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96**



## **Faits saillants : croissance de l'emploi (tableaux 2.5 et 2.6; figures 2.14 à 2.18)**

Pour rendre possible une comparaison des taux de croissance des métropoles canadiennes et américaines alors que les périodes d'analyse diffèrent de façon significative, nous avons calculé des taux de croissance annuels moyens (tableau 2.5). Malgré les différences observées dans les tailles des métropoles, nous avons aussi calculé des moyennes annuelles des changements en nombres absolus par secteur (tableau 2.6). Les commentaires qui suivent sont basés sur ces indicateurs, surtout le premier.

- À l'exception de Atlanta (0,7 %), Seattle (0,7 %) et Minneapolis (0,2 %), toutes les autres métropoles ont connu un taux de croissance annuel moyen négatif dans le secteur manufacturier. La performance de Montréal (-0,9 %) est meilleure que celles de New York (-3,7 %), Boston (-3,1 %), Los Angeles (-2,9 %), Philadelphia (-2,6 %) et San Francisco (-1,2 %), mais légèrement plus faible que celles de Cleveland (-0,5 %), Chicago, Dallas et Toronto (-0,8 % dans les trois cas). La perte annuelle moyenne de Montréal dans ce secteur (environ 2,7 mille emplois) se situe au même niveau que celles de Toronto (-2,8 mille) et Dallas (-2,7 mille).
- Dans le secteur des transports, communications et utilités publiques, Montréal, New York et Boston, avec des valeurs respectives de -0,3 %, -0,5 % et -0,1 %, sont les seules trois métropoles à connaître un taux annuel moyen qui est négatif. Les taux les plus élevés ont été enregistrés par Dallas (5,2 %) et Atlanta (3,7 %).
- Avec des taux annuels moyens de 1,6 % et 3,3 % respectivement dans l'éducation et dans la santé & services sociaux, Montréal se trouve en dernière place pour ces secteurs. Toutefois, malgré cette dernière place en éducation, la moyenne annuelle de Montréal en nombres absolus (1,4 mille) est supérieure à celles de Dallas (0,7 mille), de Seattle (0,7 mille) et de Cleveland (0,4 mille).
- Le taux annuel moyen de Montréal pour les services de FAAI (0,9 %) lui vaut une huitième place, alors que celui des services aux entreprises (5,9 %) situe Montréal en cinquième position. Dans ce dernier secteur, Dallas (9,6 %) et Atlanta (8,8 %) connaissent les taux les plus élevés; Cleveland (2,7 %) et Minneapolis mènent au chapitre des activités de FAAI, où l'écart est beaucoup moins important. En nombres absolus, le gain annuel moyen de

Montréal (3,8 mille) dans les services aux entreprises est le plus faible parmi les treize métropoles, alors que celui des activités de FAAI (0,7 mille) lui vaut une huitième place en raison de la décroissance de l'emploi dans cinq métropoles.

- Enfin, en ce qui concerne l'emploi total (tous secteurs confondus), le taux de croissance annuel moyen de Montréal (1,3 %) la situe en huitième place. Les taux les plus élevés sont enregistrés par Atlanta (4,1 %) et Seattle (3,4 %). Par contre, les taux de New York (-0,4 %) et de Boston (-0,1 %) indiquent une décroissance absolue.

**Résumons.** Dans le contexte des onze métropoles américaines (et de Toronto) examinées, les taux de croissance annuels moyens qui caractérisent les secteurs de l'économie montréalaise sont, de façon générale, plutôt «typiques». Les seules exceptions se trouvent dans le secteur des transports, communications et utilités publiques, où Montréal se classe au douzième rang sur treize, et dans les secteurs de l'éducation et de la santé & services sociaux, où Montréal se retrouve en dernière position. Il n'y a donc rien d'exceptionnel dans le comportement de l'économie montréalaise.

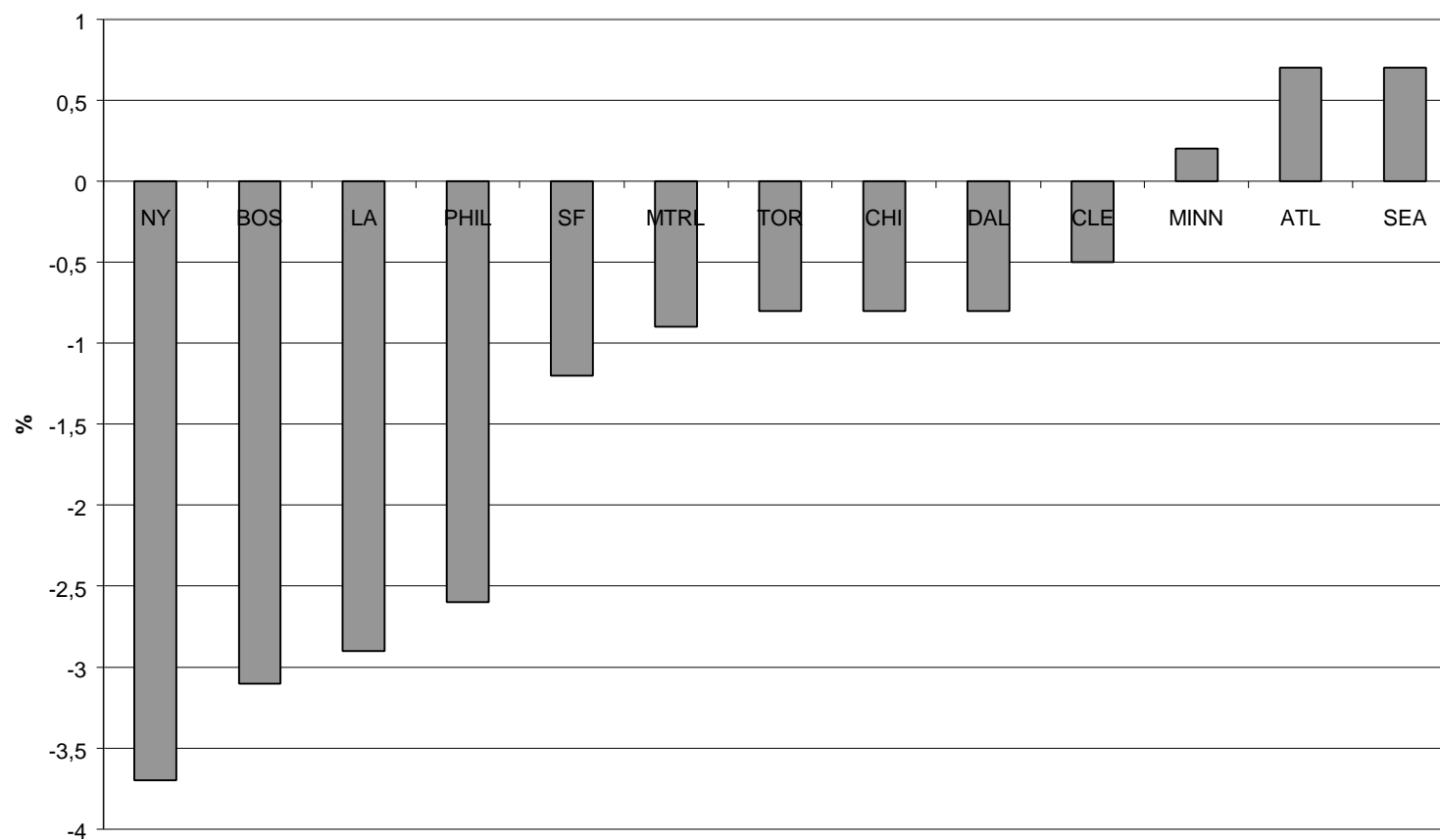
**Tableau 2. 5 – Taux de croissance annuels moyens de Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988-95) (%)**

<b>Secteur</b>	<b>Mtrl</b>	<b>Tor</b>	<b>NY</b>	<b>LA</b>	<b>Chi</b>	<b>SF</b>	<b>Phil</b>	<b>Bos</b>	<b>Dall</b>	<b>Atl</b>	<b>Sea</b>	<b>Cle</b>	<b>Minn</b>
Primaire	1,9	-0,8	-1,0	0,6	5,4	0,2	1,8	-0,7	1,9	5,4	5,7	1,0	5,0
Manufacturier	-0,9	-0,8	-3,7	-2,9	-0,8	-1,2	-2,6	-3,1	-0,8	0,7	0,7	-0,5	0,2
Construction	0,3	0,4	-4,1	-3,3	0,6	-2,7	-3,7	-5,1	1,7	0,0	2,9	1,0	0,0
Trans, commun, util	-0,3	0,9	-0,5	0,4	2,1	0,1	0,3	-0,1	5,2	3,7	2,9	0,4	2,2
Commerce de gros	2,0	1,7	-0,3	1,1	1,7	1,2	0,0	-0,8	3,0	3,2	3,2	1,7	2,4
Commerce de détail	1,7	1,5	-0,9	-0,2	0,5	-0,4	-0,3	-1,0	2,0	3,5	2,6	0,8	2,4
Serv à la consomm	4,4	5,1	1,1	3,5	3,1	3,5	2,2	1,3	4,7	6,5	5,1	2,8	6,6
Héberg & restaur	2,7	2,9	0,1	0,2	1,7	1,0	0,8	-0,6	2,9	3,4	3,7	2,3	1,4
Fin, assur, aff imm	0,9	2,2	-0,9	-1,3	1,1	0,0	1,7	-0,1	0,0	2,2	1,3	2,7	2,4
Serv aux entreprises	5,9	5,5	0,8	3,1	5,6	3,8	3,6	2,8	9,6	8,8	6,6	4,3	6,3
Éducation	1,6	2,5	2,2	2,6	3,5	3,1	5,8	2,3	3,8	10,9	5,1	1,7	7,9
Santé & serv sociaux	3,3	5,1	5,8	4,8	5,0	5,9	3,9	5,6	9,5	11,8	8,1	5,3	6,4
TOTAL	1,3	1,8	-0,4	0,2	1,8	1,0	0,6	-0,1	3,2	4,1	3,4	1,7	2,8

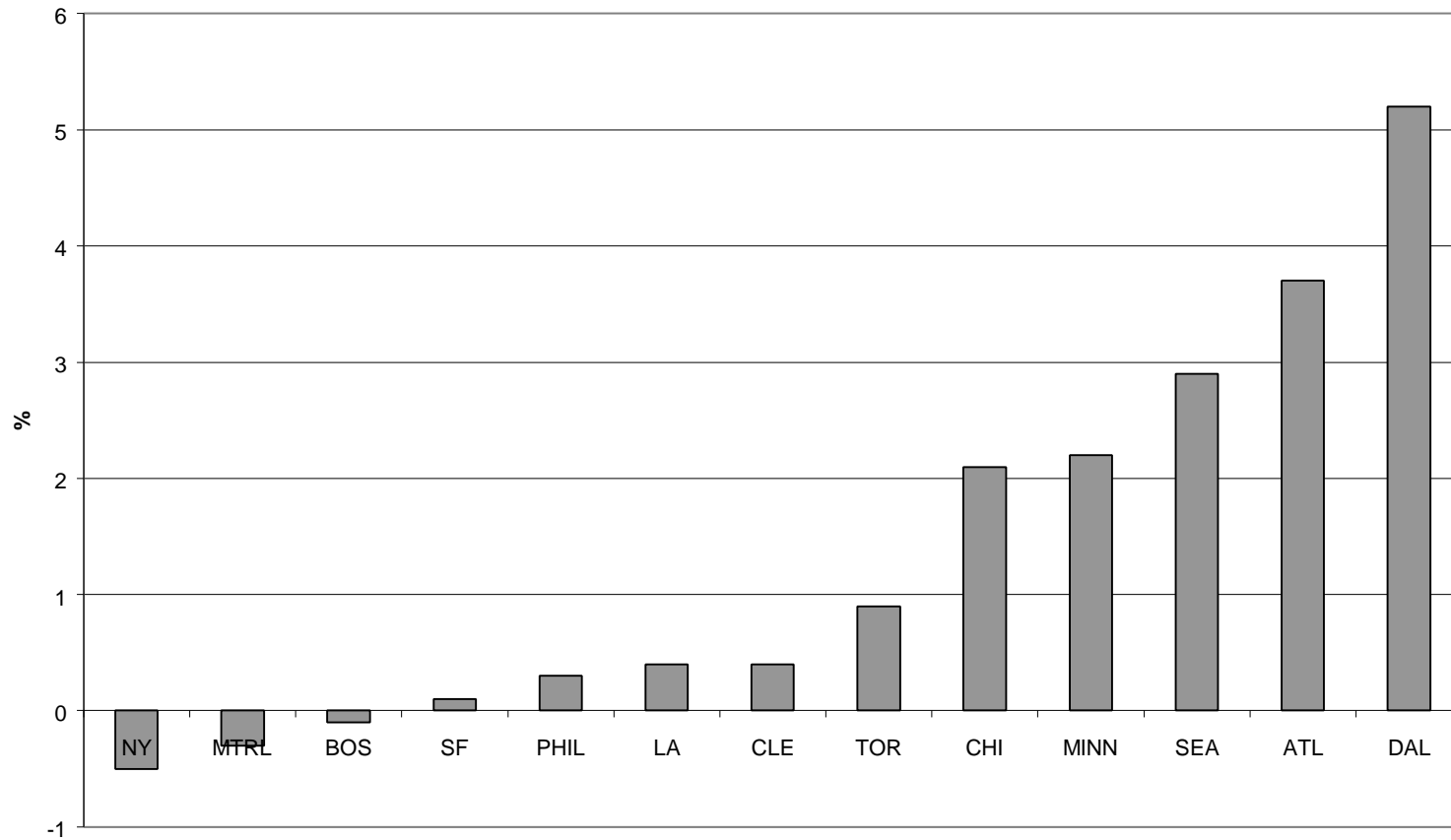
**Tableau 2. 6 – Emploi : changements annuels moyens de Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988-95)**

<b>Secteur</b>	<b>Mtrl</b>	<b>Tor</b>	<b>NY</b>	<b>LA</b>	<b>Chi</b>	<b>SF</b>	<b>Phil</b>	<b>Bos</b>	<b>Dall</b>	<b>Atl</b>	<b>Sea</b>	<b>Cle</b>	<b>Minn</b>
Primaire	160	-129	-407	292	767	35	216	-87	523	485	521	76	210
Manufacturier	-2698	-2822	-57047	-36525	-6751	-6206	-11584	-19283	-2679	1481	1514	-1459	447
Construction	134	346	-16465	-9789	987	-4090	-5098	-7327	1485	-41	1894	498	15
Trans, commun, util	-352	1213	-2612	1317	4307	240	325	-129	6441	4650	2083	241	1603
Commerce de gros	1440	1794	-2206	4645	4819	2317	-68	-1558	4192	4120	2410	1406	2287
Commerce de détail	2469	2834	-9359	-1222	2453	-1189	-937	-3882	4713	6374	3788	1142	3701
Serv à la consomm	3108	4665	3693	12193	4260	3722	1906	1254	3150	3324	2399	1354	3227
Héberg & restaur	1577	2290	593	966	4235	2203	1541	-1277	4071	4024	3430	1976	1338
Fin, assur, aff imm	730	2967	-8423	-5359	3336	-22	3316	-156	-40	2423	1084	1925	2343
Serv aux entreprises	3794	6141	8460	20852	23108	13921	10234	9393	19868	14533	7359	4871	8768
Éducation	1383	2354	5178	2490	2493	1642	4054	2676	710	1997	737	370	1215
Santé & serv sociaux	3411	4793	50004	20818	15736	12620	11233	16989	11391	9675	8507	6892	7446
<b>TOTAL</b>	<b>15157</b>	<b>26447</b>	<b>-28591</b>	<b>10678</b>	<b>59751</b>	<b>25193</b>	<b>15136</b>	<b>-3387</b>	<b>53826</b>	<b>53045</b>	<b>35727</b>	<b>19292</b>	<b>32600</b>

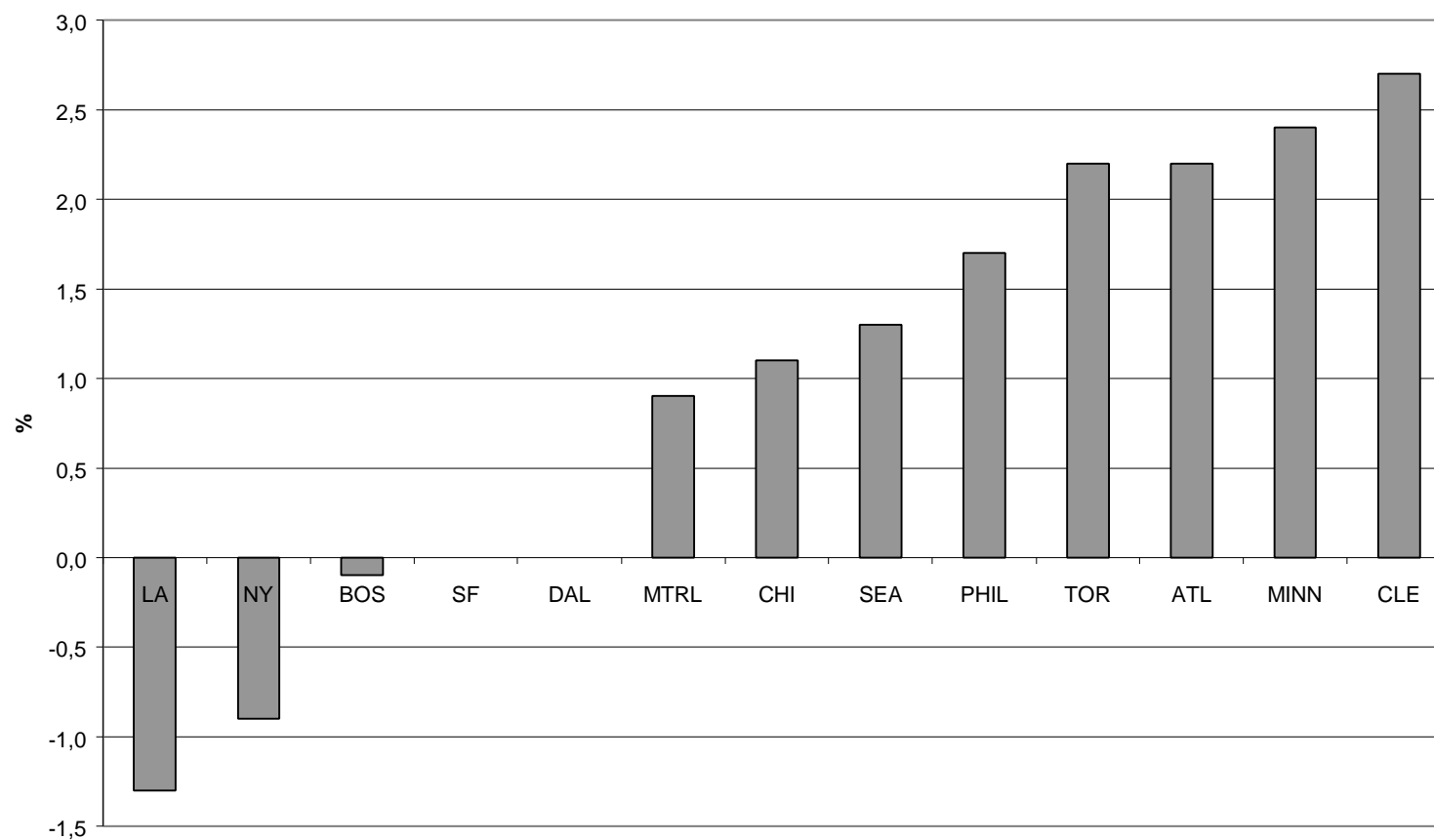
Figure 2. 14 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : secteur manufacturier



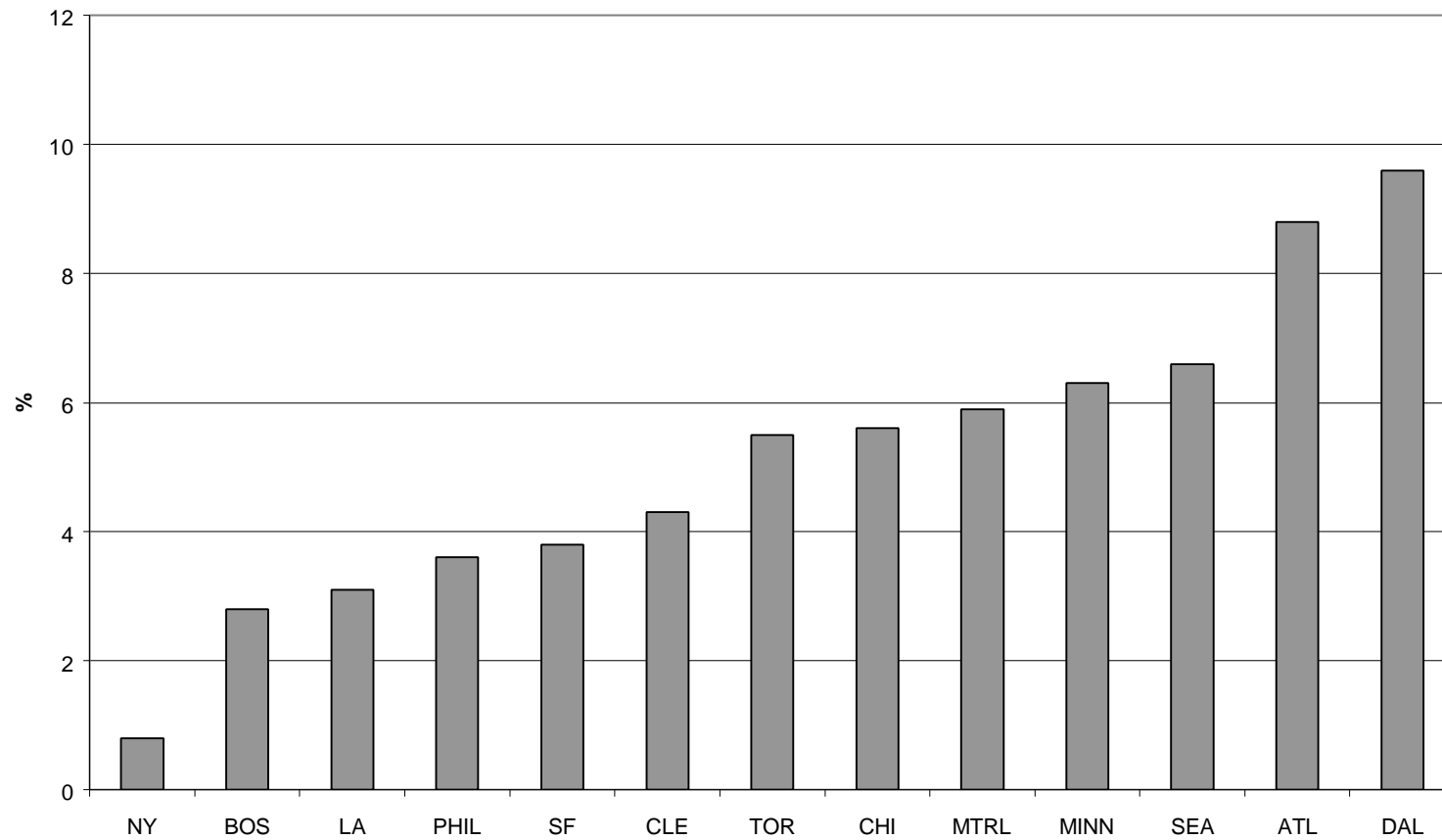
**Figure 2. 15 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : secteur des transports, communications & utilités**



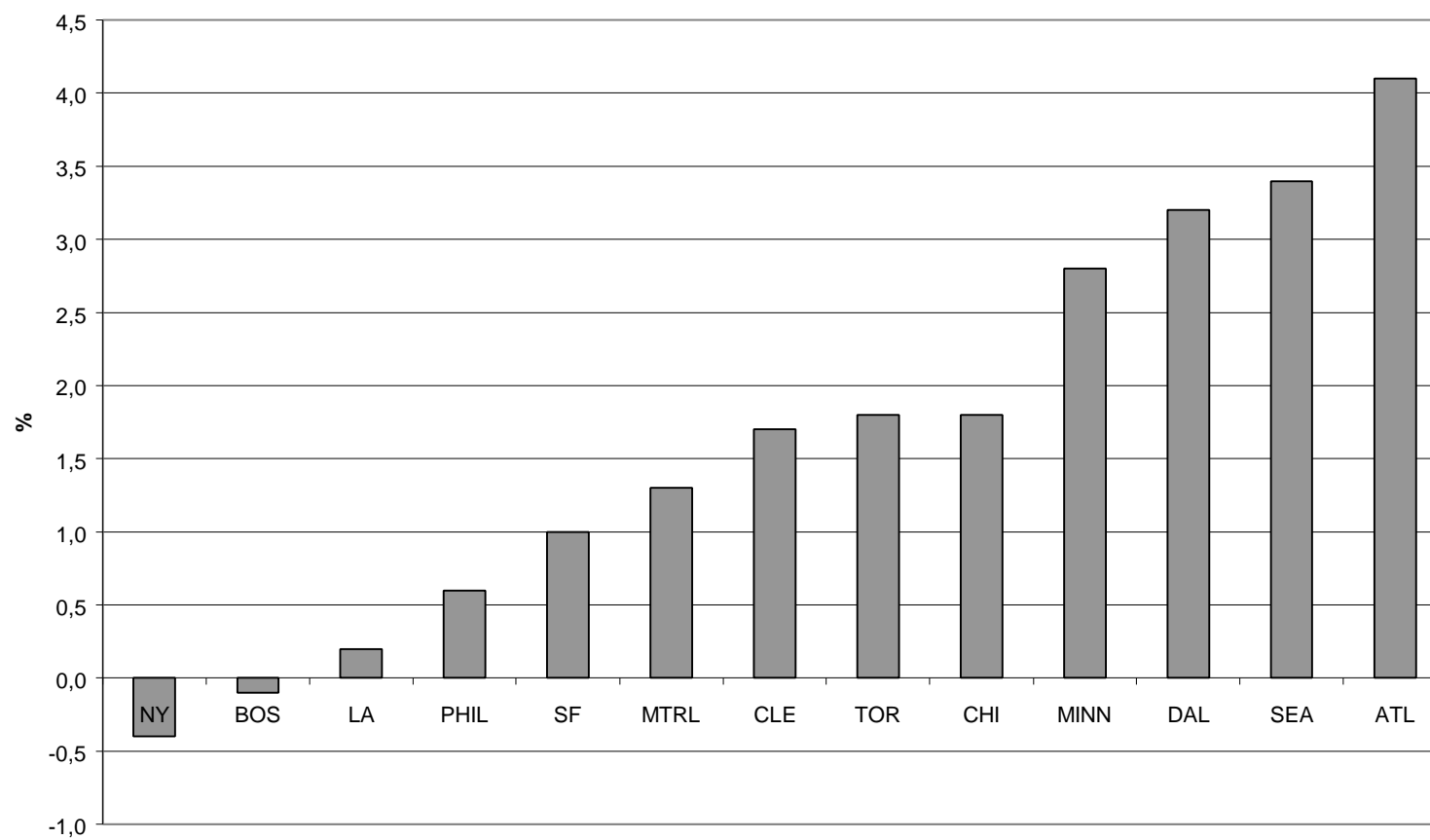
**Figure 2. 16 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : secteur des finances, assurances & affaires immobilières**



**Figure 2. 17 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : services aux entreprises**



**Figure 2. 18 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : emploi total**



## 2.2 Les grandes fonctions métropolitaines

---

Une façon complémentaire de considérer la structure économique des grandes métropoles consiste à examiner leur *fonction économique* plutôt que leur secteur d'activité. Notre hypothèse est que les grandes régions métropolitaines se distinguent principalement selon quatre fonctions économiques :

1. Une fonction informationnelle et culturelle qu'on peut appeler *média, édition et spectacles* (ce que les Étatsuniens appellent *The Entertainment Industry*). Les secteurs qui constituent cette fonction sont : les imprimeries; la production et distribution de films; les salles de cinéma; la radio-diffusion et la télévision; les théâtres et spectacles; les divertissements et loisirs.
2. Une fonction de *distribution et marketing* qui implique les agences de publicité et de marketing; le commerce de gros; le déménagement et entreposage de biens usagés; l'entreposage.
3. Les *fonctions de commande* qui comprennent les activités dans les secteurs suivants : la comptabilité; les conseils en gestion; et les activités du groupe FAAI (banques; autres organismes de crédit; courtiers en valeurs mobilières; sociétés d'investissement; assureurs; agents d'assurances et immobiliers; exploitants immobiliers).
4. Les activités de *haute technologie*, à la fois à l'intérieur du secteur manufacturier (aéronefs, machines de bureau, produits pharmaceutiques et biotechnologiques, matériel scientifique professionnel, équipement de télécommunication) et à l'intérieur du secteur tertiaire (études et services scientifiques, services informatiques).

Cette section examine le positionnement de Montréal dans ces divers domaines par rapport aux autres grandes métropoles canadiennes et américaines.

### 2.2.1 Les métropoles canadiennes

---

Les tableaux 2.7 à 2.9 et les figures 2.19 à 2.28 présentent des informations détaillées sur le comportement de l'emploi relevant des quatre grandes fonctions économiques au sein des régions métropolitaines canadiennes pour la période 1971-1996.

### **Faits saillants : profil de l'emploi dans les grandes fonctions métropolitaines (tableauX 2.7 et 2.7A; figures 2.19 à 2.23)**

- En 1971 (avec 3,2 %) et en 1996 (4,5 %), Montréal se positionne derrière Toronto au chapitre de la part de l'emploi dans la fonction média, édition & spectacles. En 1996, Vancouver dépasse Ottawa-Hull pour atteindre la troisième position. Cette fonction a connu une augmentation relative dans toutes les RMR canadiennes. Pour Montréal, l'existence d'une zone culturelle et linguistique propre constitue à la fois un avantage (une zone protégée) et un handicap (accès plus difficile à d'autres marchés).
- Dans le domaine de distribution & marketing, la position relative de Montréal a changé de façon significative entre 1971 (sixième place avec 5,8 %) et 1996 (en égalité avec Vancouver au deuxième rang avec 7,2 %). Toronto est passée de la troisième à la première place (8,0 % en 1996), et Vancouver a glissé de la première à la deuxième place; Vancouver et Winnipeg sont les seules RMR qui ont vu leur part diminuer pendant la période étudiée (de 7,6 % à 7,2 % pour Vancouver et de 7,6 % à 6,3 % pour Winnipeg).
- Toutes les RMR ont connu une augmentation de la part relative de l'emploi dans les fonctions de commande (qui sont peut-être les plus «stratégiques» des fonctions économiques) entre 1971 et 1996. Toronto (11,3 % en 1996) et Vancouver (9,7 %) ont préservé leur positionnement en haut de la liste des RMR. Par contre, en raison du faible pourcentage d'accroissement enregistré, Montréal a glissé de la troisième à la cinquième position entre 1971 (7,3 %) et 1996 (7,4 %). Québec (8,7 %) et Calgary (8,1 %) se retrouvent dorénavant devant Montréal en 1996.
- Dans le domaine de la haute technologie (activités manufacturières et tertiaires confondues), Montréal a augmenté sa part de l'emploi de 4,5 % à 5,8 % entre 1971 et 1996, mais elle a glissé de la deuxième à la troisième place au sein des métropoles canadiennes. La performance de Toronto est encore pire, avec un glissement du premier au quatrième rang (5,4 % en 1996). Par contre, Calgary et Ottawa-Hull (en égalité en troisième place avec 2,6 % en 1971) occupent respectivement la première et la deuxième position (8,1 % et 7,6 %) en 1996. En regard des activités manufacturières de haute technologie, on notera que trois RMR (Calgary, Ottawa-Hull et Vancouver) ont amélioré leur part; deux RMR ont vu leur pourcentage diminuer (Toronto et Montréal : de 3,5 % à 2,9 % pour cette dernière), et deux sont restées stables. Néanmoins, en 1996, Montréal se retrouve à égalité avec Ottawa-Hull en première place (2,9 %) dans ce domaine.

- À toutes fins pratiques, le Canada ne compte que quatre pôles significatifs de haute technologie manufacturière : Montréal, Ottawa-Hull, Calgary, Toronto. En termes de poids relatif dans l'économie locale, Toronto arrive en quatrième position; en termes du numéro absolu d'emplois, la Ville-Reine arrive deuxième (tableau 2.7A). À noter aussi que le poids relatif de ce secteur a diminué à Toronto (ligne en bas de la barre de 1,00), ce qui confirme certaines observations du chapitre 1.
- L'emploi à Montréal dans les industries manufacturières de haute technologie est largement concentrée dans deux secteurs, l'aéronautique (aéronefs) et les équipements de télécommunications, qui comptent pour 65,1 % du total (tableau 2.7A). Le secteur des machines de bureau (ordinateurs) y est, par contre, largement absent, davantage concentré à Calgary et à Toronto. Ces concentrations sont un autre indice du caractère parfois particulier des facteurs de localisation en matière de haute technologie manufacturière.

**Résumons.** Toutes les RMR ont vu le pourcentage de leur emploi total consacré à ces quatre grandes fonctions économiques augmenter de façon significative entre 1971 et 1996 (rang «TOTAL» du tableau 2.7). Ceci confirme notre hypothèse en regard de l'importance croissante de ces activités. On notera que, entre 1971 et 1996, le changement absolu de la part de Montréal (4,1 points) est le plus faible de toutes les RMR à l'exception de Winnipeg (2,4 points). Pour cette raison, Montréal glisse de la deuxième position en 1971 (20,8 %) à la quatrième position en 1996 (24,9 %). Pendant cette période, Toronto maintient sa première position (29,6 % en 1996). Notons aussi que, parmi les quatre grands groupes de fonctions, seule la fonction distribution & marketing voit son importance relative diminuer parmi les RMR (Vancouver et Winnipeg).

Au titre des fonctions individuelles (centre de commande, centre de distribution, centre de culture et de média, centre de haute technologie), Montréal manifeste à la fois des tendances positives et négatives. Montréal s'est clairement affaibli comme centre de commande; les indices récents (du moins jusqu'à 1996) n'indiquent aucun revirement des tendances. Comme centre de distribution, la position de Montréal semble encore relativement forte (quoique pas aussi forte que celle de Toronto), mais l'on peut se demander si sa faiblesse au plan des fonctions de commande ajoutée à son déclin relatif comme centre de transports et de communications, ne viendront pas, avec le temps, également affaiblir son rôle comme centre majeur de marketing et de distribution. La concurrence intermétropolitaine dans ce domaine sera farouche.

La position de Montréal comme centre majeur (après Toronto) de média, d'édition et de produits de spectacles ne semble guère menacée, ne serait-ce

qu'à cause de la protection que lui procure une zone de desserte culturellement distincte. Cette protection et ce particularisme culturel peuvent constituer, on doit l'espérer, des tremplins pour construire des avantages comparatifs à d'autres échelles géographiques. Le succès de Montréal, *a priori* étonnant, au titre de certains secteurs spécialisés de haute technologie repose peut-être, en fin de compte, sur des bases analogues, du moins en partie. En haute technologie, comme dans bien des industries culturelles, l'essentiel est de pouvoir compter sur une main-d'oeuvre stable, formée, avec un goût pour la création. L'analyse du chapitre 3 nous fournira d'autres indices.

Enfin, à la lecture du tableau 2.7, un mot de réserve s'impose au sujet des activités de haute technologie. Dans le cas de Montréal, même lorsqu'on emploie une définition très large de ce concept, à peine 5,8 % de l'emploi total se concentre dans les secteurs de haute technologie en 1996. En dépit du dynamisme récent observé dans certains groupes d'activités de haute technologie (pharmaceutique, équipement de communications, logiciels), il est clair que l'impact *direct* de ces activités sur l'économie métropolitaine dans son ensemble reste modeste, étant donné la faiblesse de leur poids relatif. Toutefois, il est probable que les activités de haute technologie ont des impacts *indirects* assez importants sur l'économie montréalaise en raison de leurs liens interindustriels avec d'autres secteurs (les services de santé, les services scientifiques et techniques, les outils à machine, les transports, par exemple).

**Tableau 2. 7 – Les grandes fonctions métropolitaines, 8 RMR canadiennes, part de l'emploi total, 1971-1996 (%)**

regroupement		Montréal	Toronto	Vancouver	Ottawa-Hull	Edmonton	Calgary	Québec	Winnipeg	8 RMR
Média, édition & spectacles	1971	3,2	4,0	2,8	3,0	2,0	2,6	2,0	3,0	3,3
	1981	3,3	4,1	2,6	2,9	2,2	2,2	2,3	2,9	3,1
	1991	4,0	4,0	3,2	2,8	2,6	2,7	2,5	3,2	3,5
	1996	4,5	4,9	4,3	3,4	3,9	3,9	3,0	3,8	4,3
Distribution & marketing	1971	5,8	6,6	7,6	3,1	6,3	6,6	4,0	7,6	6,3
	1981	6,3	7,4	7,3	3,1	6,8	6,3	4,6	6,8	6,4
	1991	6,1	6,3	6,8	3,2	6,0	5,9	4,0	5,7	5,9
	1996	7,2	8,0	7,2	3,8	6,7	6,6	4,9	6,3	6,9
Fonctions de commande	1971	7,3	8,3	7,5	5,1	5,3	7,1	5,4	6,4	7,5
	1981	7,7	9,8	8,7	6,5	7,3	8,8	7,2	7,4	8,1
	1991	8,4	11,5	9,2	6,3	6,5	8,4	8,3	7,7	9,1
	1996	7,4	11,3	9,7	6,8	6,8	8,1	8,7	7,3	9,0
Haute technologie	1971	4,5	4,6	2,1	2,6	1,4	2,6	1,3	1,9	3,8
	1981	4,5	4,9	2,9	4,2	2,5	4,5	1,6	2,3	4,0
	1991	4,9	5,4	3,5	5,8	2,5	5,3	2,4	3,1	4,6
	1996	5,8	5,4	4,4	7,6	3,1	8,1	3,0	3,8	5,3
TOTAL: 4 regroupements	1971	20,8	23,5	20,0	13,8	15,0	18,9	12,7	18,8	21,0
	1981	21,9	26,3	21,4	16,8	18,7	21,9	15,7	19,3	21,5
	1991	23,4	27,2	22,8	18,1	17,6	22,3	17,2	19,7	23,1
	1996	24,9	29,6	25,6	21,5	20,6	26,8	19,7	21,2	25,5
Sous-total: Haute technologie (manufacturier)	1971	3,5	3,6	0,7	1,5	0,5	0,5	0,6	1,4	2,6
	1981	3,1	3,1	0,8	1,9	0,5	0,6	0,5	1,6	2,2
	1991	2,7	2,4	0,8	1,7	0,6	1,0	0,5	1,9	1,9
	1996	2,9	2,1	0,9	2,9	0,5	2,8	0,6	1,4	2,0

**Tableau 2.7A – Emplois dans des secteurs *High-Tech* manufacturiers 1996 :  
Cinq principales agglomérations canadiennes**

<b>Emplois (nombres absolus)</b>						
	Montréal	Toronto	Ottawa-Hull	Calgary	Vancouver	5 agglomérations
Machines de bureaux	1 455	7 155	2 170	7 155	2 070	20 005
Aéronefs	17 650	8 140	350	280	675	27 095
Équipement de télécommunicat	14 275	10 820	10 585	3 210	2 675	41 565
Produits pharmaceutiques	6 480	8 110	165	340	900	15 995
Matériel scientifique et prof.	2 650	7 200	1 170	1 070	1 115	13 205
	42 510	41 425	14 440	12 055	7 435	117 865
<b>Structure de l'emploi <i>High Tech</i> par agglomération (agglomération =100%)</b>						
	Montréal	Toronto	Ottawa-Hull	Calgary	Vancouver	
Machines de bureaux	3,4%	17,3%	15,0%	59,4%	27,8%	
Aéronefs	41,5%	19,6%	2,4%	2,3%	9,1%	
Équipement de télécommunicat	33,6%	26,1%	73,3%	26,6%	36,0%	
Produits pharmaceutiques	15,2%	19,6%	1,1%	2,8%	12,1%	
Matériel scientifique et prof.	6,2%	17,4%	8,1%	8,9%	15,0%	
	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	
<b>Distribution de l'emploi <i>High Tech</i> entre les agglomérations (5 agglomérations =100%)</b>						
	Montréal	Toronto	Ottawa-Hull	Calgary	Vancouver	
Machines de bureaux	7,3%	35,8%	10,8%	35,8%	10,3%	100,0%
Aéronefs	65,1%	30,0%	1,3%	1,0%	2,5%	100,0%
Équipement de télécommunicat	34,3%	26,0%	25,5%	7,7%	6,4%	100,0%
Produits pharmaceutiques	40,5%	50,7%	1,0%	2,1%	5,6%	100,0%
Matériel scientifique et prof.	20,1%	54,5%	8,9%	8,1%	8,4%	100,0%

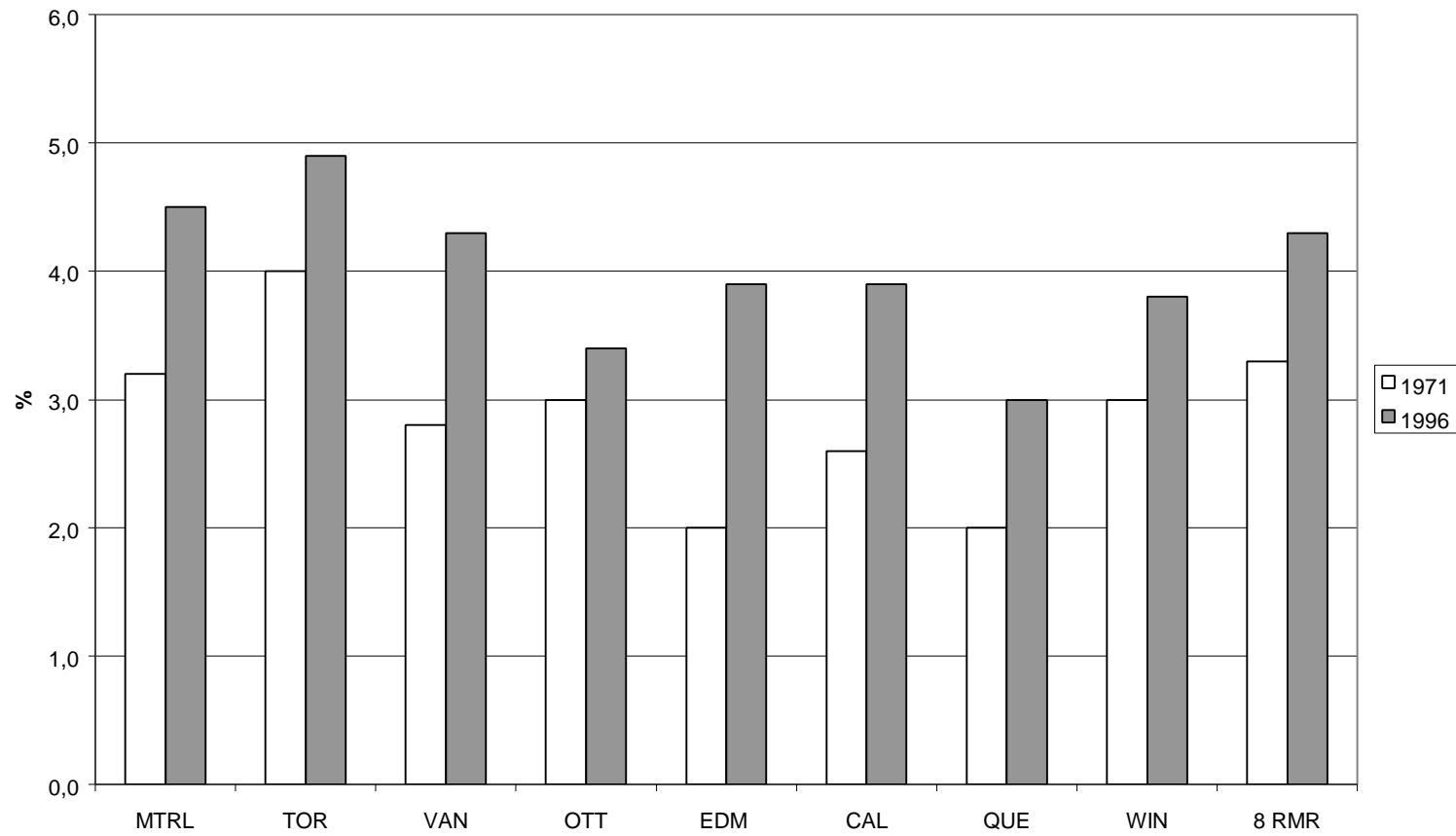
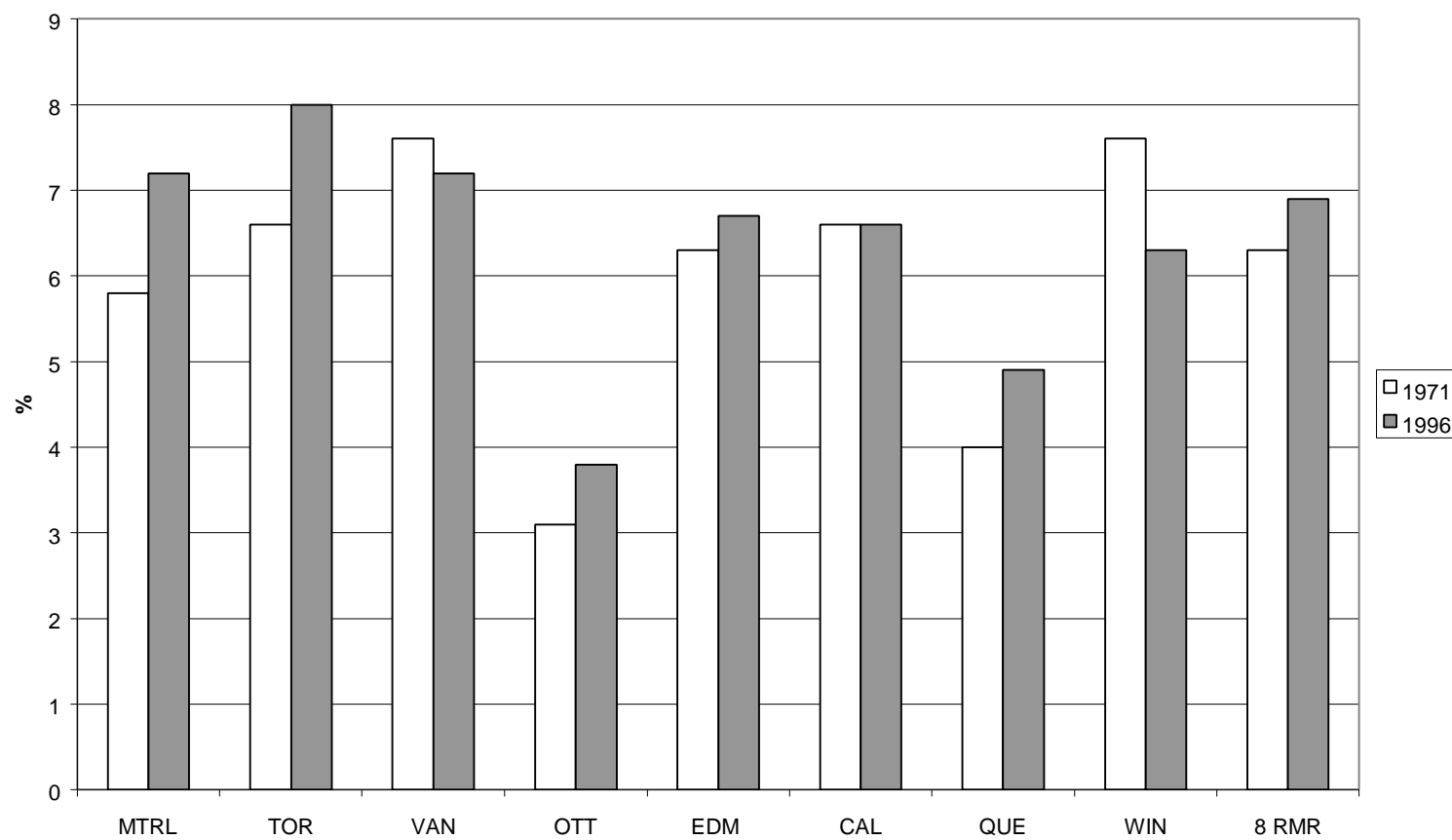
**Figure 2. 19 – Part de l’emploi dans la fonction média, édition & spectacles, RMR canadiennes, 1971 et 1996**

Figure 2. 20 – Part de l'emploi dans la fonction distribution & marketing, RMR canadiennes, 1971 et 1996



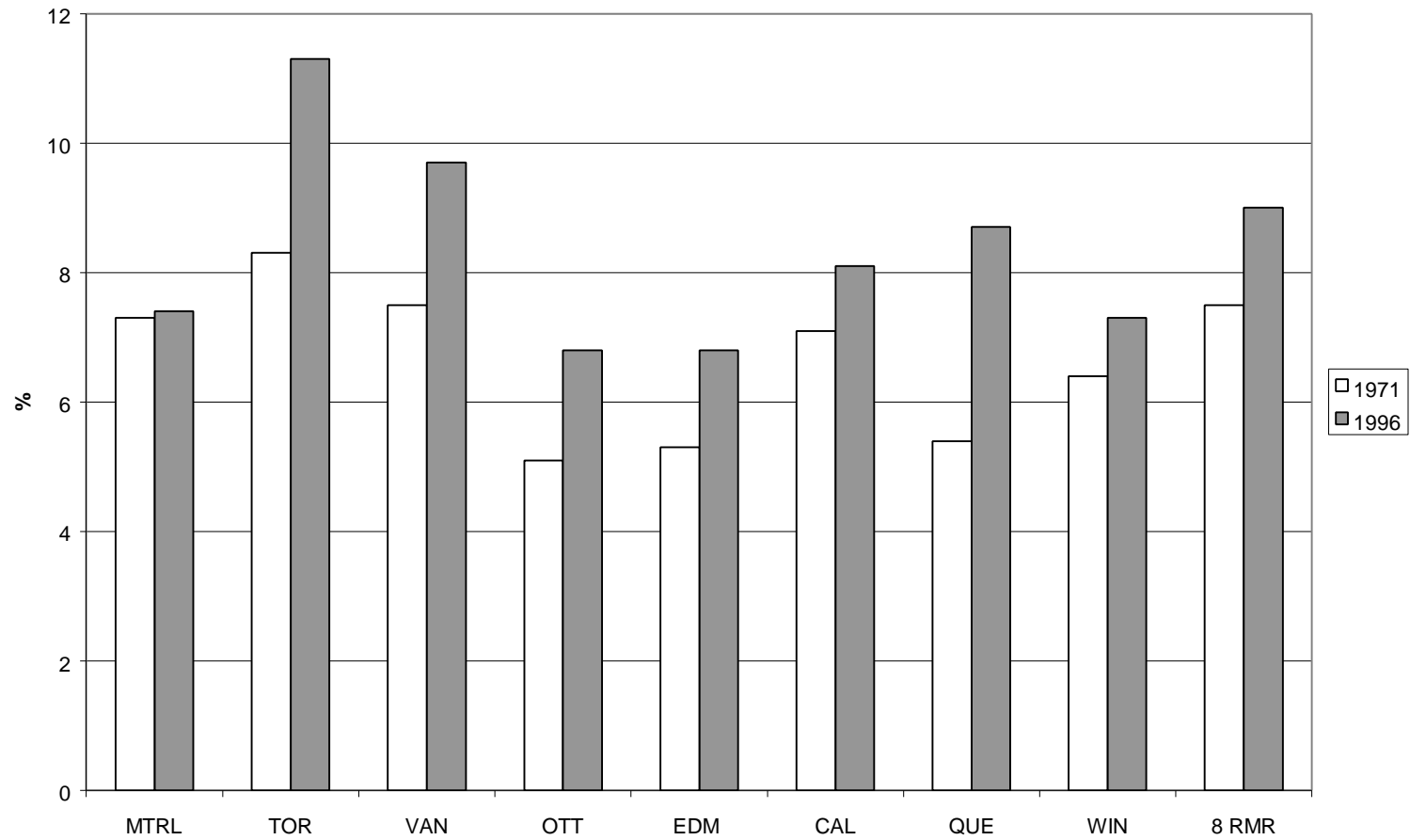
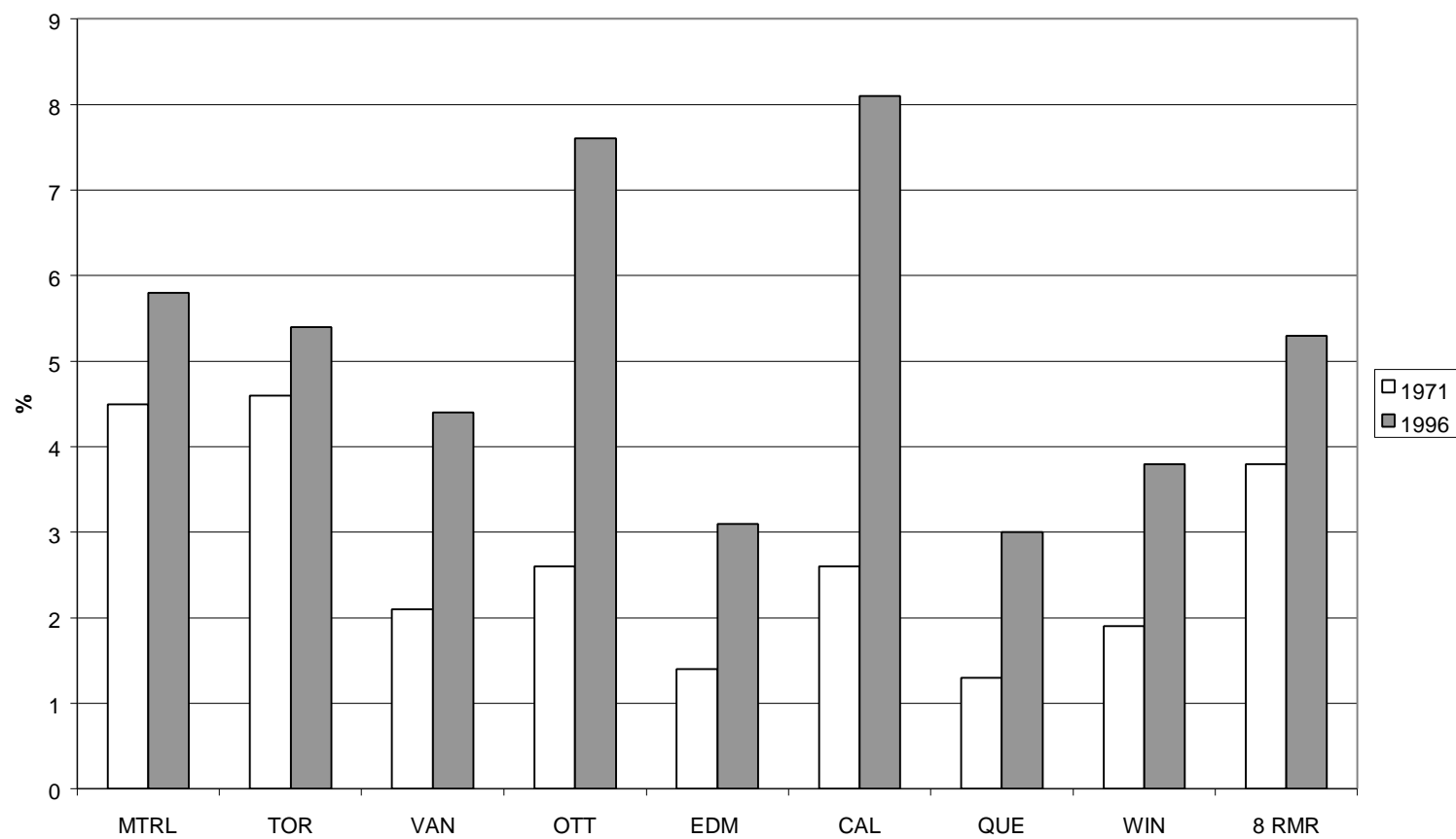
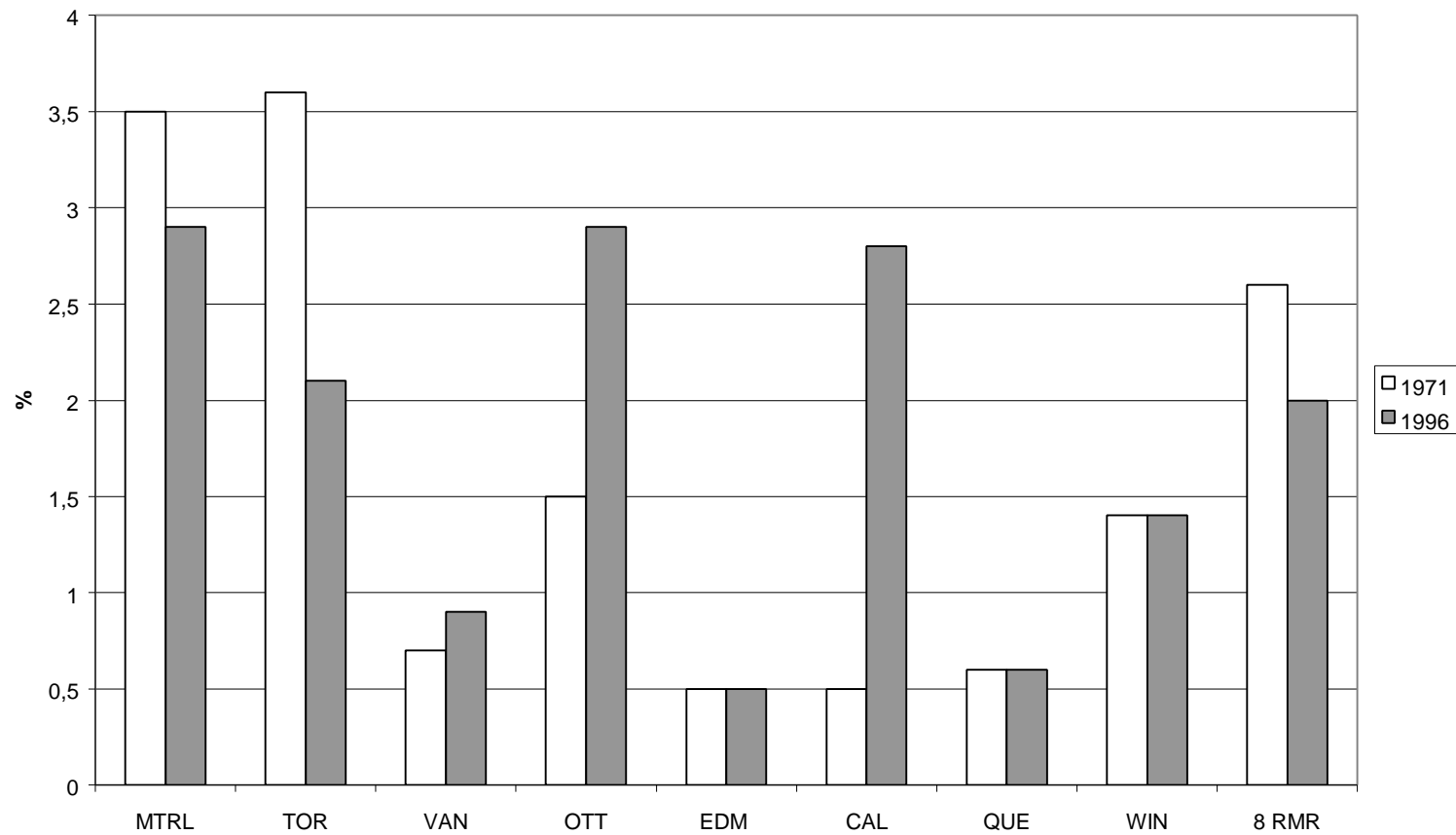
**Figure 2. 21 – Part de l'emploi dans la fonction de commande, RMR canadiennes, 1971 et 1996**

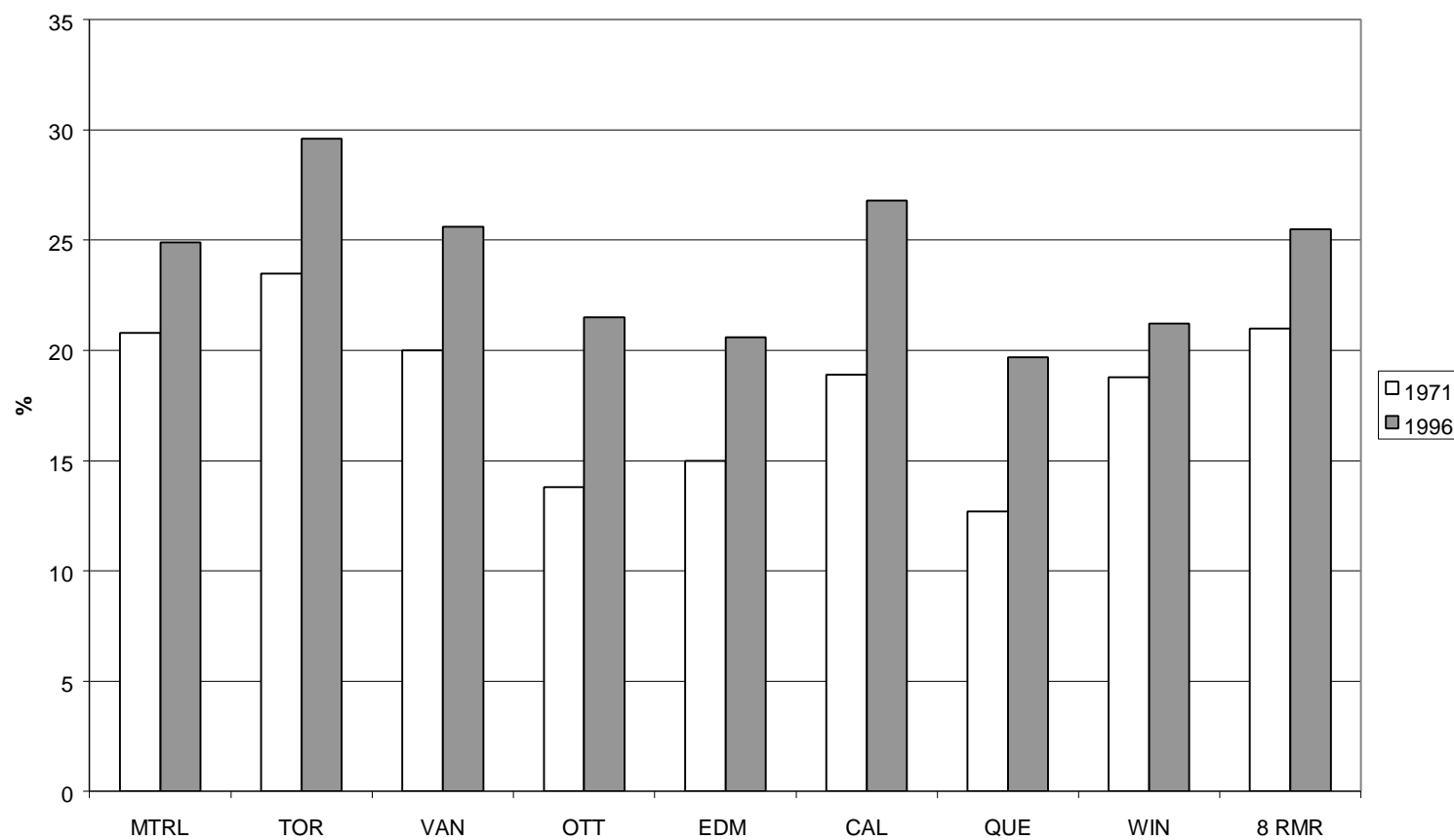
Figure 2. 22 – Part de l'emploi dans les fonctions de haute technologie, RMR canadiennes, 1971 et 1996



**Figure 2.22A – Part de l'emploi dans la fonction haute technologie manufacturière,  
RMR canadiennes, 1971 et 1996**



**Figure 2. 23 – Part de l'emploi dans les 4 fonctions métropolitaines,  
RMR canadiennes, 1971 et 1996**



**Faits saillants : croissance des grandes fonctions métropolitaines (tableaux 2.8 et 2.9; figures 2.24 à 2.28)**

- Pour la période 1971-1981, le positionnement de Montréal est assez faible en regard des taux de croissance : dernière place pour les fonctions de commande (47,6 %) et de haute technologie (40,5%, et également pour les activités manufacturières de haute technologie avec 23,3%); sixième place pour le groupe média, édition & spectacles (46,1%); et cinquième place pour les fonctions de distribution & marketing (51%). Pour le total des quatre fonctions métropolitaines (46,8%), Montréal occupe la septième place devant Winnipeg. Montréal enregistre donc des taux de croissance systématiquement inférieurs au taux observés pour les huit RMR dans leur ensemble. Pendant cette période, les taux les plus élevés se trouvent généralement à Calgary et à Edmonton.
- Pour la période 1981-1996, la position relative de Montréal en regard des taux de croissance s'améliore légèrement mais reste faible: septième place pour les fonctions de commande (13,5%), sixième place pour le groupe média & édition (60,1 %), cinquième place pour la distribution & le marketing (35,8 %) et pour la haute technologie (52,1 %), et sixième place pour toutes les fonctions confondues (35%). Sauf dans le cas de la fonction distribution & marketing, pour laquelle elle affiche un taux très légèrement plus élevé que celui observé pour les huit RMR, Montréal se retrouve encore systématiquement en dessous de la performance métropolitaine moyenne. Pendant cette période, les taux les plus élevés sont partagés entre Vancouver (média & édition, fonctions de commande) et Ottawa-Hull (distribution & marketing, haute technologie, total des fonctions métropolitaines).
- Au chapitre des changements absolus dans l'emploi qui relève des quatre grandes fonctions métropolitaines, l'ordre hiérarchique est respecté pour la période 1971-1981; Montréal se trouve toujours en deuxième place après Toronto. Pour 1981-1996, malgré qu'elle enregistre le gain le plus élevé en haute technologie (29,2 mille contre 28,3 pour Toronto), Montréal glisse à la troisième place dans les fonctions de commande (12,8 mille contre 67 mille pour Toronto et 32,1 mille pour Vancouver) et pour toutes les fonctions confondues (94,3 mille contre 167,8 mille à Toronto et 95,1 mille à Vancouver).

**Résumons.** En ce qui concerne la croissance de l'emploi dans les grandes fonctions métropolitaines, la performance de Montréal est relativement faible pendant les deux périodes à l'étude. Au chapitre des taux de croissance, Montréal se retrouve systématiquement avec une performance inférieure à celle de la moyenne pondérée des 8 RMR. Quant aux changements absolus notés dans la période 1981-1996, Montréal se situe derrière Toronto et Vancouver dans les fonctions de commande et dans toutes les fonctions confondues, et ce malgré le fait que l'emploi total à Montréal soit 67 % plus important que celui de Vancouver.

**Tableau 2. 8 – Les grandes fonctions métropolitaines, 8 RMR canadiennes, taux de croissance, 1971-1981 et 1981-1996 (%)**

<b>regroupement</b>	<b>Montréal</b>	<b>Toronto</b>	<b>Vancouver</b>	<b>Ottawa-Hull</b>	<b>Edmonton</b>	<b>Calgary</b>	<b>Québec</b>	<b>Winnipeg</b>	<b>8 RMR</b>
<b>1971-1981</b>									
Média, édition & spectacles	46,1	50,9	37,4	47,0	115,4	94,8	80,4	27,3	47,5
Distribution & marketing	51,0	63,8	45,2	49,6	105,0	120,5	78,8	18,6	55,4
Fonctions de commande	47,6	74,5	77,4	90,5	161,3	184,3	109,3	51,7	69,6
Haute technologie	40,5	57,4	107,4	142,0	245,9	297,6	79,2	61,7	69,7
TOTAL: 4 regroupements	46,8	64,1	62,7	81,6	139,3	165,3	92,0	35,6	61,7
Sous-total: haute tech. (manu.)	23,3	26,4	74,3	82,5	73,5	153,2	34,1	48,5	31,0
<b>1981-1996</b>									
Média, édition & spectacles	60,1	48,5	145,3	62,7	100,2	124,7	64,5	14,6	69,1
Distribution & marketing	35,8	35,0	44,4	69,6	13,8	35,9	39,0	-20,5	35,4
Fonctions de commande	13,5	43,1	61,2	46,7	7,3	20,2	54,6	29,4	38,8
Haute technologie	52,1	36,3	120,9	150,2	44,0	132,7	149,1	43,5	68,0
TOTAL: 4 regroupements	35,0	40,4	73,6	79,9	25,4	58,8	60,9	11,3	47,5
Sous-total: haute tech. (manu.)	10,9	-16,3	52,0	118,3	9,0	510,4	36,7	-61,8	14,0

**Tableau 2. 9 – Les grandes fonctions métropolitaines, 8 RMR canadiennes, changement absolu de l'emploi, 1971-1981 et 1981-1996**

<b>regroupement</b>	<b>Montréal</b>	<b>Toronto</b>	<b>Vancouver</b>	<b>Ottawa-Hull</b>	<b>Edmonton</b>	<b>Calgary</b>	<b>Québec</b>	<b>Winnipeg</b>	<b>8 RMR (moyenne)</b>
<b>1971-1981</b>									
Média, édition & spectacles	12875	21860	4190	3290	4350	3615	2495	1725	6800
Distribution & marketing	26270	45610	13640	3610	12775	11470	4790	2985	15144
Fonctions de commande	30530	66370	22915	10795	16610	18855	9005	7020	22763
Haute technologie	16130	28470	9060	8720	6480	11295	1635	2450	10530
TOTAL: 4 regroupements	85805	162310	49805	26415	40215	45235	17925	14180	55236
Sous-total: haute tech. (manu.)	7235	10345	2085	2990	750	1195	315	1450	3296
<b>1981-1996</b>									
Média, édition & spectacles	24500	31455	22355	6460	8135	9265	3610	1170	13369
Distribution & marketing	27860	41015	19460	7580	3445	7545	4240	-3900	13406
Fonctions de commande	12800	66950	32130	10620	1970	5875	9410	6060	18227
Haute technologie	29150	28330	21160	22325	4015	20020	5515	2795	16664
TOTAL: 4 regroupements	94310	167750	95105	46985	17565	42705	22775	6125	61665
Sous-total: haute tech. (manu.)	4190	-8095	2545	7825	160	10080	455	-2745	1802

**Figure 2. 24 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 :  
média, édition & spectacles**

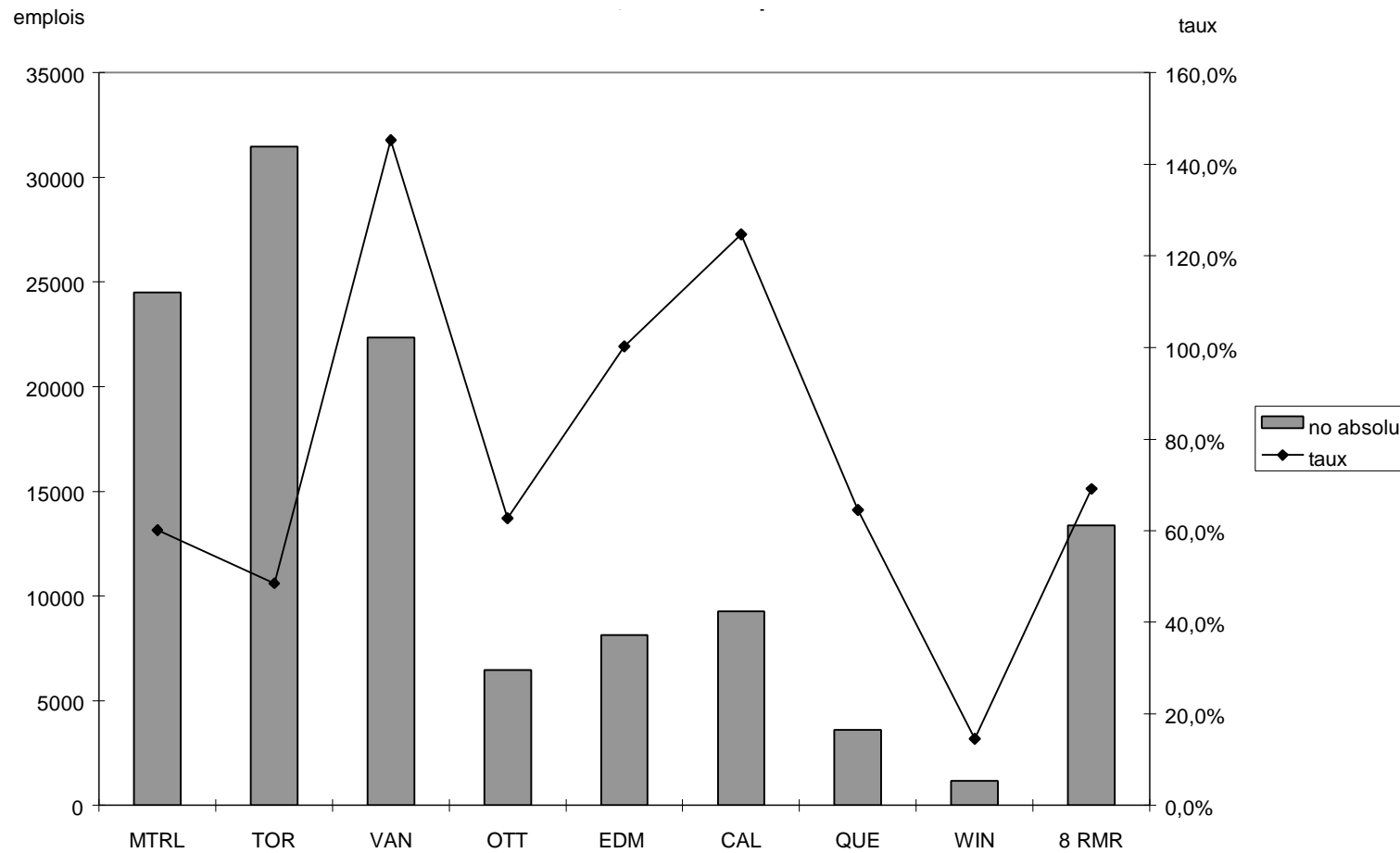


Figure 2. 25 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : distribution & marketing

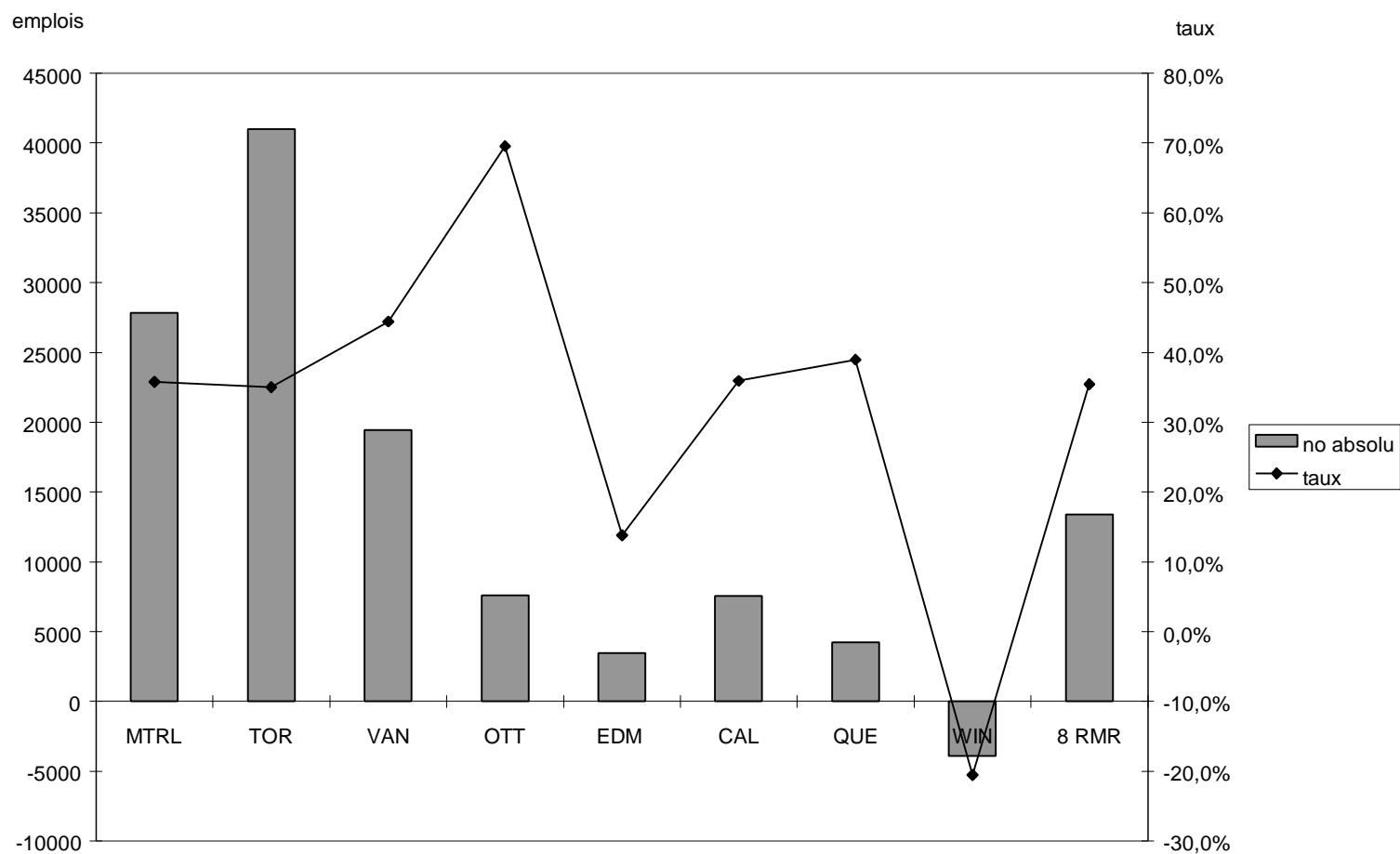
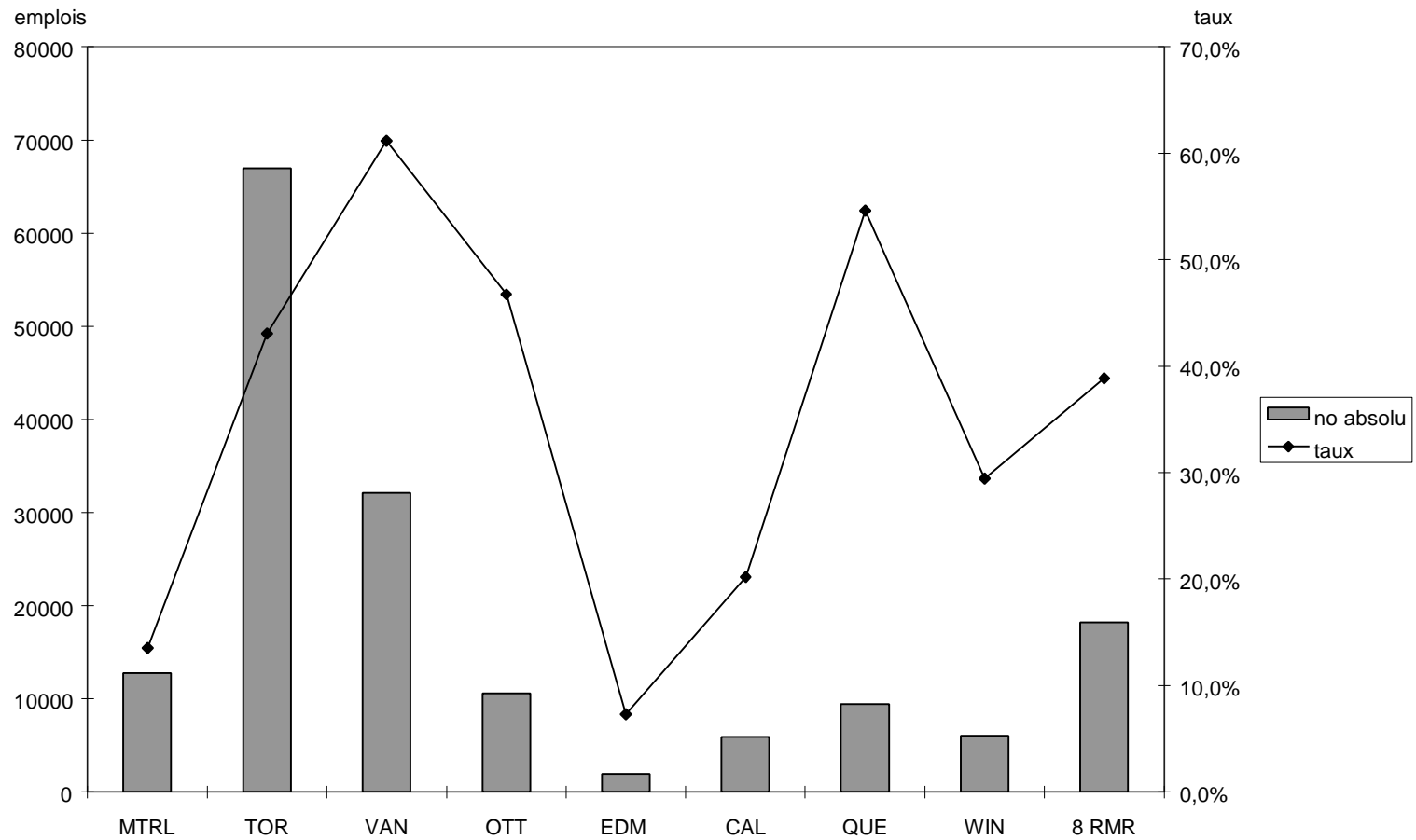
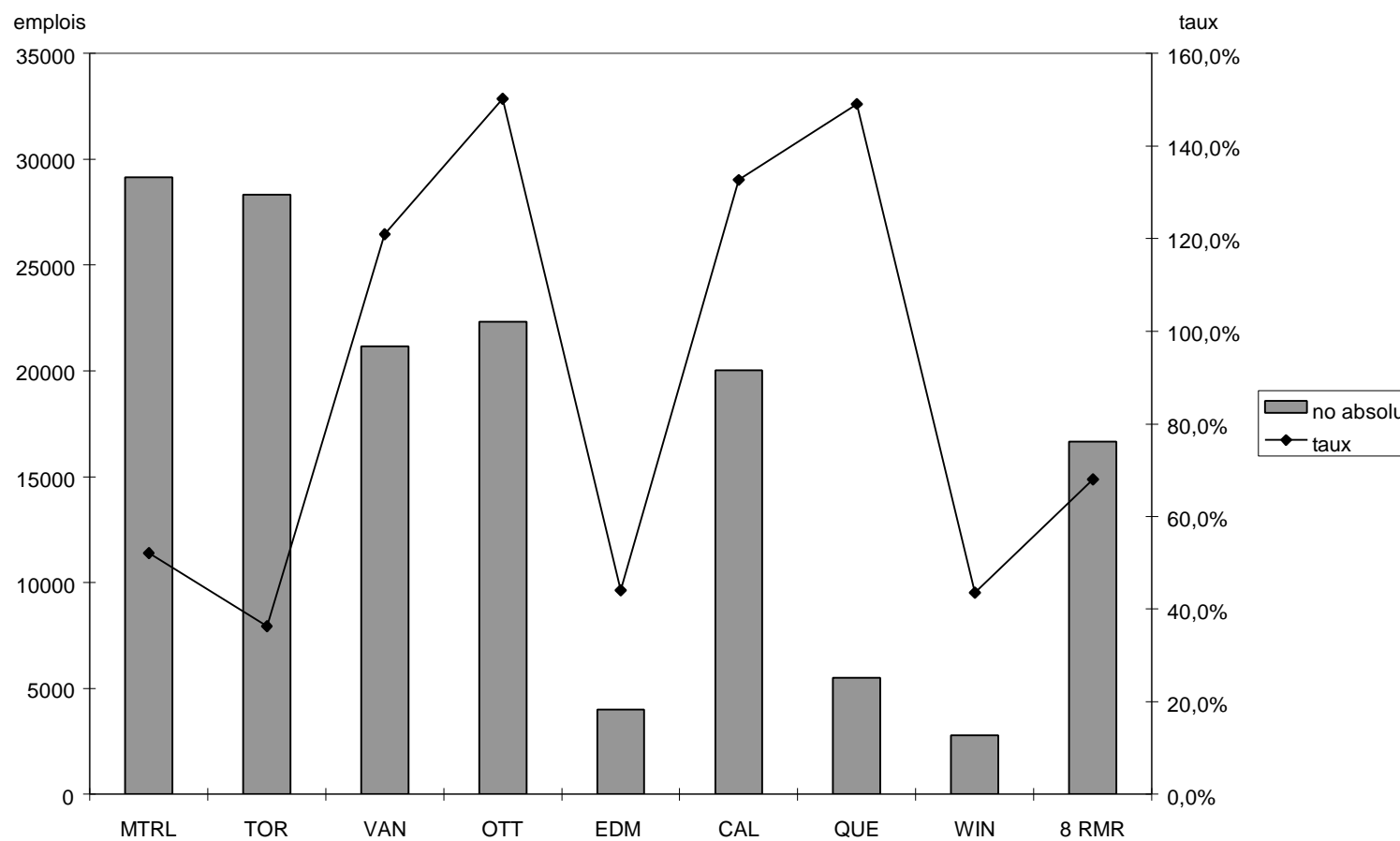


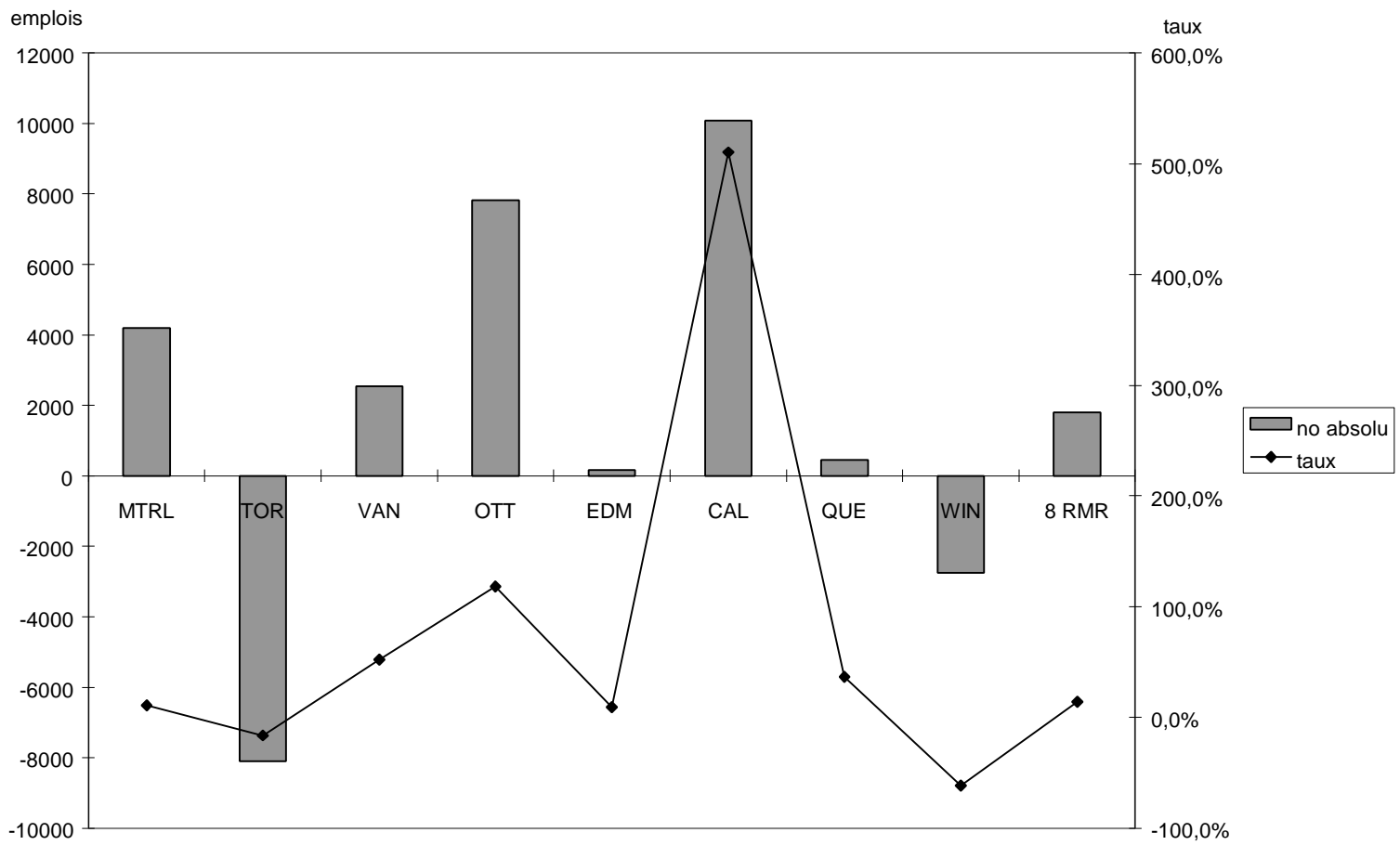
Figure 2. 26 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : fonctions de commande



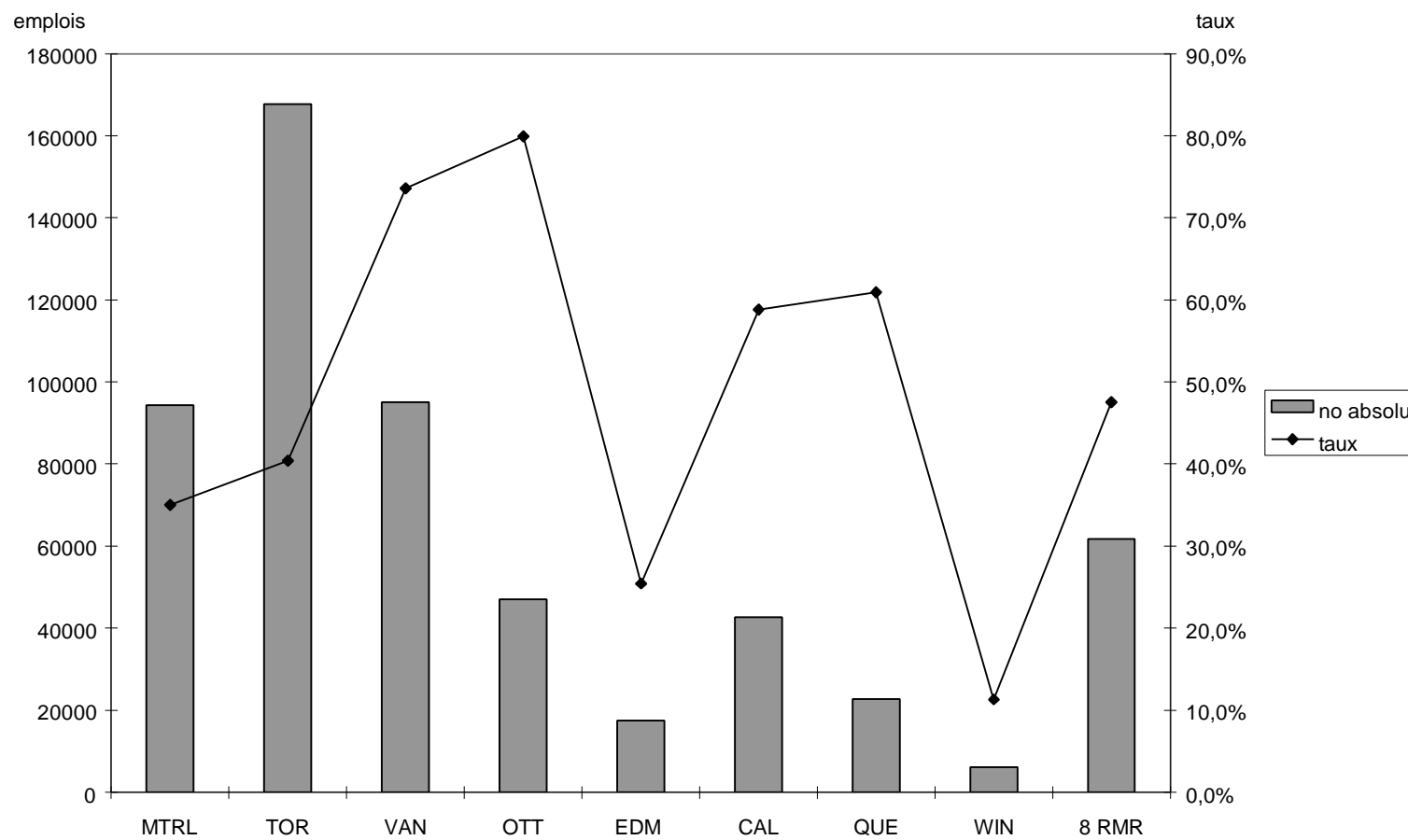
**Figure 2. 27 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 :  
haute technologie (manufacturière et tertiaire)**



**Figure 2.27A – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 : haute technologie manufacturière**



**Figure 2. 28 – Taux de croissance et changement absolu, RMR canadiennes, 1981-1996 :  
total des 4 fonctions métropolitaines**



## 2.2.2. Les métropoles américaines

---

Les tableaux 2.10 à 2.12 et les figures 2.29 à 2.38 examinent le positionnement de Montréal dans le contexte nord-américain au chapitre des quatre grandes fonctions métropolitaines. Tout comme dans la section 2.1.2 qui précède, la comparaison est basée sur des données «ajustées» qui ne comprennent pas l'administration publique. De plus, en raison de la différence temporelle entre les données canadiennes (1981-1996) et américaines (1988-1995), nous nous attachons surtout au profil sectoriel observé à la date la plus récente.

### Faits saillants : profil de l'emploi dans les grandes fonctions métropolitaines (tableau 2.10; figures 2.29 à 2.33)

- Le pourcentage de l'emploi dans le regroupement média, édition et spectacles a augmenté dans dix métropoles sur treize. Le seul cas de déclin concerne Chicago (de 4,2% à 3,8 %), tandis que la situation de New York et Cleveland est restée stable. En 1995/1996, Montréal (4,5%) occupe le quatrième rang derrière Los Angeles (6,7%), Minneapolis (5,0 %) et Toronto (4,9 %).
- Du côté de la fonction distribution et marketing, le pourcentage enregistré à Montréal (7,2 %) lui vaut la dernière place parmi les treize métropoles, derrière Toronto (8,0 %) et Boston (7,7 %). Atlanta (12 %) occupe la première place, suivie de Dallas (10,6 %), Chicago (10,5 %) et New York (10,4). Seules six métropoles sur treize ont vu leur pourcentage de l'emploi dans cette fonction augmenter pendant la période à l'étude.
- Au chapitre des fonctions de commande, Montréal se retrouve encore au dernier rang en 1995/1996 avec 7,4%, derrière Cleveland (7,6 %) et Seattle (7,9 %). Toronto (11,3) occupe la deuxième place, derrière New York (12,6 %). Montréal, comme sept autres métropoles, a vu son pourcentage d'emploi dans cette fonction diminuer pendant la période à l'étude.
- En ce qui concerne les activités de haute technologie, Montréal (5,8%) occupe le sixième rang derrière San Francisco (10,3%), Seattle (10,0 %), Boston (8,8 %), Dallas (7,2 %) et Los Angeles (6,1 %). Notons toutefois que ces cinq métropoles qui se situent devant Montréal ont toutes connu un déclin de leur pourcentage d'emploi dans ce groupe entre 1988 et 1995. Au chapitre du sous-ensemble des activités manufacturières de haute

technologie, Montréal (2,9 %) se retrouve encore au sixième rang, cette fois-ci à égalité avec Minneapolis. Les mêmes cinq métropoles mentionnées ci-dessus précèdent encore Montréal; toutefois Seattle (6,7%) et San Francisco (4,8 %) ont inversé leur positionnement en tête de liste.

- Enfin, en ce qui concerne les quatre fonctions métropolitaines confondues, la part de Montréal (24,9 %) lui vaut le douzième rang sur treize en 1995/1996, devant Cleveland (23,1 %). San Francisco (32,4 %), New York (32,0 %) et Los Angeles (31,6%) sont les plus «métropolitaines» des métropoles. À l'exception de Philadelphia (augmentation de 26,8% à 27,4 %) et Chicago (stable à 29,2%), toutes les métropoles américaines ont vu leur pourcentage diminuer pendant la période 1988-1995.

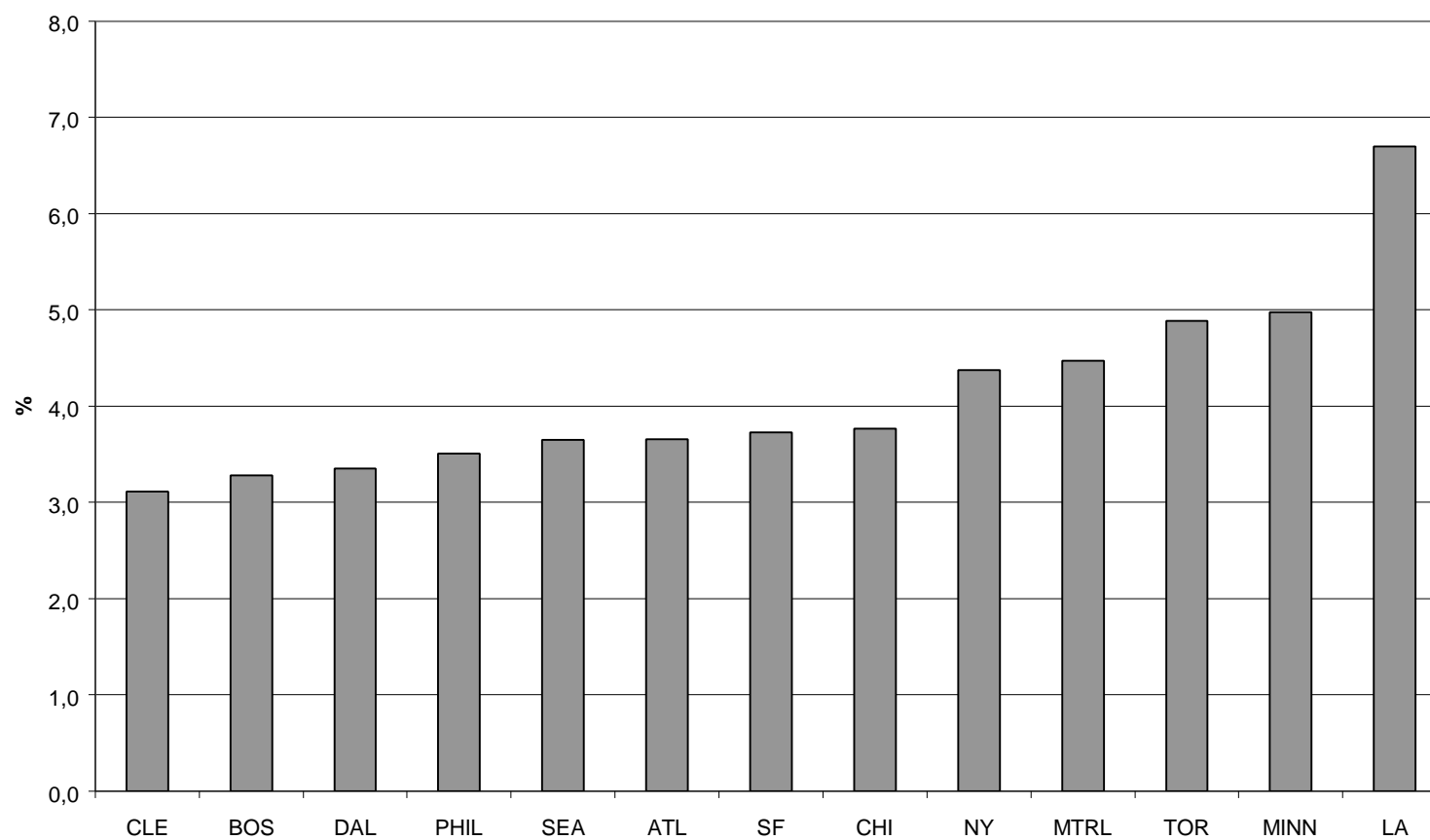
**Résumons.** En 1995/1996, au chapitre du pourcentage de l'emploi dans les grandes fonctions métropolitaines, Montréal ne se compare pas très favorablement aux douze autres grandes régions métropolitaines nord-américaines. Toutes fonctions confondues, la métropole québécoise se trouve en douzième place, juste devant Cleveland. Du côté des fonctions de commande et de distribution & marketing, Montréal occupe le dernier rang. Sa position est plus favorable du côté des activités de haute technologie (sixième place) et de média, édition & spectacles (quatrième place). Toutefois, il est intéressant de noter que la part de l'emploi dans ces fonctions métropolitaines diminue avec le temps pour plusieurs métropoles américaines. Cela pourrait indiquer que la concentration spatiale de ces fonctions observée à l'intérieur du système urbain américain est en train de se disperser à travers un plus grand nombre de métropoles. En d'autres mots, il semble que les très grandes métropoles monopolisent de moins en moins les grandes fonctions économiques à la base de la nouvelle économie du savoir. Cette tendance pourrait indiquer que, dans le contexte nord-américain, les métropoles de taille moyenne, comme Montréal, auront un rôle économique fonctionnel de plus en plus important à jouer aux échelles nationale, continentale et mondiale.

**Tableau 2. 10 – Part relative de l'emploi dans les fonctions métropolitaines à Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988-95), (% de l'emploi total)**

Regroupement		Mtrl	Tor	NY	LA	Chi	SF	Phil	Bos	Dall	Atl	Sea	Cle	Minn
Média, édition & spectacles	an1	3,3	4,1	4,4	5,5	4,2	3,2	3,4	3,2	3,3	3,1	3,5	3,1	4,7
	an2	4,5	4,9	4,4	6,7	3,8	3,7	3,5	3,3	3,4	3,7	3,6	3,1	5,0
Distribution & marketing	an1	6,3	7,4	10,5	9,4	10,3	9,1	8,6	8,0	10,6	12,5	9,2	9,2	10,1
	an2	7,2	8,0	10,4	10,1	10,5	9,3	8,3	7,7	10,6	12,0	9,4	9,2	10,1
Fonctions de commande	an1	7,7	9,8	13,0	9,1	10,0	9,6	9,4	9,2	10,8	9,3	8,8	7,2	9,4
	an2	7,4	11,3	12,6	8,7	10,1	9,1	10,5	9,4	9,1	8,7	7,9	7,6	9,2
Haute technologie	an1	4,5	4,9	5,3	9,0	4,7	10,7	5,4	9,5	10,0	5,2	11,6	3,8	6,2
	an2	5,8	5,4	4,6	6,1	4,7	10,3	5,2	8,8	7,2	5,3	10,0	3,1	5,7
TOTAL: 4 regroupements	an1	21,9	26,3	33,2	33,0	29,2	32,6	26,8	30,0	34,7	30,1	33,1	23,3	30,3
	an2	24,9	29,6	32,0	31,6	29,2	32,4	27,4	29,3	30,3	29,7	30,9	23,1	30,0
Sous-total: haute tech. (manuf.)	an1	3,1	3,1	3,0	6,7	2,6	6,7	3,0	5,8	7,0	2,5	9,0	2,3	4,1
	an2	2,9	2,1	2,0	3,6	2,0	4,8	2,0	4,1	3,9	1,8	6,7	1,4	2,9

\* Note: an1 = 1981 pour Montréal et Toronto, et 1988 pour les métropoles américaines; an2 = 1996 pour Montréal et Toronto, et 1995 pour les métropoles américaines

**Figure 2. 29 – Part de l'emploi dans la fonction média, édition & spectacles,  
13 métropoles nord-américaines, 1995/96**



**Figure 2. 30 – Part de l’emploi dans la fonction distribution & marketing,  
13 métropoles nord-américaines, 1995/96**

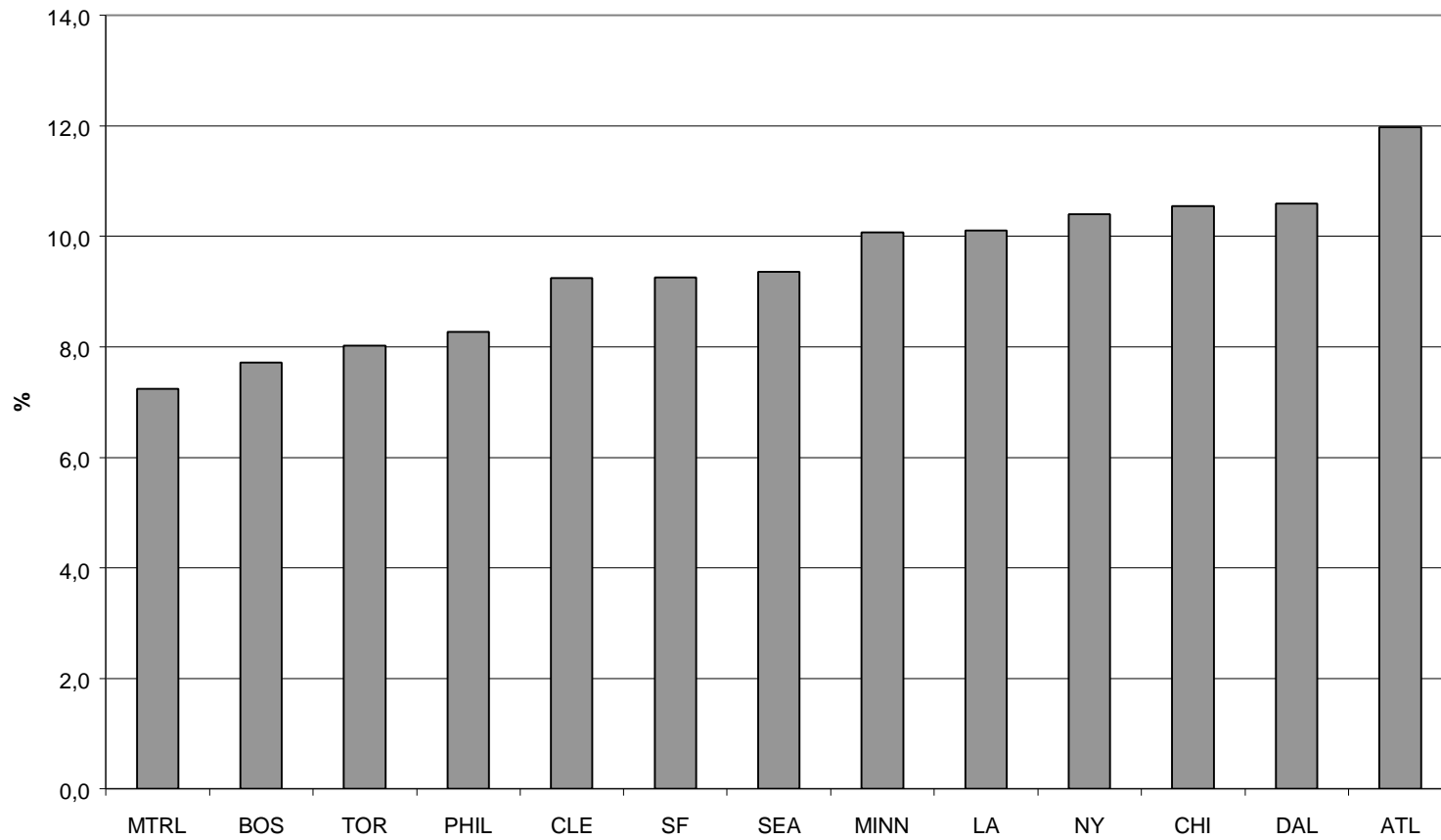
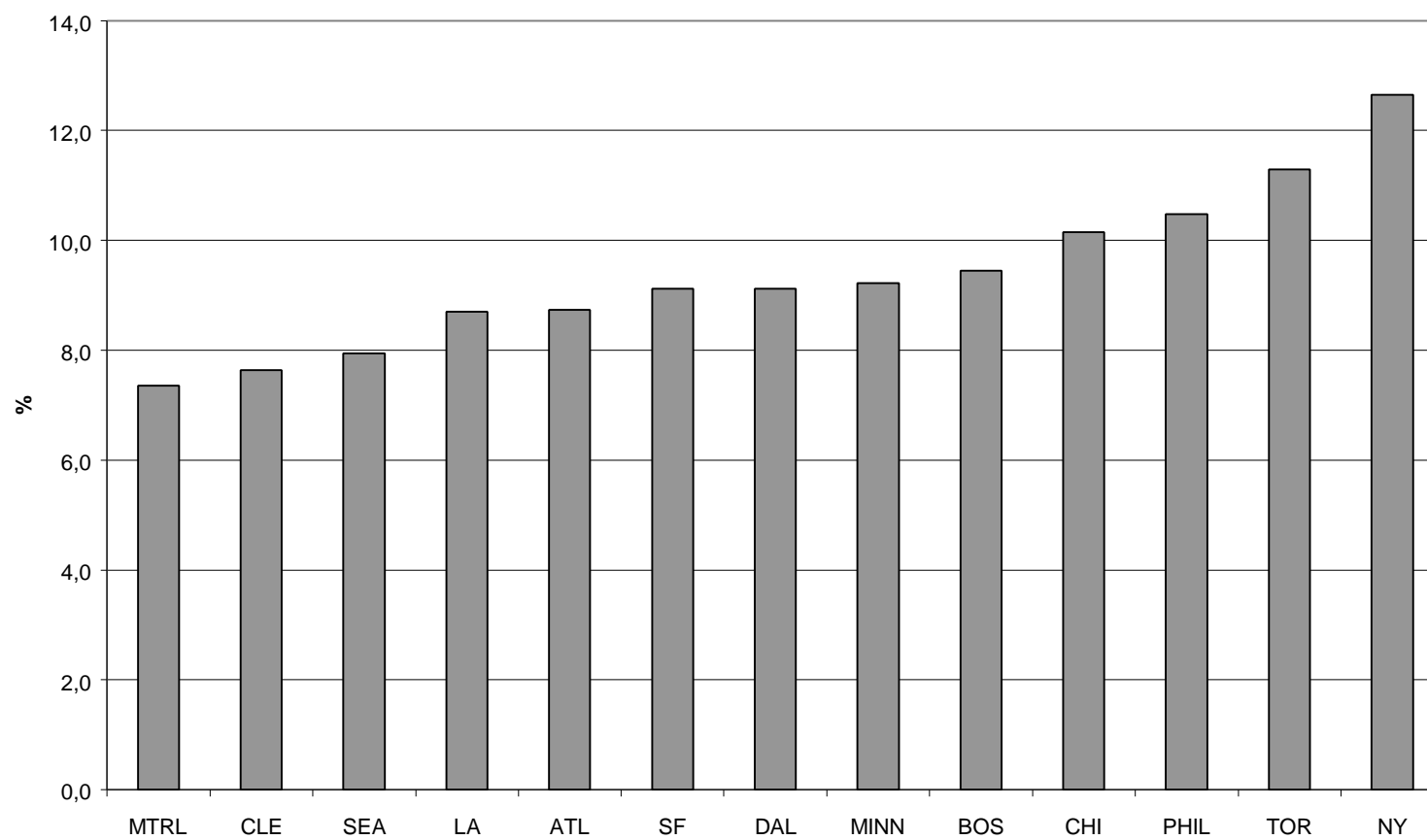
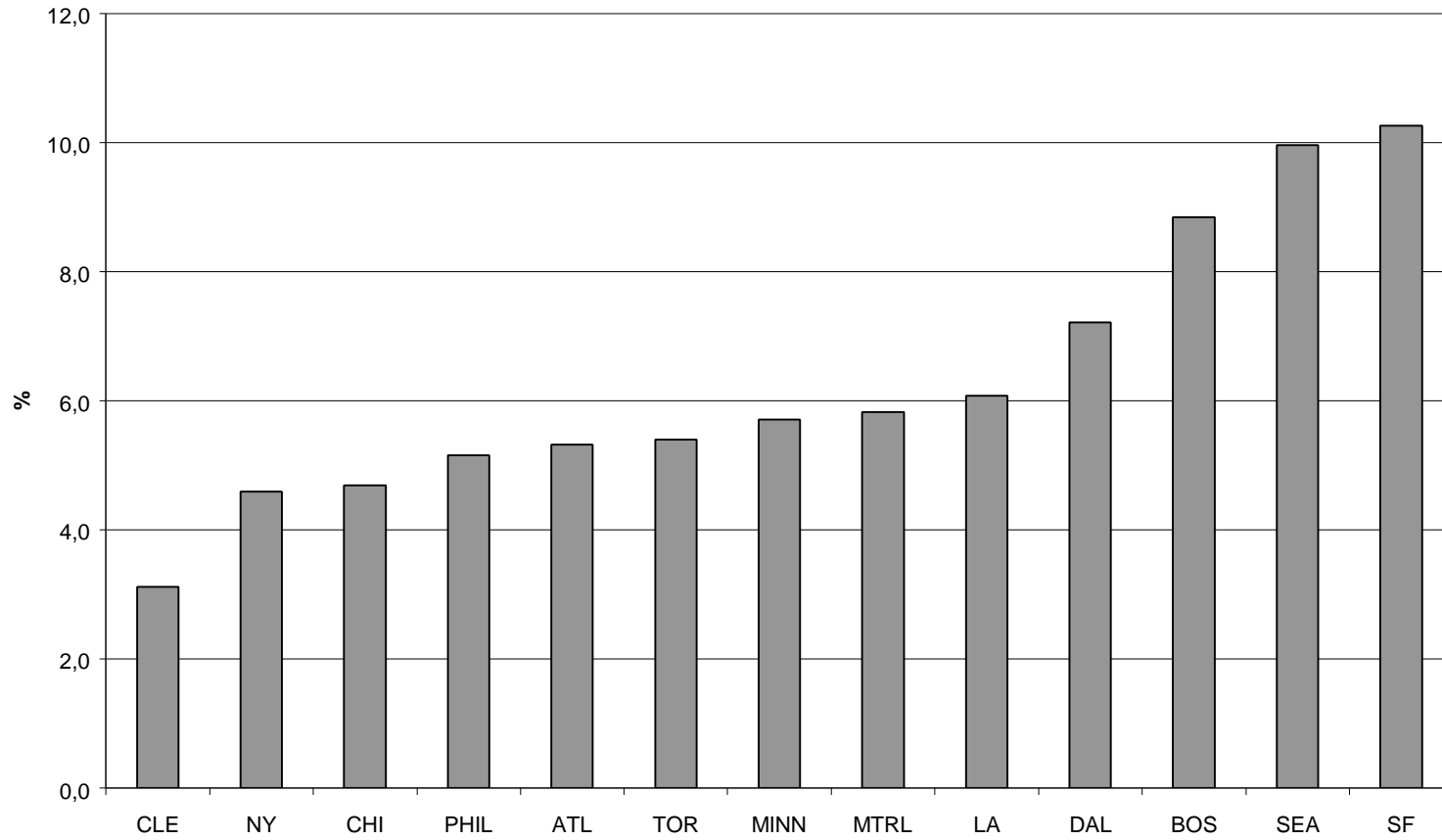


Figure 2. 31 – Part de l'emploi dans les fonctions de commande, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96



**Figure 2. 32 – Part de l’emploi dans la fonction haute technologie (manufacturière et tertiaire),  
13 métropoles nord-américaines, 1995/96**



**Figure 2.32A – Part de l'emploi dans la haute technologie manufacturière,  
13 métropoles nord-américaines, 1995/96**

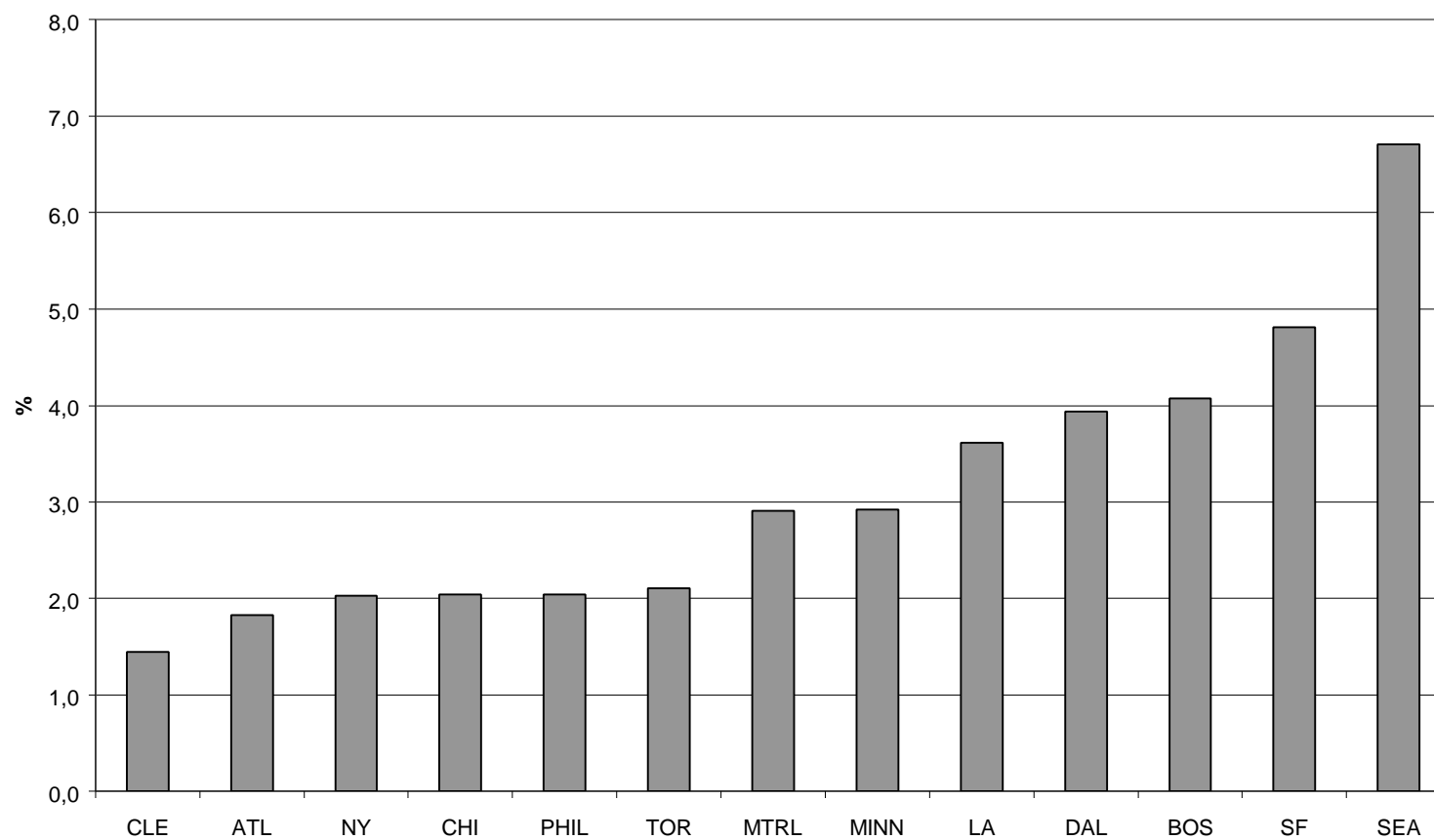
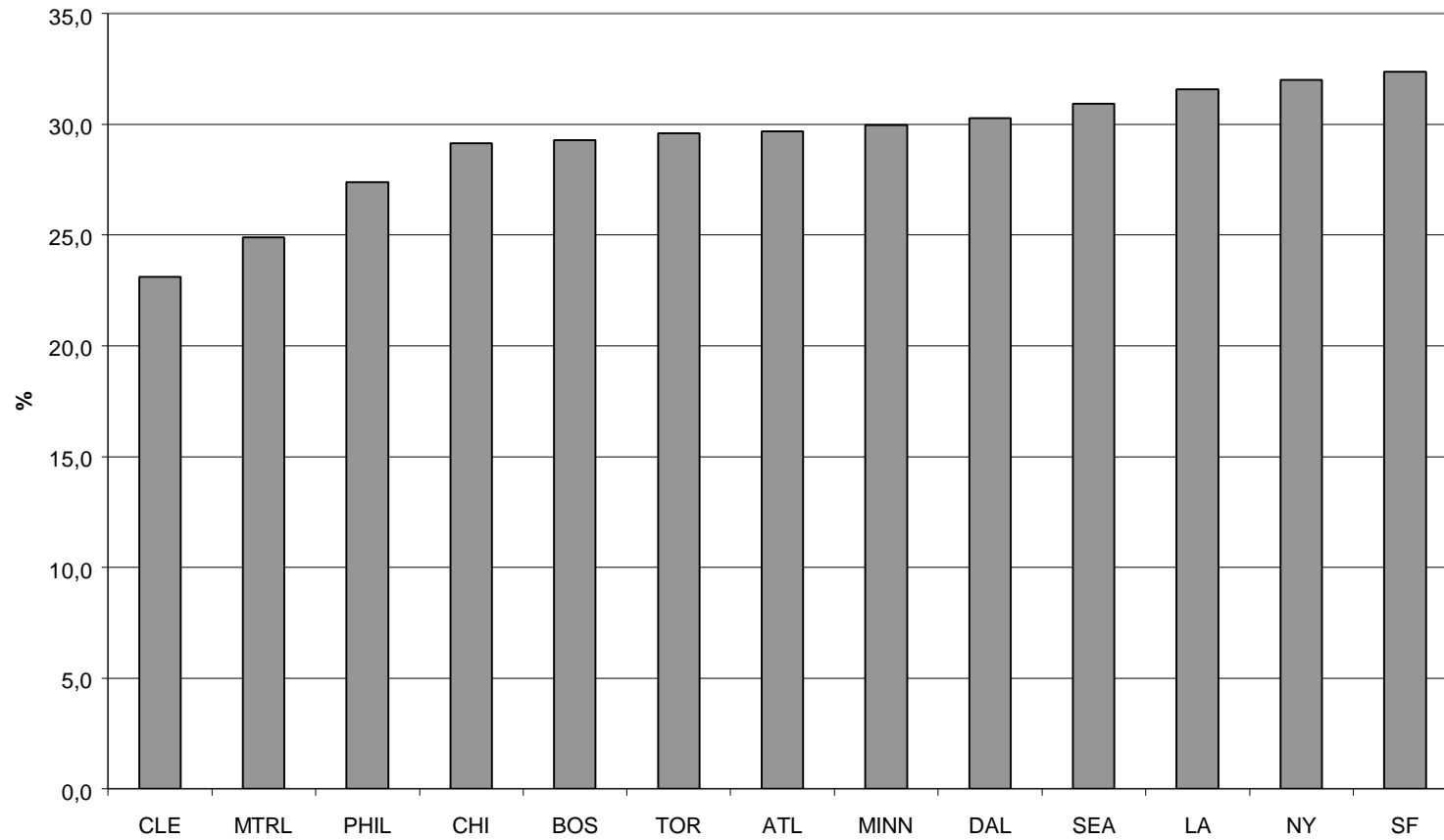


Figure 2. 33 – Part de l'emploi dans les 4 fonctions métropolitaines, 13 métropoles nord-américaines, 1995/96



**Faits saillants : croissance des grandes fonctions métropolitaines (tableaux 2.11 et 2.12; figures 2.34 à 2.38)**

- Au chapitre des taux de croissance annuels moyens, la performance de Montréal est nettement plus positive. Pour toutes les fonctions confondues, avec un taux de 2,3 %, Montréal se retrouve, à égalité avec Seattle, au quatrième rang parmi les treize métropoles. Montréal (3,5 %) occupe la deuxième place du côté des activités de haute technologie, derrière Atlanta (4,3 %). Notons que dans le sous-ensemble des activités manufacturières de haute technologie, Montréal occupe le premier rang; son taux de croissance annuel moyen (0,7 %) est le seul taux positif observé parmi les treize métropoles. Le positionnement de Montréal est aussi respectable quant aux activités de média, édition & spectacles (4,0 % pour la troisième place) et de distribution & marketing (2,4 % pour la cinquième place). Son positionnement le plus faible concerne les fonctions de commande (0,9 % pour la huitième place).

**Résumons.** Le positionnement de Montréal par rapport aux autres métropoles est beaucoup plus favorable quand on applique le critère du taux de croissance annuel moyen que lorsqu'on examine le pourcentage de l'emploi total dans une fonction donnée. De façon générale, Montréal se situe parmi les cinq premières métropoles sur treize. Elle est particulièrement bien positionnée en haute technologie (deuxième rang) et plus spécifiquement dans les activités manufacturières de haute technologie (premier rang).

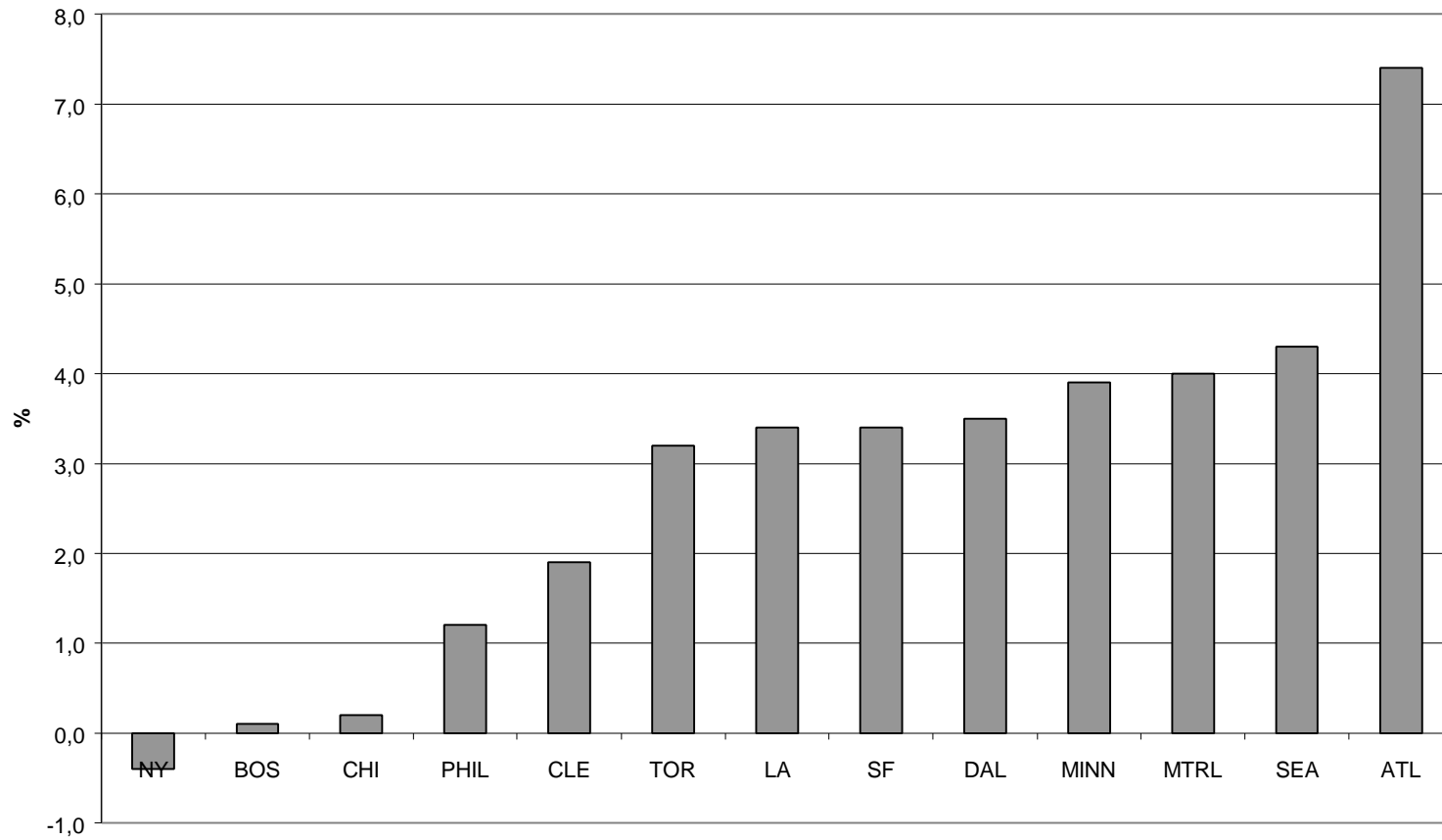
**Tableau 2. 11 – Taux de croissance annuels moyens, fonctions métropolitaines, Montréal et Toronto (1981-96) comparée à 11 régions métropolitaines américaines (1988-95), (%)**

<b>Secteur</b>	<b>Mtrl</b>	<b>Tor</b>	<b>NY</b>	<b>LA</b>	<b>Chi</b>	<b>SF</b>	<b>Phil</b>	<b>Bos</b>	<b>Dall</b>	<b>Atl</b>	<b>Sea</b>	<b>Cle</b>	<b>Minn</b>
Média, édition & spectacles	4,0	3,2	-0,4	3,4	0,2	3,4	1,2	0,1	3,5	7,4	4,3	1,9	3,9
Distribution & marketing	2,4	2,3	-0,4	1,3	2,1	1,3	0,1	-0,7	3,2	3,4	3,9	1,7	2,9
Fonctions de commande	0,9	2,9	-0,7	-0,4	2,0	0,2	2,4	0,3	0,5	3,0	1,7	2,8	2,5
Haute technologie	3,5	2,4	-2,2	-4,5	1,8	0,3	-0,1	-1,2	-1,7	4,3	0,9	-1,2	1,5
TOTAL: 4 regroupements	2,3	2,7	-0,8	-0,4	1,7	0,9	1,0	-0,4	1,0	3,8	2,3	1,6	2,6
Sous-total: haute tech. (manuf.)	0,7	-1,1	-4,9	-6,5	-1,5	-3,4	-4,2	-4,3	-4,4	-0,8	-1,1	-4,2	-2,0

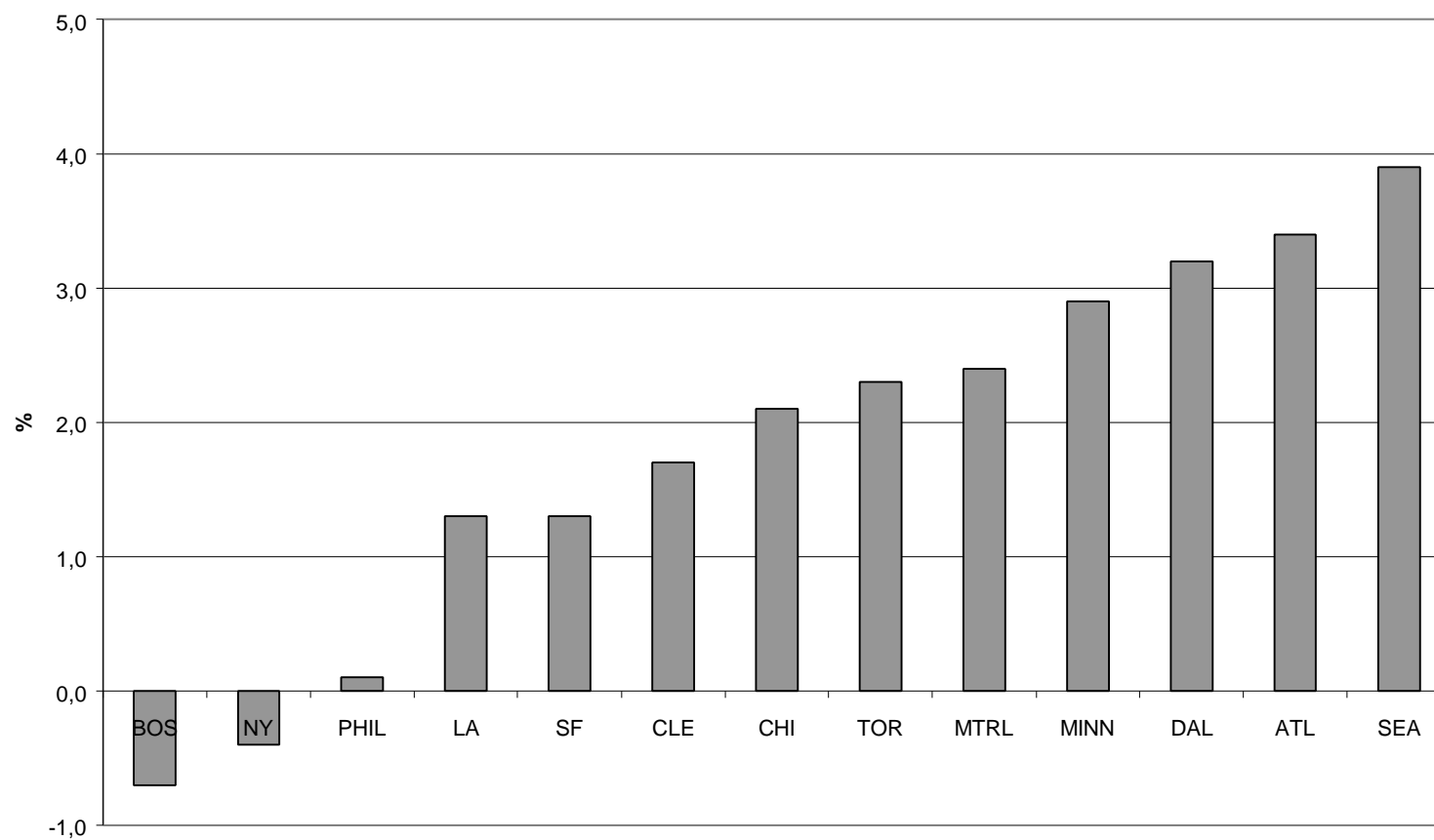
**Tableau 2. 12 – Changements annuels moyens de l'emploi dans les fonctions métropolitaines américaines (1988-95)**

<b>Secteur</b>	<b>Mtrl</b>	<b>Tor</b>	<b>NY</b>	<b>LA</b>	<b>Chi</b>	<b>SF</b>	<b>Phil</b>	<b>Bos</b>	<b>Dall</b>	<b>Atl</b>	<b>Sea</b>	<b>Cle</b>	<b>Minn</b>
Média, édition & spectacles	1633	2097	-1314	10068	289	2814	980	120	1956	2958	1557	662	2105
Distribution & marketing	1857	2734	-3817	6651	7385	3107	232	-1559	5651	5425	3656	1767	3322
Fonctions de commande	853	4463	-7717	-2157	6667	594	5176	777	907	3569	1538	2226	2693
Haute technologie	1943	1889	-9557	-21793	2862	911	-69	-3059	-2775	2945	1127	-529	1058
TOTAL: 4 regroupements	6287	11183	-22406	-7231	17202	7426	6319	-3721	5738	14898	7879	4126	9178
Sous-total: haute tech. (manuf.)	279	-540	-11844	-23610	-1285	-5957	-2915	-6802	-5208	-258	-1010	-1100	-955

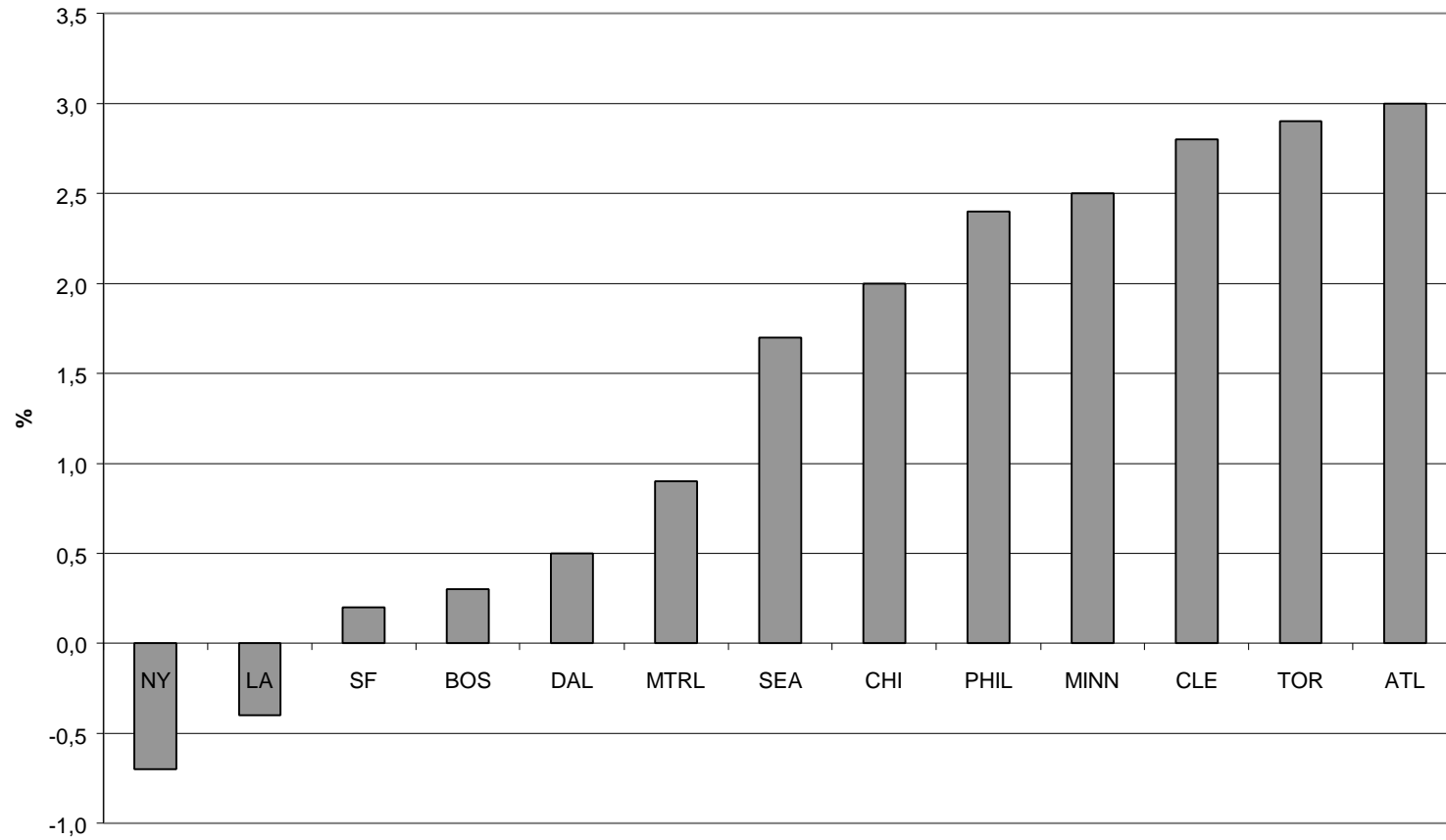
**Figure 2. 34 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : média, édition & spectacles**



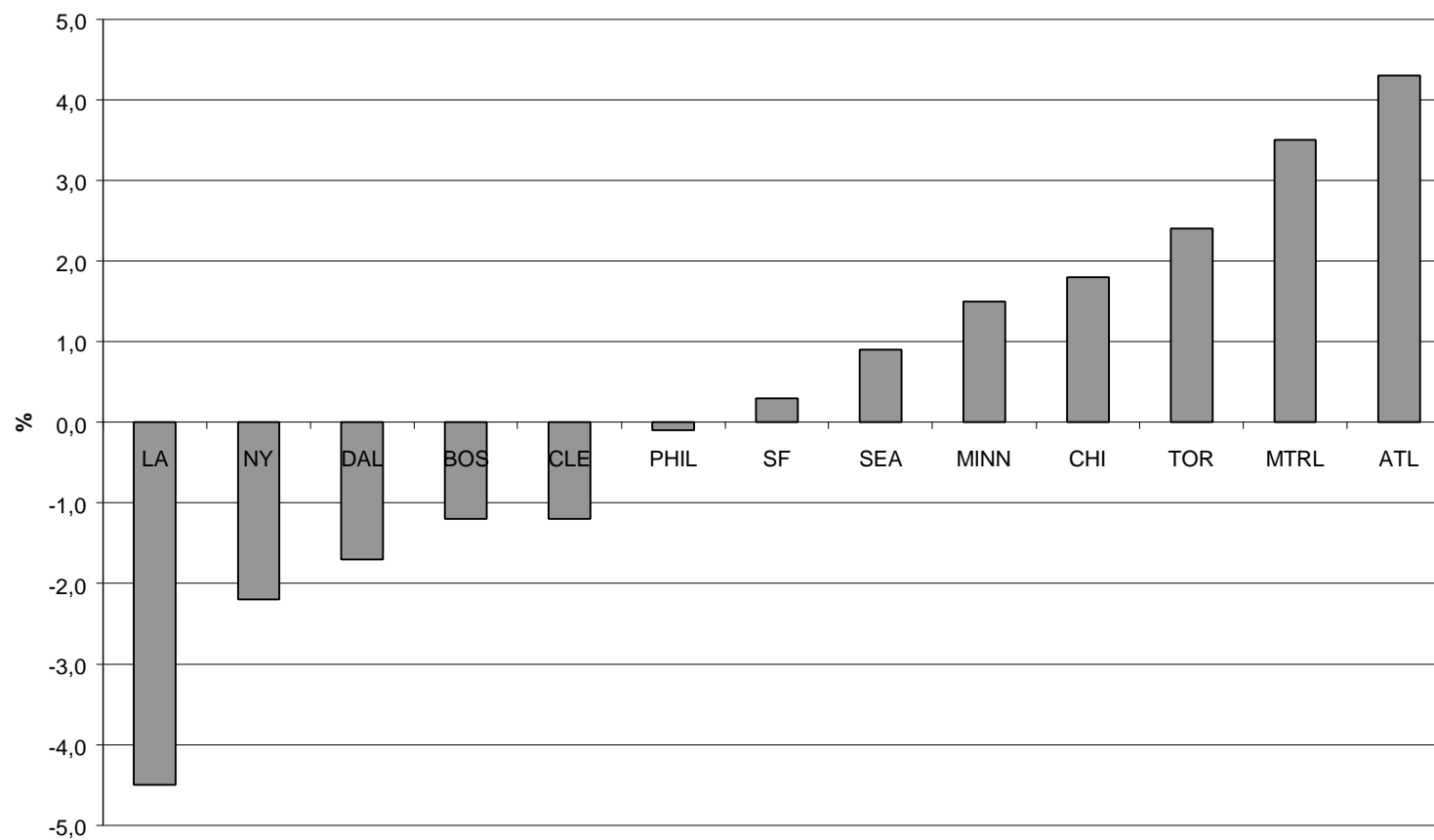
**Figure 2. 35 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : distribution & marketing**



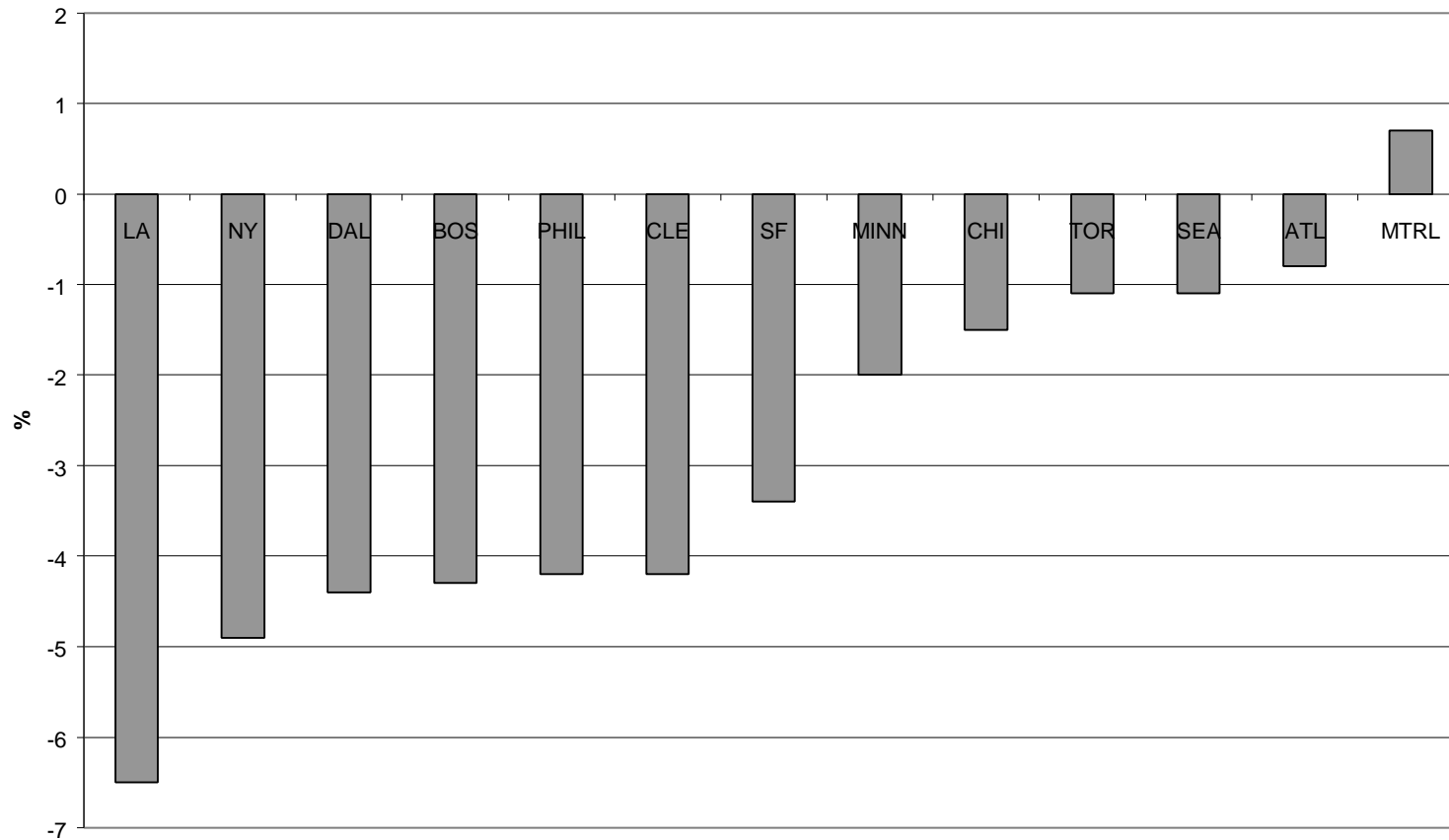
**Figure 2. 36 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : fonction de commande**



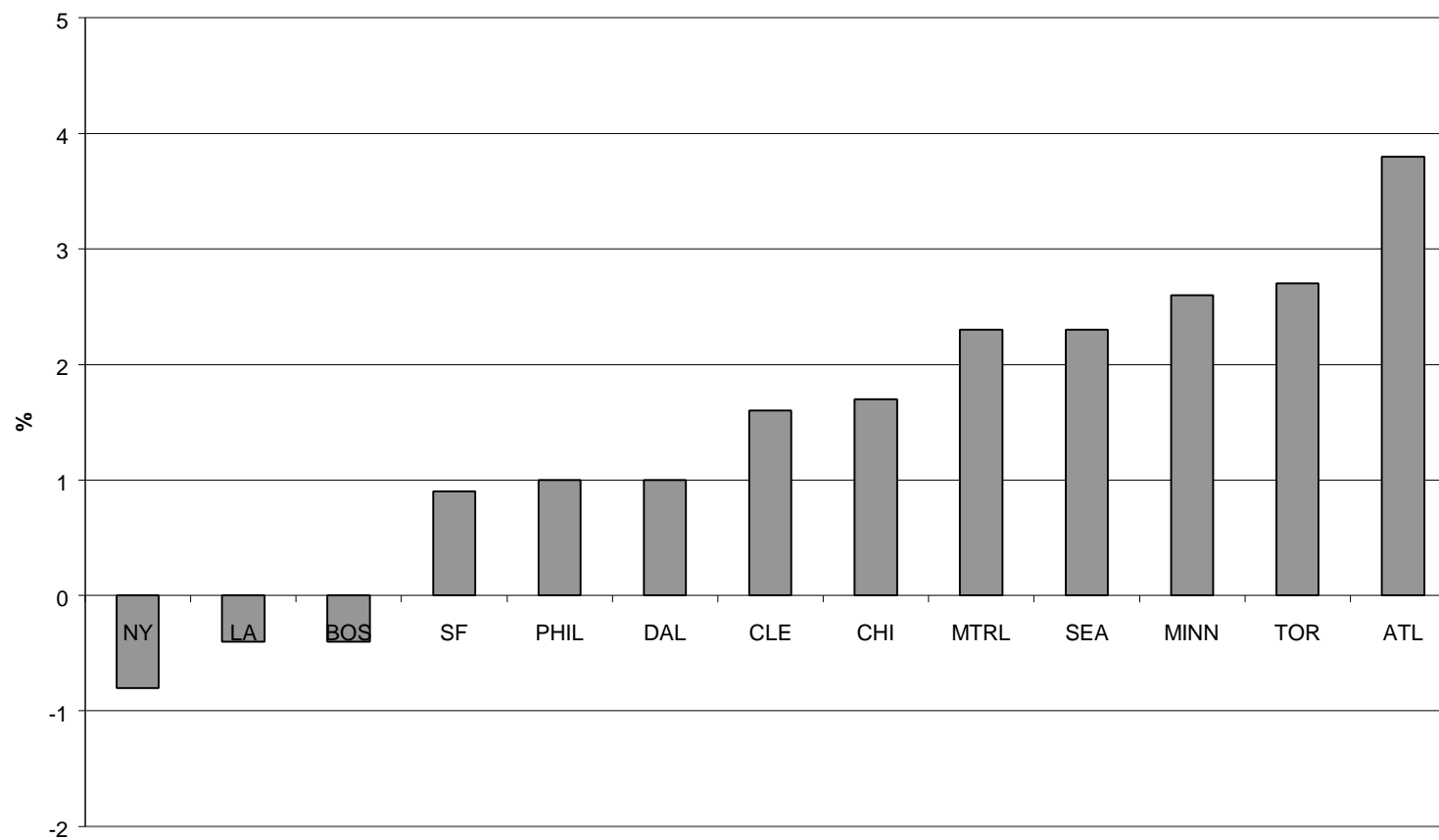
**Figure 2. 37 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : haute technologie (manufacturière et tertiaire)**



**Figure 2.37A – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : haute technologie manufacturière**



**Figure 2. 38 – Taux de croissance annuel moyen, 13 métropoles nord-américaines, 1981-96 (Can) et 1988-95 (É-U) : total des 4 fonctions métropolitaines**



## CONCLUSION

La transformation structurelle et la tertiarisation qu'a connues Montréal pendant la période 1971-1996 sont tout à fait semblables aux évolutions observées dans les autres grandes métropoles canadiennes. Néanmoins, Montréal connaît toujours en 1996 le plus haut pourcentage (17,2 %) d'emploi dans le secteur manufacturier. En termes de profil sectoriel, Montréal forme en général une métropole très «moyenne» dans le contexte canadien. Toutefois, dans un contexte nord-américain plus large regroupant onze métropoles américaines, Montréal connaît assez souvent un positionnement extrême. D'une part, elle se classe près de la tête de liste au chapitre de l'éducation, des services à la consommation, et des transports, communications & utilités publiques. D'autre part, sur treize métropoles, Montréal occupe la onzième position quant au commerce de gros et l'hébergement & restauration; elle se situe au dernier rang en regard des deux principaux éléments du tertiaire moteur : les services de finance, d'assurances & affaires immobilières et les services aux entreprises. Une analyse des taux de croissance annuels moyens par secteur indique que, tant dans le contexte canadien que dans le contexte américain, la performance de Montréal est aussi généralement «moyenne».

Du côté du pourcentage de l'emploi dans les quatre fonctions qui caractérisent les grandes régions métropolitaines (média, édition & spectacles; distribution & marketing; fonctions de commande; haute technologie), Montréal a glissé du deuxième au quatrième rang au Canada entre 1971 et 1996. Dans le contexte des treize métropoles nord-américaines, le positionnement de Montréal est plutôt faible : douzième place sur treize pour toutes les fonctions confondues, et dernière place au chapitre des fonctions de commande et de distribution & marketing. Même si une analyse des taux de croissance présente Montréal sous une meilleure lumière, il est clair qu'elle est loin d'être l'une des métropoles les plus dynamiques en Amérique du Nord.

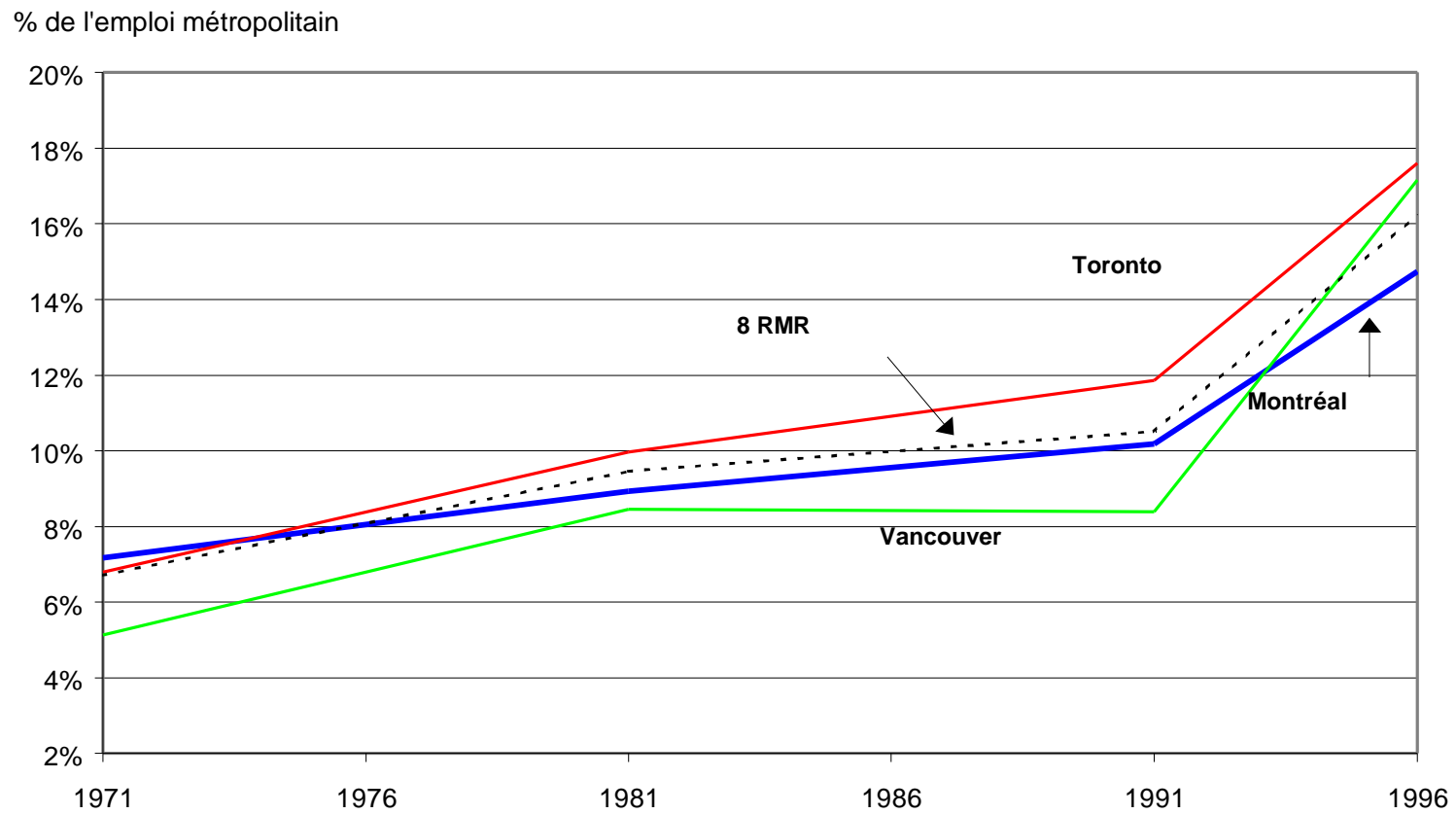
## CHAPITRE 3 - MONTRÉAL, CENTRE DE COMMANDE OU DE CRÉATION ?

Dans les figures qui suivent (figures 3.1 à 3.16), nous regardons à l'intérieur des fonctions métropolitaines examinées dans le chapitre précédent, pour voir quelle est la place qu'y occupent deux classes de professions : 1) *les cadres et le personnel administratif*, 2) *le personnel scientifique et les ingénieurs*. La première classe nous permettra de mieux raffiner le concept de contrôle ou de commande, au-delà des définitions purement sectorielles. La deuxième classe nous servira, en parallèle, d'indicateur pour évaluer le contenu en matière grise (scientifique) ou de création des fonctions analysées. À noter que cette deuxième classe professionnelle comprend les sciences sociales. Pour des raisons de disponibilité de données, l'analyse se limite aux huit agglomérations (RMR) principales du Canada.

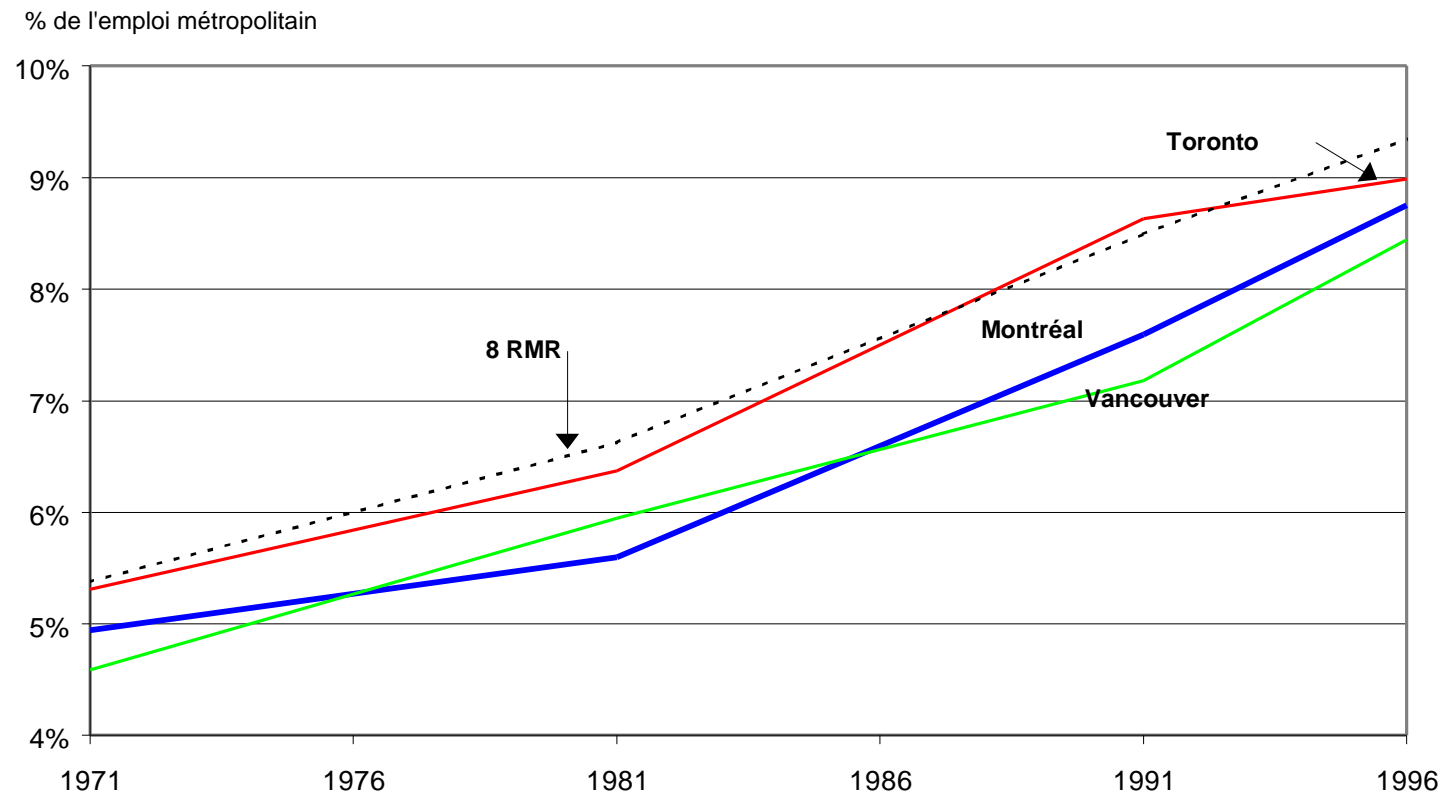
### Faits saillants (figures 3.1 à 3.16)

- Les deux classes professionnelles sont en plein essor dans tout le Canada métropolitain, indicateurs frappants, s'il en faut, du virage vers l'économie de l'information et du savoir (figures 3.1 et 3.2). En gros, Montréal suit la tendance générale. Cependant, l'évolution relative est plus favorable pour les scientifiques que pour les cadres. Pour les cadres, Montréal passe de la première position en 1971 (poids dans l'emploi total), au-dessus de la moyenne des 8 RMR, à la cinquième position en 1996, derrière Vancouver et Toronto, en deçà de la moyenne des 8 RMR (figures 3.1 et 3.3), indice supplémentaire du déclin de Montréal comme centre de contrôle et de commande, comparé aux autres métropoles du pays. Pour les scientifiques, la courbe de Montréal reste largement fidèle à la tendance canadienne (figure 3.2).

**Figure 3.1 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi total). Évolution 1971-1996 :  
Trois métropoles canadiennes**



**Figure 3. 2 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi total). Évolution 1971-1996 :  
Trois métropoles canadiennes**

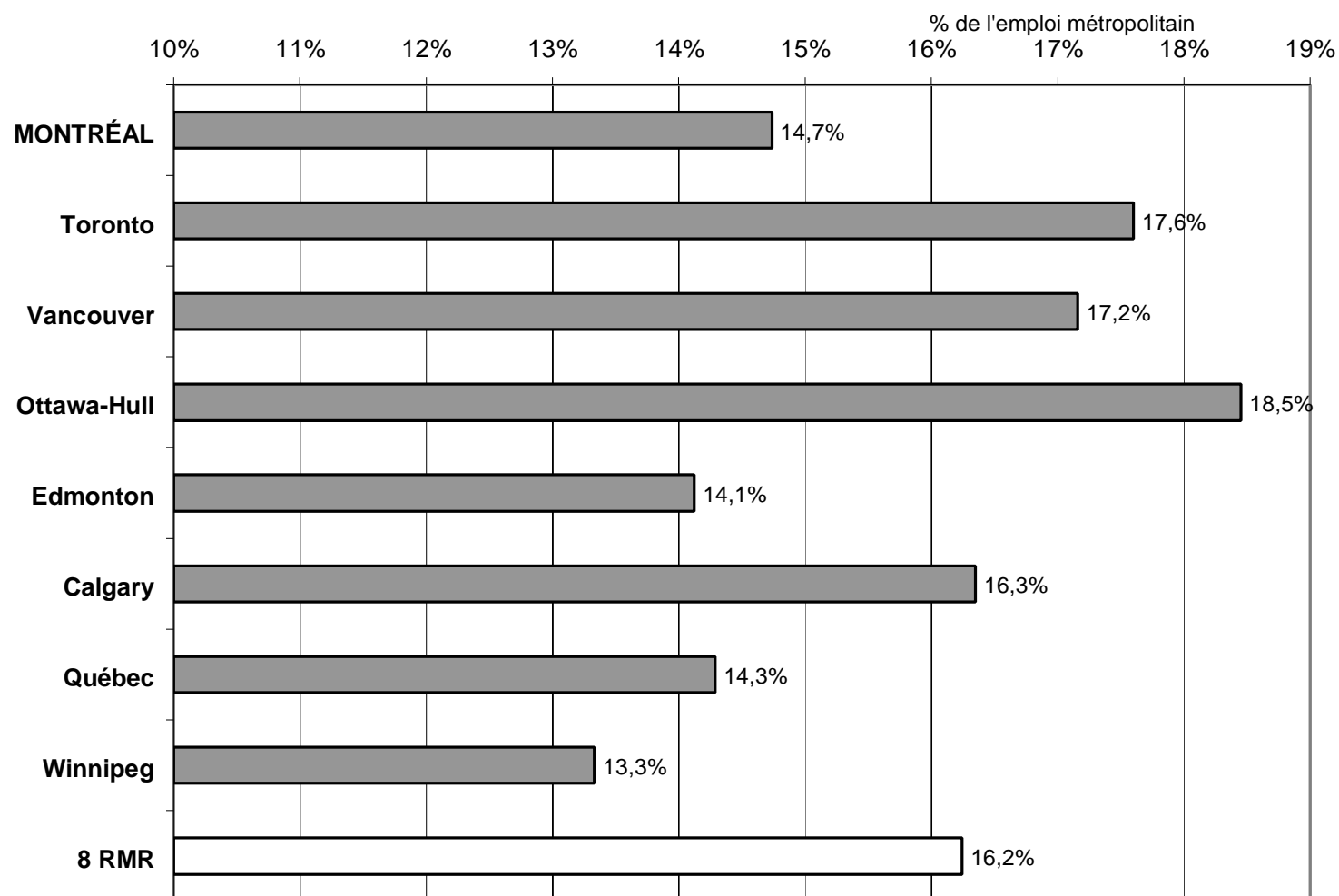


- Le poids relatif des deux classes professionnelles dans l'emploi total à Montréal reste en deçà de la moyenne des 8 RMR canadiennes en 1996 (figures 3.3 et 3.4). Pour les cadres, ce sont surtout Ottawa-Hull et Toronto qui ressortent, tandis que pour les scientifiques c'est à nouveau Ottawa-Hull qui ressort, ce qui laisse deviner une certaine interférence due à l'effet des fonctions de capitale politique.
- En se limitant au secteur privé, Toronto reprend la tête du peloton pour les cadres (poids dans l'emploi privé total en 1996), suivie de près par Vancouver et Calgary (figure 3.5). Montréal se trouve toujours en deçà de la moyenne des 8 RMR. De plus, le taux de croissance relative y est plus faible qu'à Toronto. C'est surtout le taux de croissance relative d'Ottawa-Hull qui frappe, ce qui laisse entendre que cette agglomération est peut-être en train de se tailler une place comme futur centre de contrôle et de commande. Rappelons que nous parlons du secteur privé.
- En restant dans le secteur privé, Montréal se trouve juste en deçà de la moyenne des 8 RMR pour le poids des scientifiques dans l'emploi total en 1996, après Calgary, Ottawa-Hull et Toronto (figure 3.6). Ce n'est pas une mauvaise performance, mais il serait abusif de dire que Montréal se distingue des autres comme lieu de concentration du personnel scientifique. Cependant, à la différence des cadres (figure précédente), le taux de croissance (relative) du personnel scientifique est au-dessus de la moyenne des 8 RMR, supérieur au taux de Toronto et de Vancouver, ce qui laisse entendre une spécialisation croissante dans des fonctions à contenu scientifique. Mais là encore, c'est le taux de croissance d'Ottawa-Hull (déjà aux deuxième rang pour le poids des scientifiques dans l'emploi privé total) qui ressort.

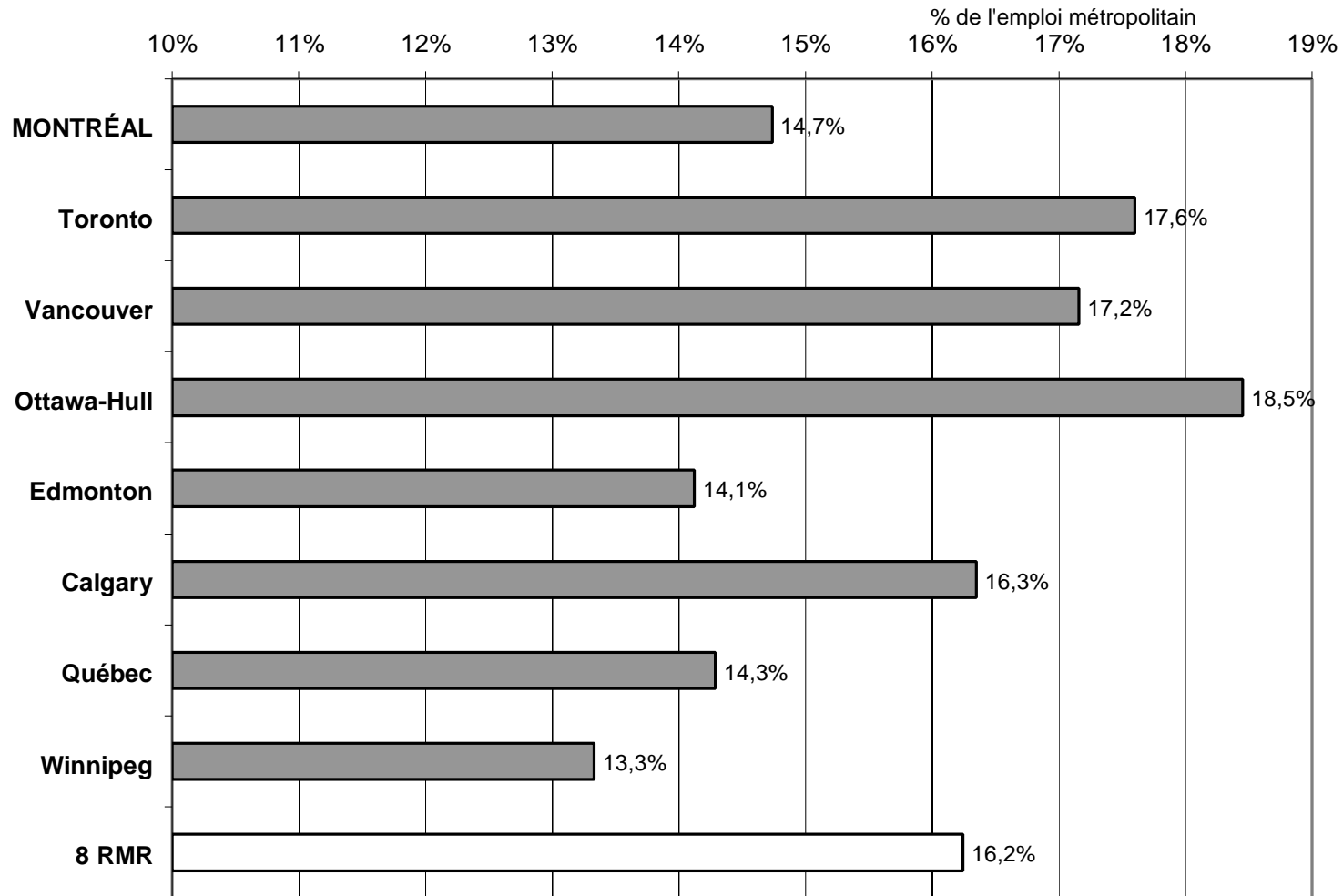
---

\* Québec affiche également un taux de croissance élevé, mais à partir d'une base plus faible.

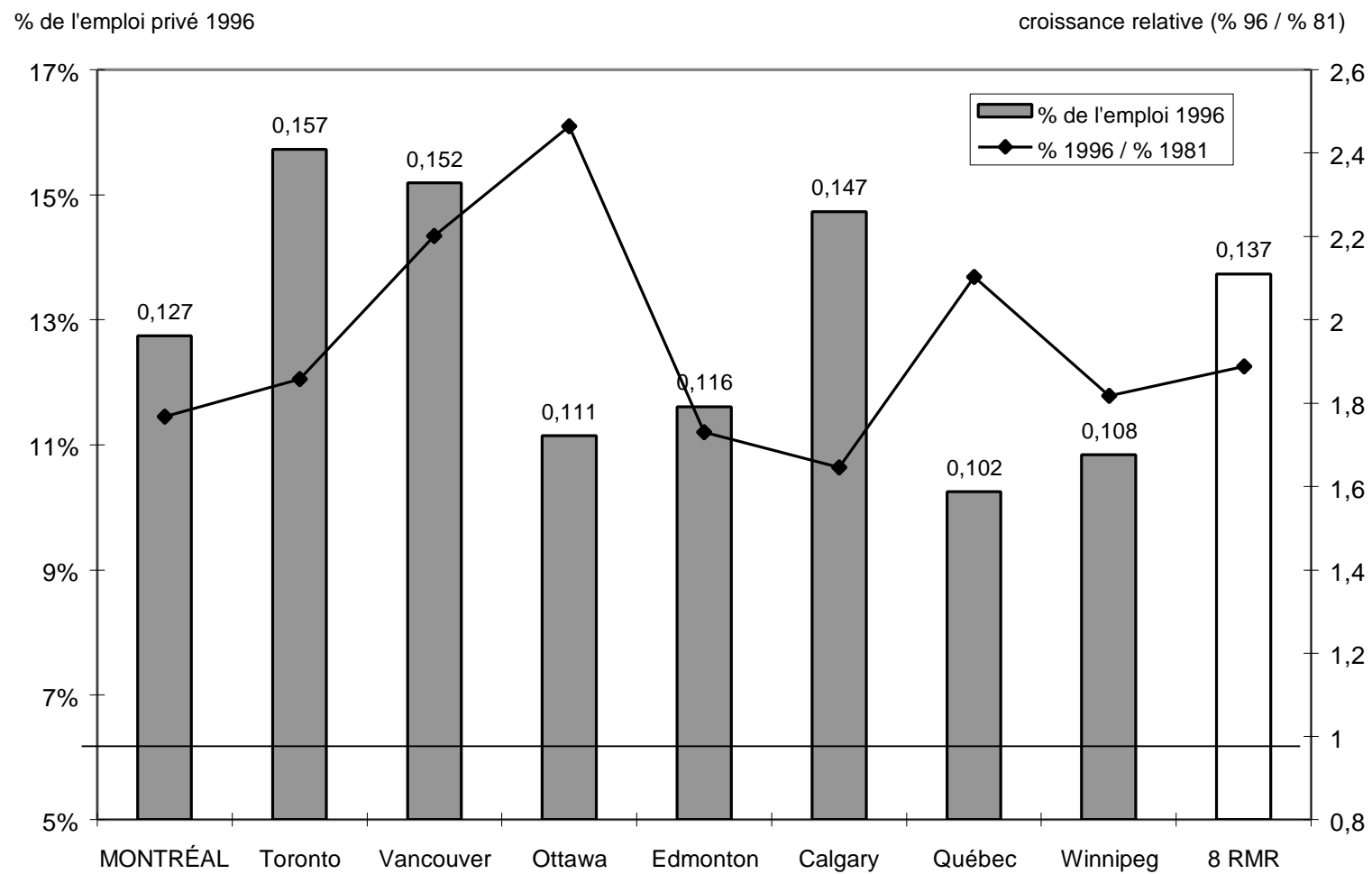
Figure 3.3 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi total 1996) : 8 RMR canadiennes



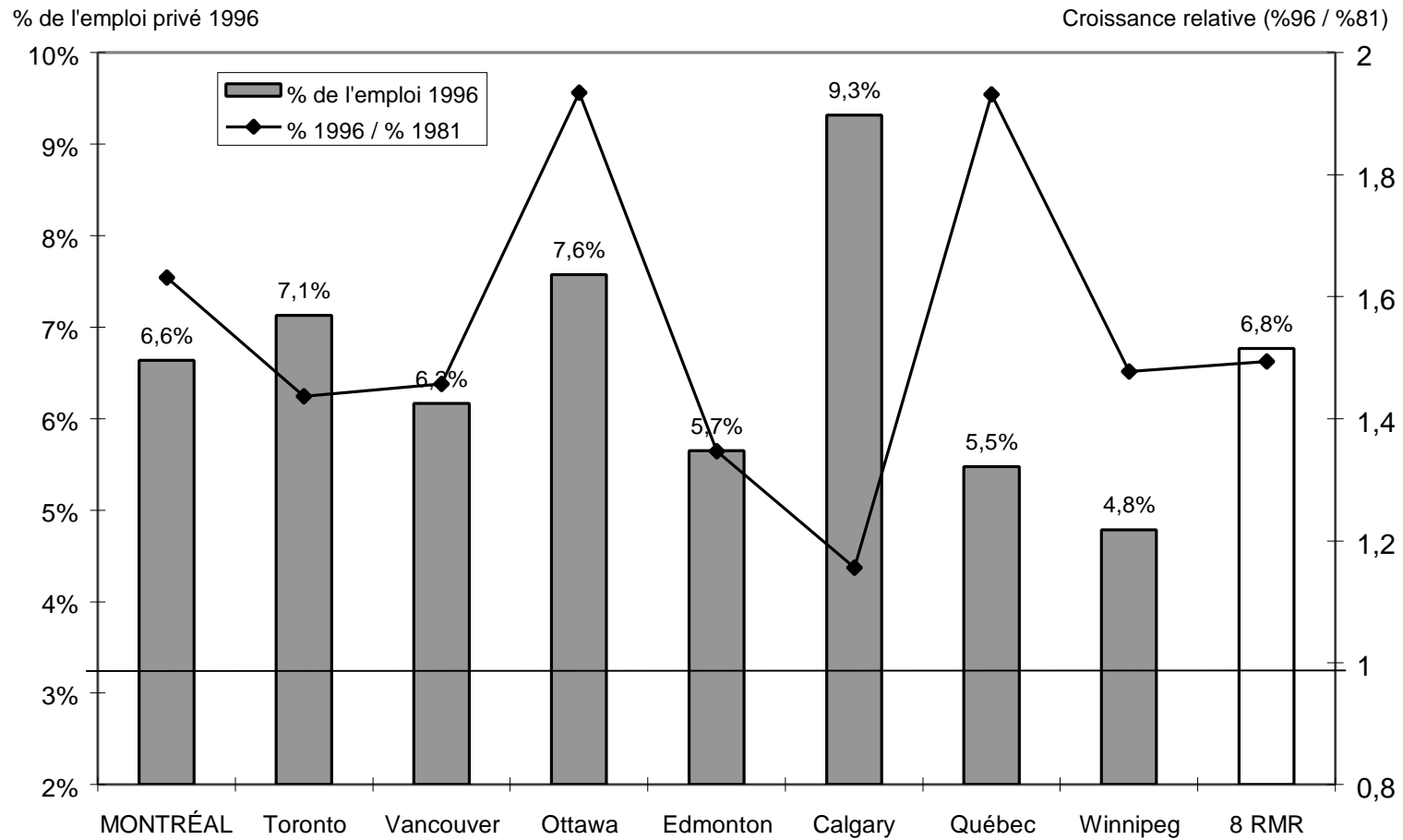
**Figure 3. 4 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l’emploi total 1996) : 8 RMR canadiennes**



**Figure 3.5 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi *privé* 1996)  
et croissance relative 1981-1996 : 8 RMR canadiennes**



**Figure 3. 6 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi *privé* 1996) et croissance relative 1981-1996 : 8 RMR canadiennes**

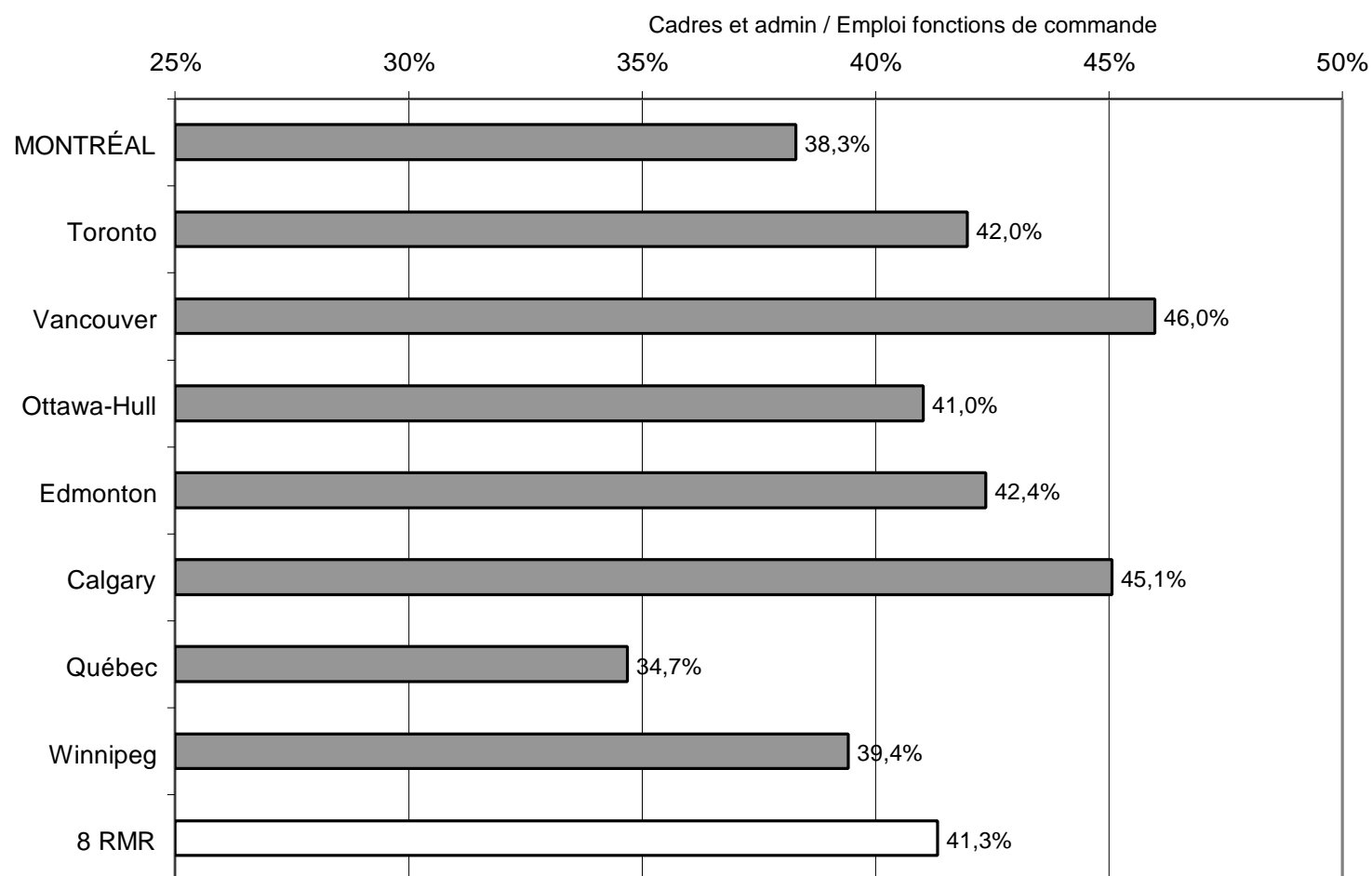


- Les figures 3.7 à 3.11 donnent le poids des cadres et personnel administratif dans chacune des grandes fonctions métropolitaines en 1996. Peu importe la fonction, le résultat pour Montréal est toujours en deçà de la moyenne des 8 RMR, ce qui confirme la faiblesse de Montréal comme lieu de commande et de contrôle. En mettant de côté la classe des fonctions de commande (figure 3.7), ce sont souvent Toronto et Ottawa qui occupent la première place (Média, Haute et technologie) ou encore Toronto et Vancouver (Marketing et distribution), ce qui laisse entendre une division des fonctions, du moins pour l'Est du pays, entre Montréal (centre de prestation et de production) et Toronto et Ottawa-Hull, davantage des centres administratifs et décisionnels.
- Les résultats confirment la place de Toronto au sommet de la hiérarchie canadienne de marketing et de distribution (figure 3.8), du moins pour les aspects administratifs et décisionnels. En ce sens, la tendance générale, observée dans d'autres pays, vers la concentration de ce secteur n'est pas forcément de bon augure pour Montréal. N'eût été de la frontière linguistique qui sépare les deux aires de marché, il est possible que la concentration à Toronto soit encore plus marquée.
- L'écart, au titre du pourcentage de cadres, entre Montréal et Toronto est surtout marqué pour les activités de haute technologie, notamment pour la haute technologie manufacturière (figure 3.11). Par contre, le poids des scientifiques dans ce secteur est plus fort à Montréal qu'à Toronto, ce qui renforce l'image de deux villes avec des vocations différentes (figure 3.16).
- Les figures 3.12 à 3.16 donnent le poids du personnel scientifique en 1996 dans chacune des grandes fonctions métropolitaines. Pour les deux premières fonctions (Commande, Distribution et marketing), Montréal affiche un poids en deçà de la moyenne des 8 RMR, et toujours nettement en dessous de Toronto. À l'intérieur de ces deux fonctions métropolitaines, les activités seraient, en règle générale, plus complexes et plus exigeantes à Toronto, avec un contenu "scientifique" plus élevé, indice supplémentaire du rôle de commande de la Ville-Reine.
- Le poids du personnel scientifique dans les deux premières fonctions (commande, distribution et marketing) est également élevé à Ottawa-Hull; ceci doit s'expliquer en partie par l'impact du gouvernement comme client pour certains services (gestion-conseil et publicité, notamment), mais pourra également refléter l'émergence d'Ottawa-Hull comme métropole. La réalité se situe probablement entre les deux. Le poids du personnel scientifique dans

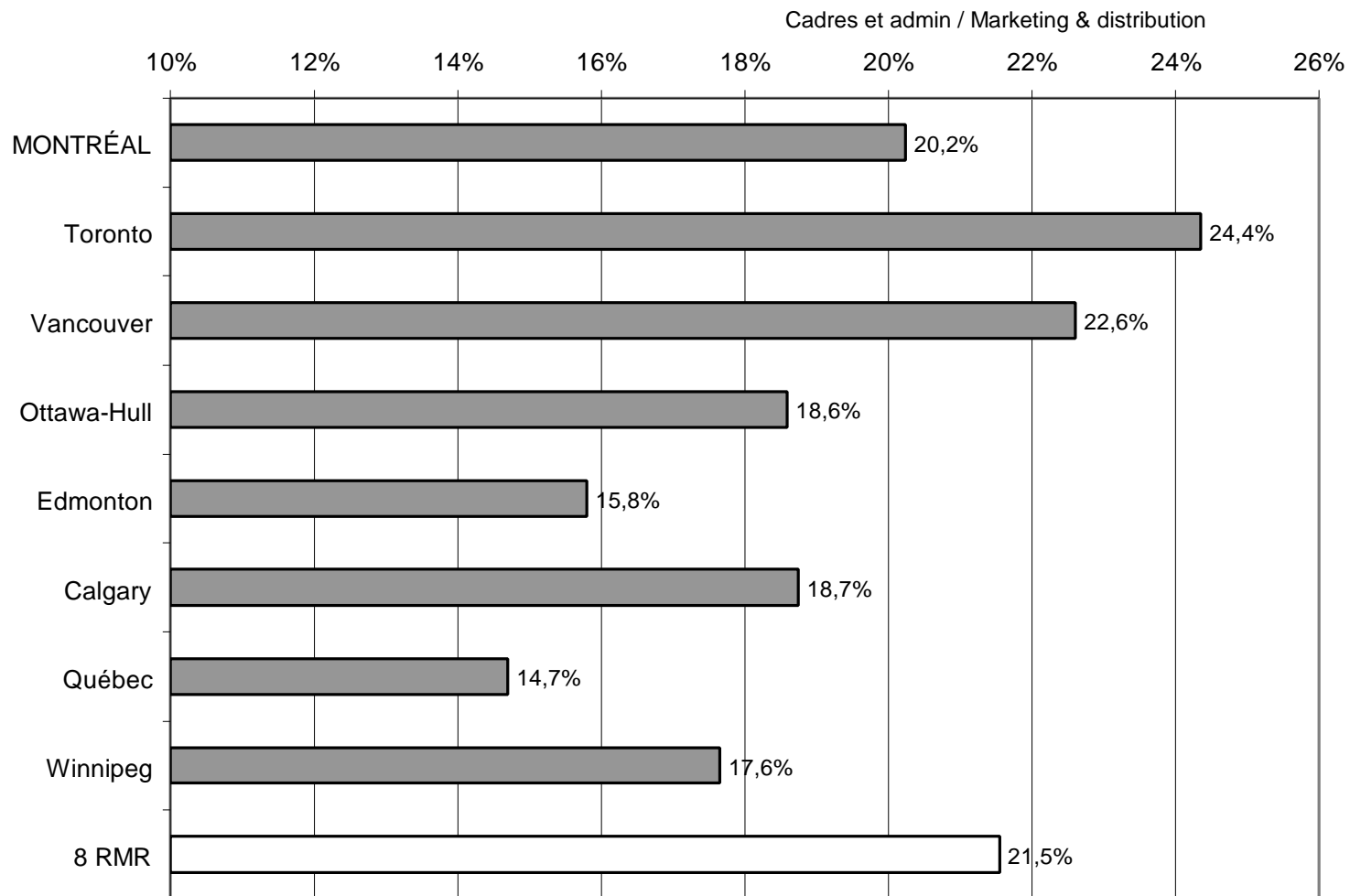
les fonctions de commande à Québec suggère que la présence d'un gouvernement y est effectivement pour quelque chose, du moins pour la première fonction.

- Montréal occupe la première place pour le poids du personnel scientifique dans la fonction média, édition et spectacles (figure 3.14), ce qui laisse entendre qu'il s'agit plus souvent, comparé aux autres métropoles, de fonctions complexes à fort contenu de matière grise.
- Pour ce qui est du poids du personnel scientifique dans la haute technologie, plus particulièrement la haute technologie manufacturière, le score de Montréal est proche de la moyenne des 8 RMR, mais supérieure à Toronto, nous l'avons dit. Cependant, ce qui frappe à la figure 3.16, c'est le poids élevé du personnel scientifique à Ottawa-Hull, nettement supérieur aux autres métropoles. C'est dans la région d'Ottawa-Hull que les activités de haute technologie manufacturière seraient, toutes proportions gardées, les plus denses en contenu scientifique, ce qui laisse entendre qu'il s'agit souvent d'activités de recherche. Rappelons que la haute technologie manufacturière à Ottawa-Hull est largement concentrée dans le secteur de l'équipement des télécommunications (tableau 2.7A).

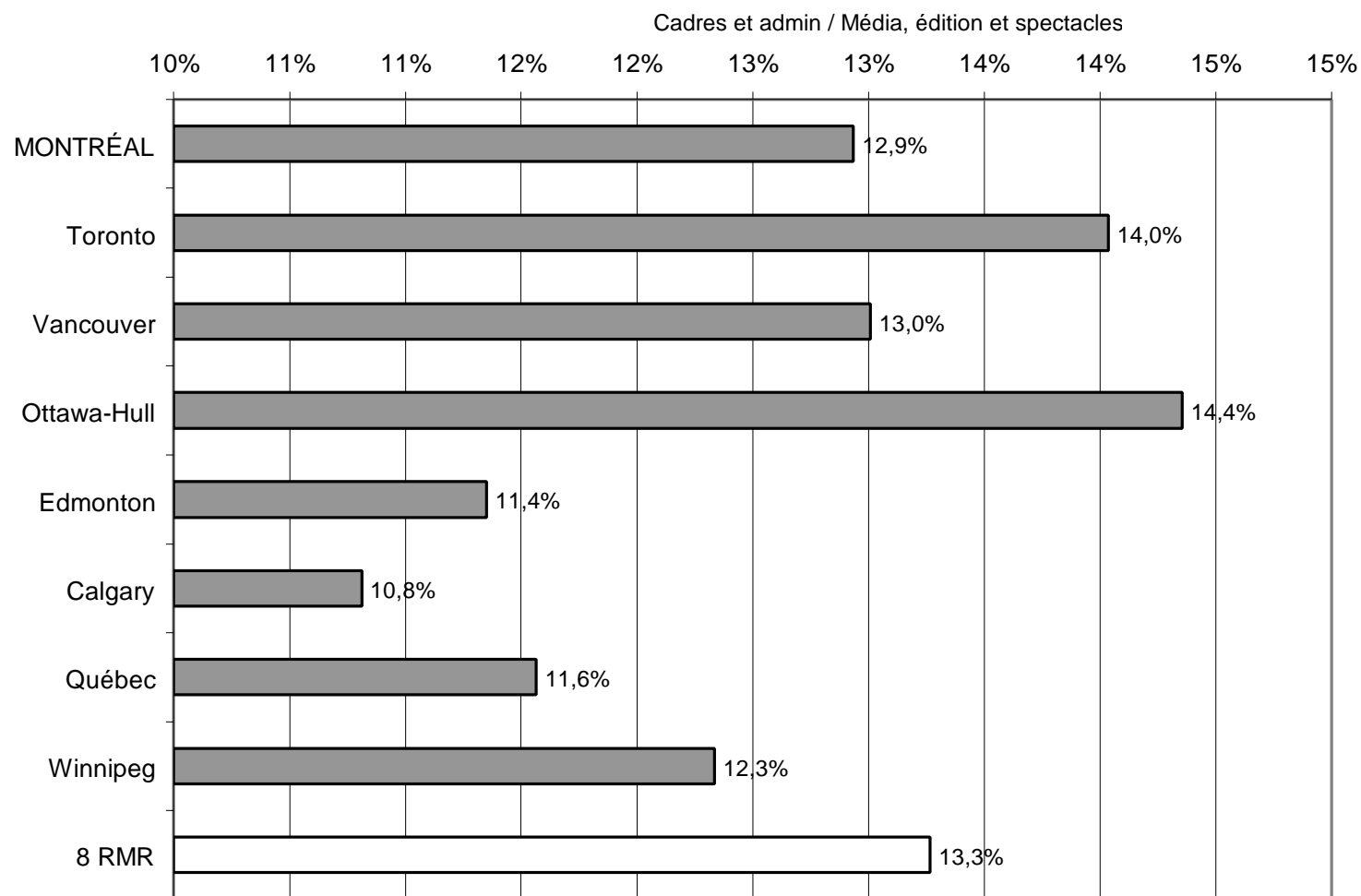
**Figure 3.7 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996).  
Fonctions de commande : 8 RMR canadiennes**



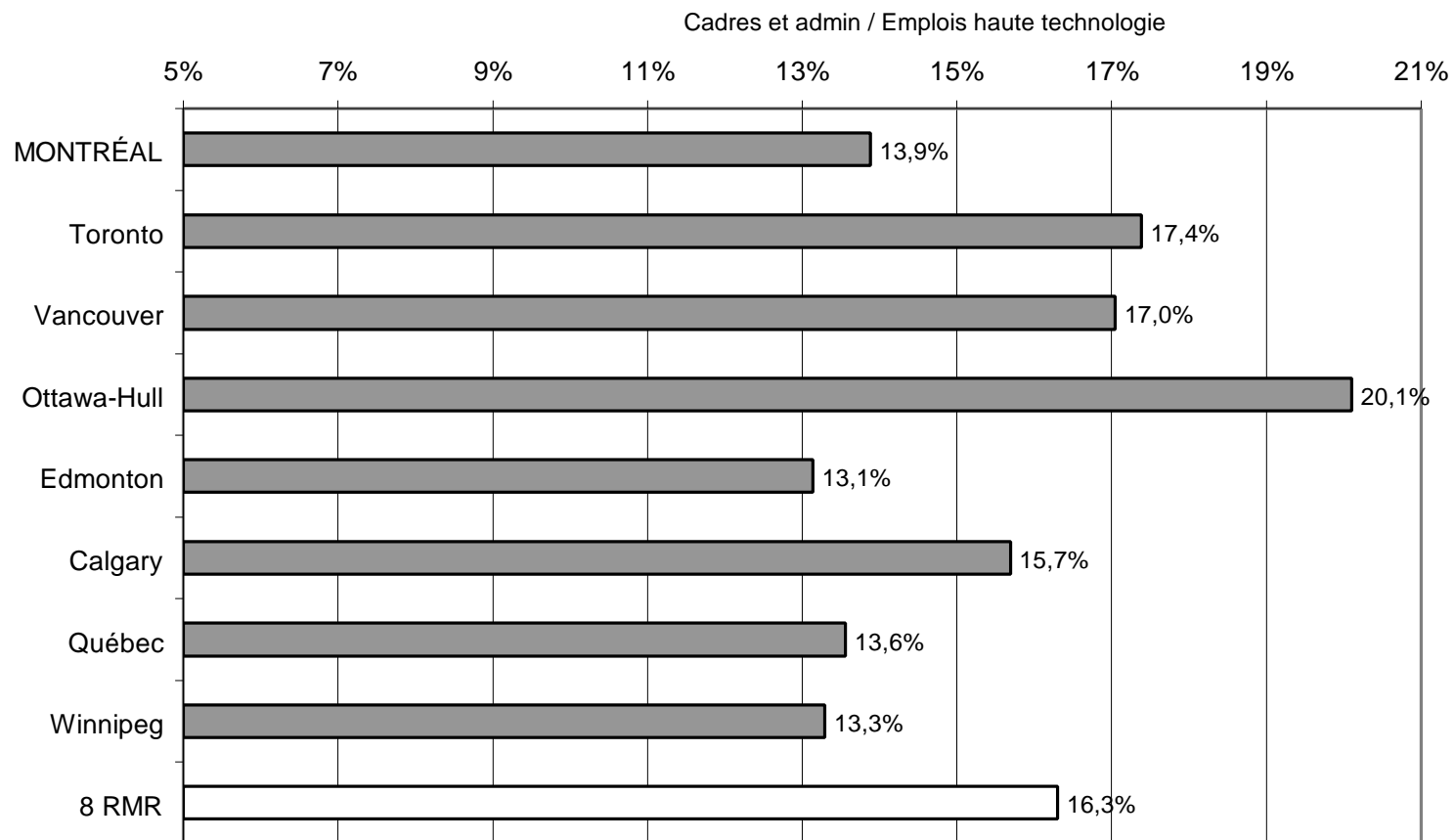
**Figure 3. 8 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996).  
Marketing et distribution : 8 RMR canadiennes**



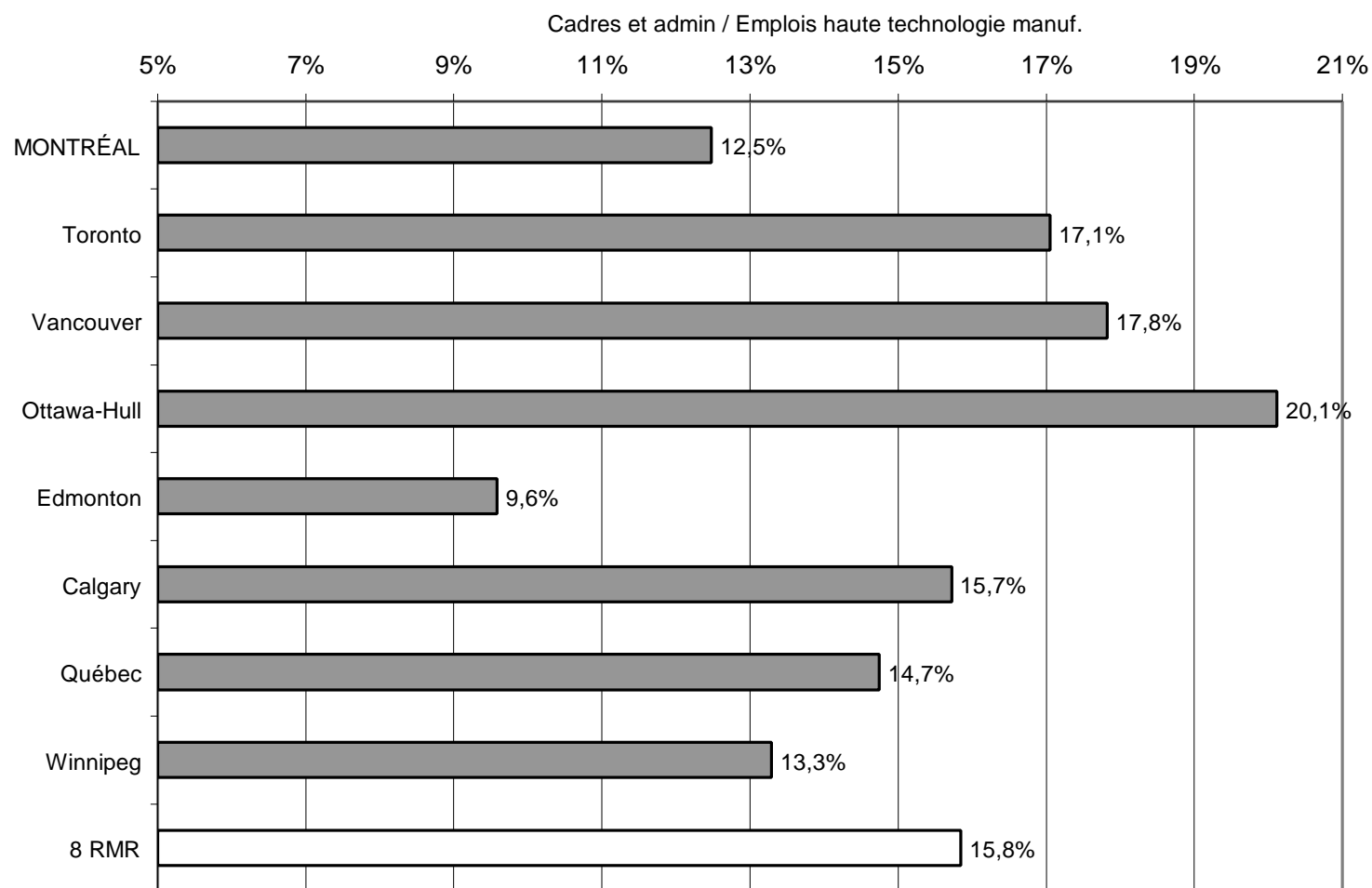
**Figure 3.9 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996).  
Média, édition spectacles : 8 RMR canadiennes**



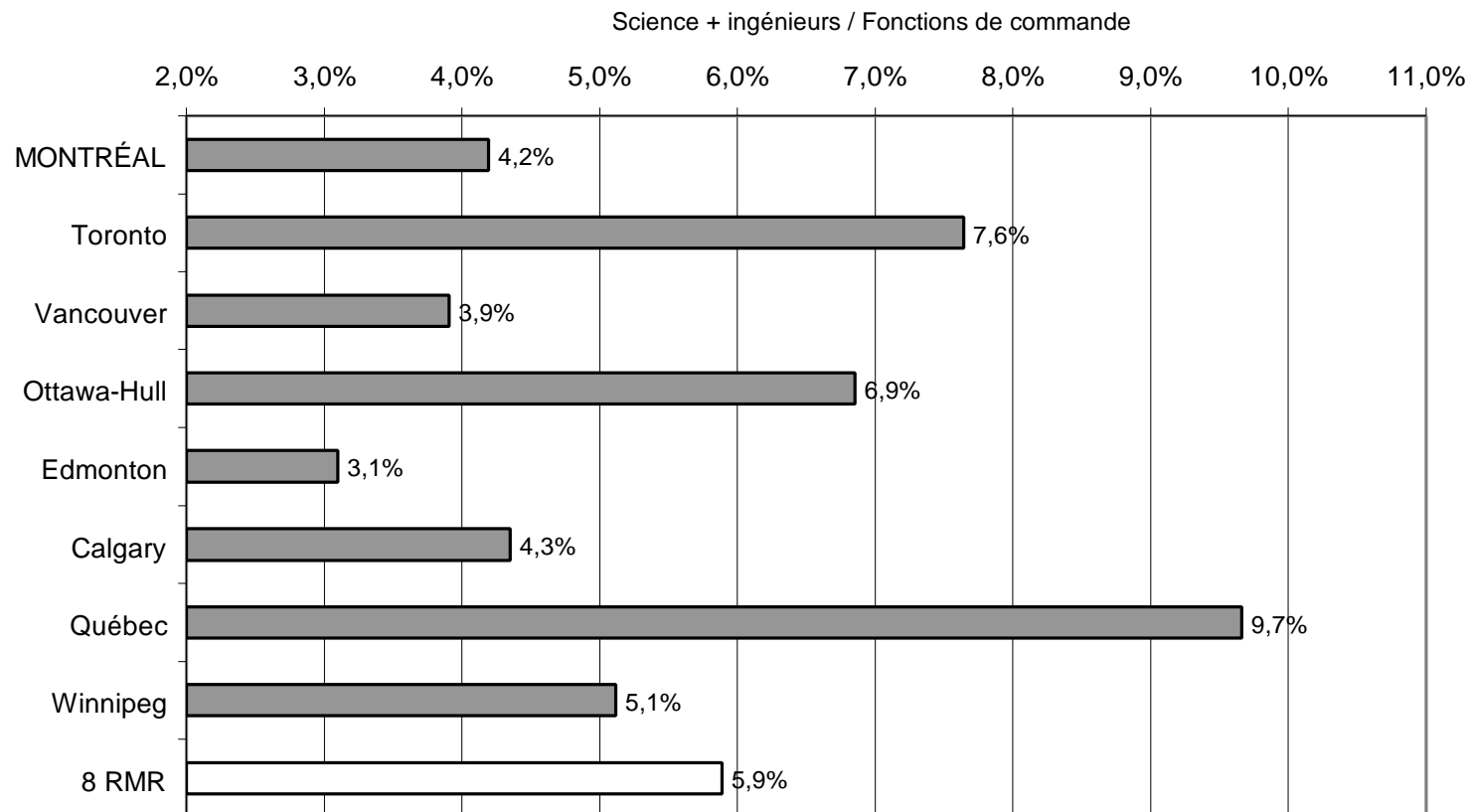
**Figure 3. 10 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996).  
Haute technologie (tertiaire + manufacturier) : 8 RMR canadiennes**



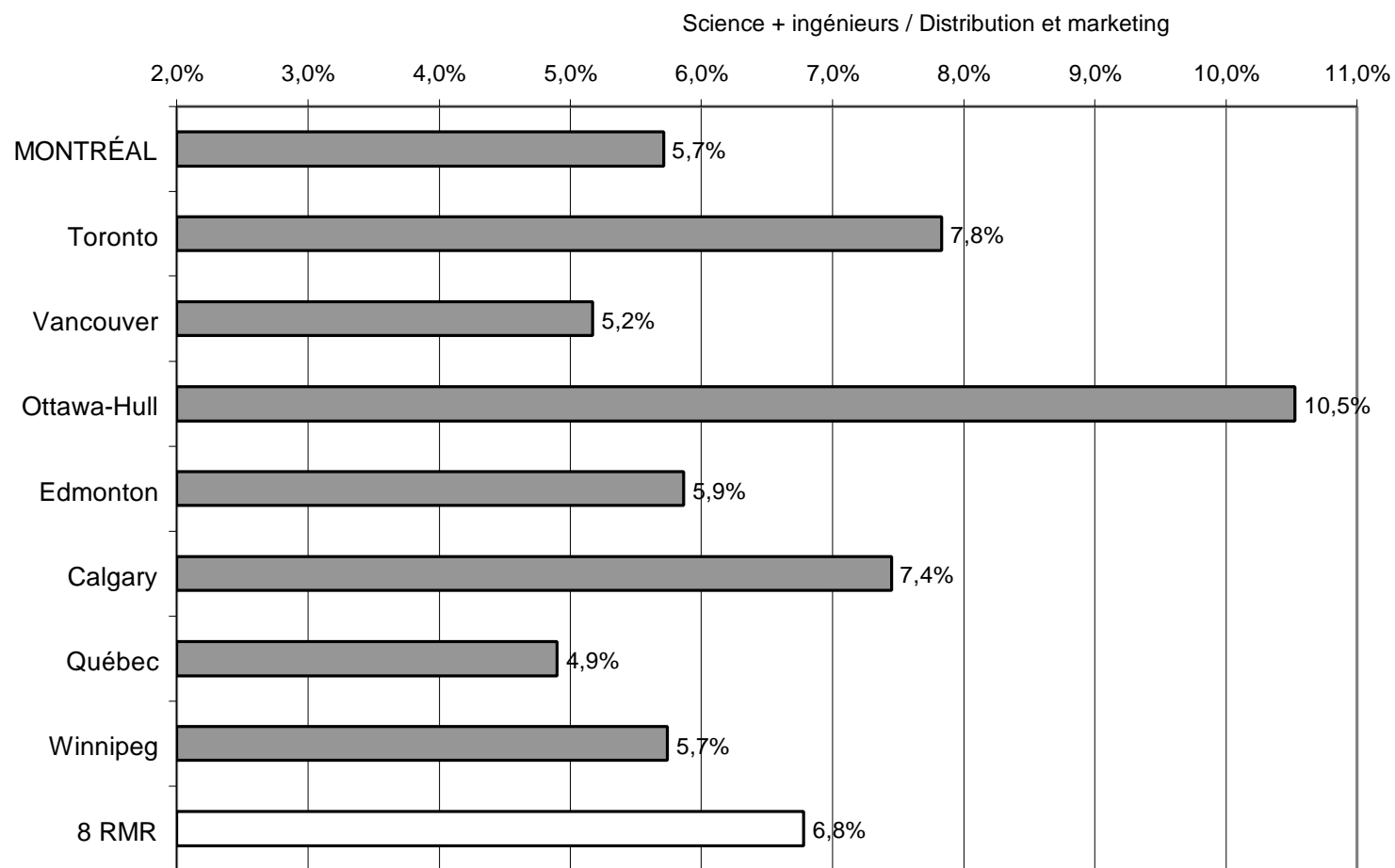
**Figure 3. 11 – Cadres et personnel administratif (% de l'emploi 1996).  
Haute technologie (secteur manufacturier) : 8 RMR canadiennes**



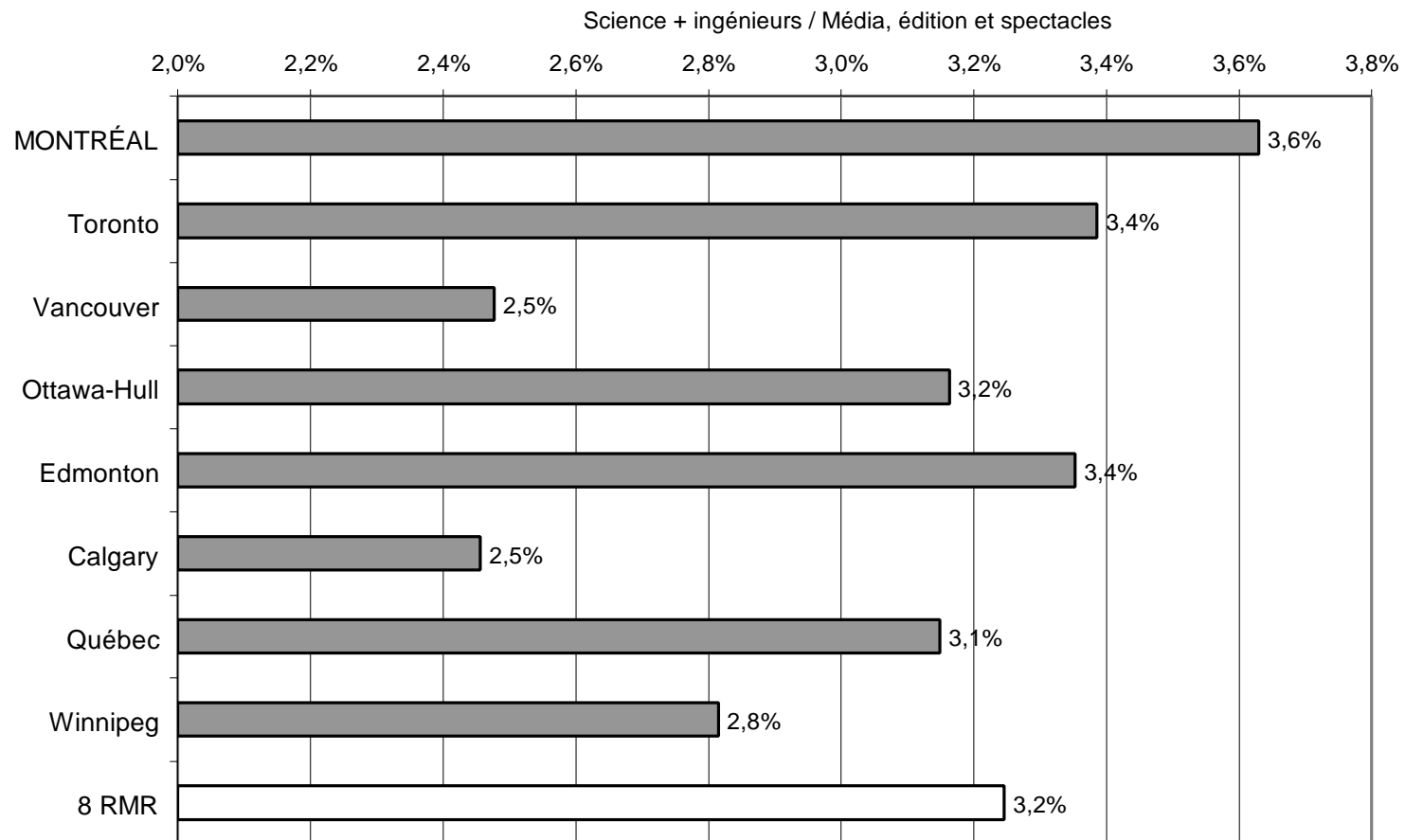
**Figure 3. 12 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996).**  
**Fonction de commande : 8 RMR canadiennes**



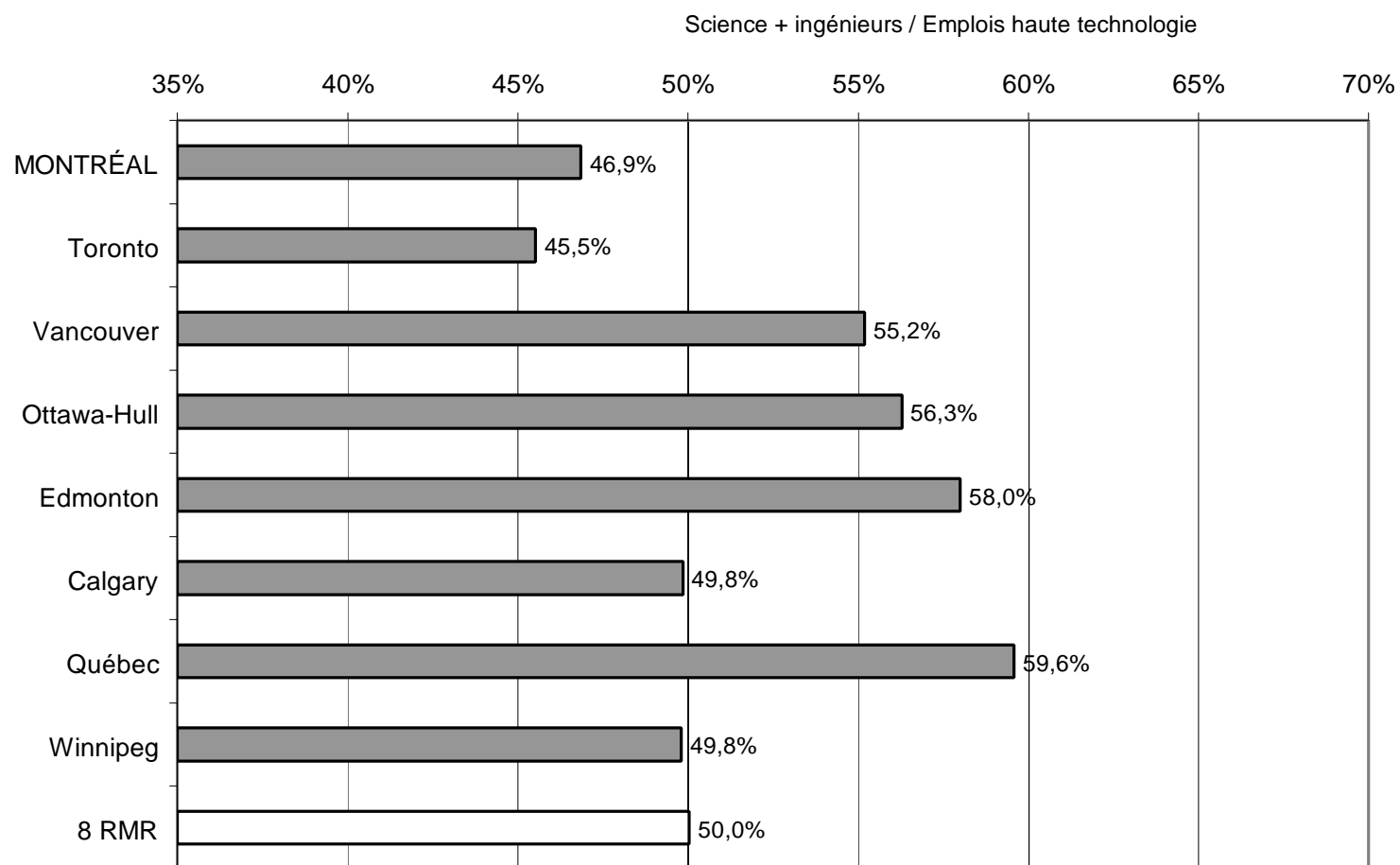
**Figure 3. 13 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996).  
Distribution et marketing : 8 RMR canadiennes**



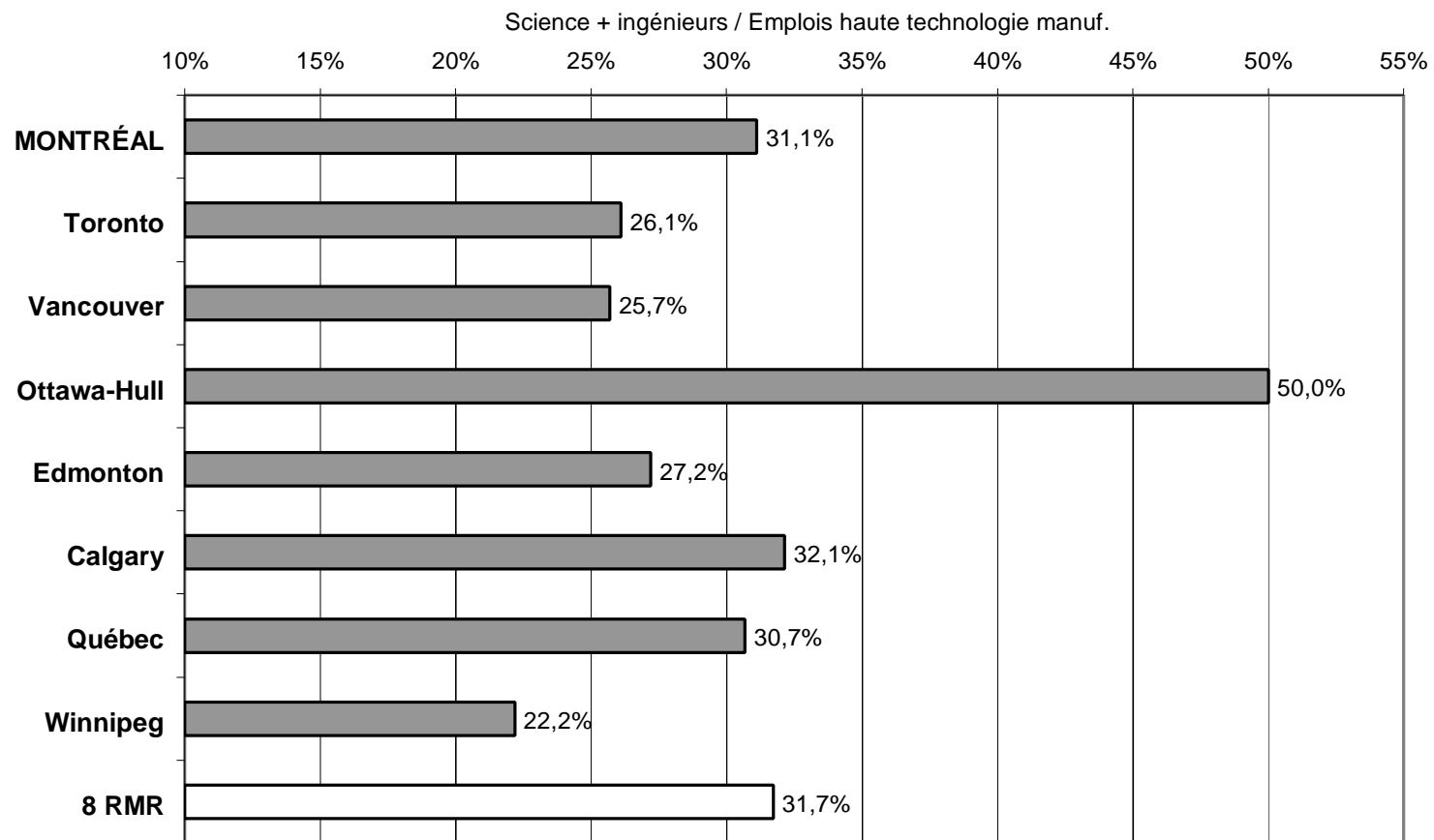
**Figure 3. 14 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996).  
Média, édition et spectacles : 8 RMR canadiennes**



**Figure 3. 15 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996).  
Haute technologie (tertiaire + manufacturier) : 8 RMR canadiennes**



**Figure 3. 16 – Personnel scientifique et ingénieurs (% de l'emploi 1996).  
Haute technologie (manufacturier) : 8 RMR canadiennes**



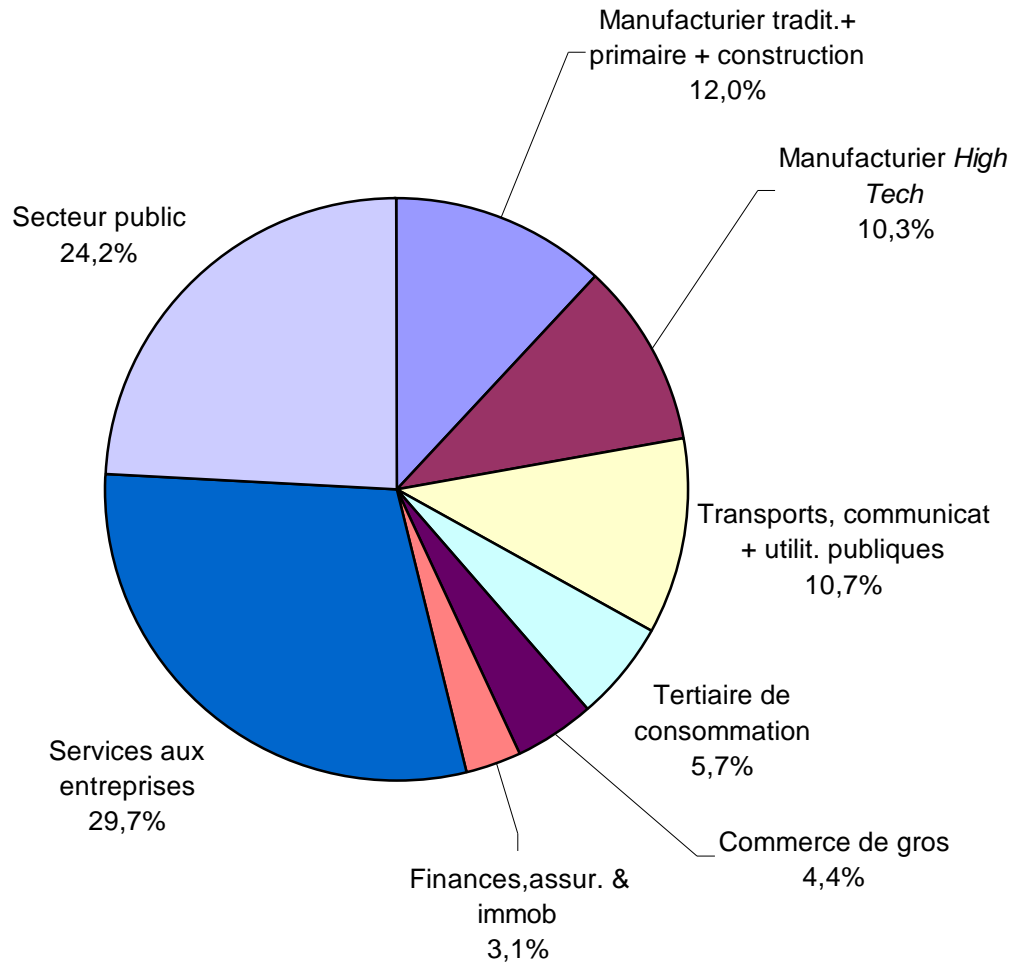
**Résumons.** À Montréal, comme dans les autres métropoles du Canada, l'économie de l'information et du savoir est en plein essor, tel que relevé par la proportion croissante du personnel administratif et scientifique dans l'emploi total. En gros, l'évolution à Montréal suit la tendance générale. Montréal ne se démarque pas vraiment des autres métropoles pour ce qui est de la transformation professionnelle de sa structure d'emploi. Cependant, la proportion des professions à haut contenu de savoir et de l'information (personnel administratif et scientifique) reste en général en dessous de la moyenne des métropoles canadiennes, mais en revanche avec un taux de croissance plus élevé pour le personnel scientifique.

Un genre de division du travail est en train de s'opérer entre Montréal et sa principale rivale, Montréal se spécialisant dans certaines activités à plus haut contenu scientifique, tandis que Toronto se spécialise dans des tâches à plus haut contenu administratif et décisionnel. L'écart entre Montréal et Toronto, en comparant le poids relatif des cadres et des scientifiques, est surtout prononcé pour la fonction média, édition et spectacles et pour la haute technologie manufacturière. Montréal semble jouir d'un léger avantage *comparatif* pour des activités fondées sur une main-d'œuvre professionnelle, créatrice et bien formée, par opposition aux activités de coordination et de gestion, souvent reliées au secteur financier.

Cependant, il ne faudrait pas exagérer la portée de la distinction. Mais, elle peut nous servir de repère pour mieux délimiter la place que Montréal pourra occuper dans l'économie émergente de l'information, davantage un lieu de création et de production qu'une place financière et de contrôle. Une stratégie de développement fondée sur l'identification d'un tel avantage comparatif ne devra, cependant, pas se limiter uniquement à quelques secteurs. Seulement 10% environ du personnel scientifique œuvre dans la haute technologie manufacturière, les autres 90% se retrouvent répartis dans tous les secteurs de l'économie montréalaise (figure 3.17).

À noter enfin l'émergence, pas loin de Montréal (à 200km), d'une métropole (Ottawa-Hull) avec une forte concentration de main-d'œuvre professionnelle (souvent bilingue aussi). Cela peut constituer à la fois un atout et un défi pour Montréal, un atout pour le secteur de la haute technologie dans la mesure où la proximité peut permettre des synergies utiles en matière de recherche, un défi pour les fonctions de commande et de distribution, dans la mesure où les deux métropoles pourraient parfois s'affronter pour desservir les mêmes clients et les mêmes territoires.

**Figure 3. 17 – Distribution du personnel scientifique (et ingénieurs) entre divers secteurs de l'économie montréalaise 1996**



## SYNTHÈSE ET CONCLUSION

L'étude a pour objet l'analyse de la structure économique (plus précisément, la *structure d'emploi*) de la région métropolitaine de Montréal et son évolution, en la positionnant à l'intérieur de deux ensembles: 8 régions métropolitaines canadiennes (RMR); 13 régions métropolitaines nord-américaines. L'accent est mis sur ce qu'il convient d'appeler l'économie du savoir et les grandes fonctions métropolitaines (commande, marketing et de distribution, média, édition et spectacles, haute technologie). Nos conclusions se présentent sous la forme de 12 points :

1. La restructuration de l'économie montréalaise est, dans l'ensemble, bien engagée. Tant au plan des emplois gagnés que des emplois perdus depuis une quinzaine d'années, la structure sectorielle des emplois évolue, en gros, dans le bon sens. Les pertes d'emplois se font, en règle générale, dans des secteurs à faible ou à moyen contenu de matière grise, surtout dans le secteur manufacturier, tandis que les gains d'emplois sont davantage concentrés dans des activités à haut contenu de matière grise, notamment dans le tertiaire supérieur.
2. La restructuration de l'économie montréalaise depuis un quart de siècle suit, en gros, le modèle général, observé dans toutes les grandes villes de l'Amérique du Nord. Sur plusieurs indices, Montréal sort comme une ville nord-américaine «moyenne» ou «typique». Les grands traits de cette restructuration sont:
  - La «désindustrialisation»: déclin marqué de la part du secteur manufacturier dans l'emploi total, surtout dans les secteurs lourds ou traditionnels. La tendance semble cependant s'atténuer depuis les dernières années.
  - Déclin, souvent, dans la part des transports et des communications dans l'emploi total, lié en partie aux changements technologiques avec, en contrepartie, des pertes d'emplois (notamment dans le transport ferroviaire).
  - Hausse de la part du secteur financier (dont les assurances et les services immobiliers) dans le total, mais avec un ralentissement marqué au cours des dernières années.
  - Hausse marquée de la part des services aux entreprises (classe qui comprend les bureaux de consultants et les services informatiques) dans le total, tendance qui se poursuit.

3. La performance de Montréal se distingue cependant des autres métropoles sur plusieurs points :
- Toutes proportions gardées, l'économie montréalaise n'a pas été plus durement frappée par la «désindustrialisation» que celle d'autres métropoles, même si elle a subi des pertes importantes d'emplois, reflet du poids historique des secteurs traditionnels (environ 15,000 emplois perdus seulement dans le secteur de l'habillement entre 1981 et 1996). Montréal semble plutôt consolider sa position *relative* comme centre manufacturier. Elle affiche en 1996 le plus haut pourcentage d'emplois dans le secteur manufacturier des huit principales RMR canadiennes. Sur les treize métropoles nord-américaines (dont Toronto), Montréal se trouve au cinquième rang pour la part de l'emploi dans le secteur manufacturier, dépassée notamment par Cleveland et Chicago. Le bon positionnement de Montréal pour l'emploi manufacturier s'appuie en partie sur sa performance dans les secteurs de haute technologie (voir points 9 et 10).
  - Montréal a été plus durement frappé que d'autres métropoles par des pertes dans le secteur des transports et communications, reflet en partie de sa spécialisation historique dans le transport ferroviaire (environ 12,000 emplois perdus de 1981 à 1996) et sa perte de fonction de plaque tournante (*hub*) pour le transport aérien. Montréal reste cependant un centre important de transports et communications, dépassée uniquement par Dallas pour le poids de ce secteur dans l'emploi total (comparé aux 12 métropoles nord-américaines de référence). Le poids de ce secteur s'est accru dans 3 métropoles, Dallas, Chicago et Los Angeles, reflet des liens avec la fonction de centre de distribution et de marketing (voir point 7).
  - Montréal a moins profité de l'essor passé du secteur financier que la plupart des métropoles. Montréal se trouve en huitième position (sur les 13 métropoles nord-américaines) pour le taux de croissance de l'emploi 1988-1995/6. Le poids du secteur dans l'emploi total en 1996 (6,5%) est retombé à son niveau de 1971 (6,4%), suite au ralentissement récent. Montréal et Cleveland se disputent la dernière place (13 métropoles: poids du secteur financier dans l'emploi total). New York et Toronto occupent, respectivement, la première et la deuxième place.
  - Le secteur des services aux entreprises a connu une forte progression à Montréal (un gain d'environ 17 000 emplois uniquement au titre des services informatiques, 1981-1996), passant de 3,9% de l'emploi total en 1971 à 8,3% en 1996, reflet du virage vers l'économie du savoir. Montréal se classe «bonne moyenne» pour le taux de croissance de l'emploi dans ce secteur: cinquième place sur les 13 métropoles nord-américaines; quatrième place sur les 8 RMR du Canada. Cependant, Montréal occupe la dernière place pour le poids de ce secteur dans l'emploi total (13 métropoles nord-américaines) et la cinquième place au Canada. Bref, une bonne performance, mais en partant d'une base plus faible.

4. Malgré les traits particuliers de l'économie montréalaise, le problème d'emploi (plus précisément, de son évolution) n'en est pas d'abord un de structure, mais de volume. Les pertes d'emplois sont élevées à Montréal, le reflet du poids historique des secteurs traditionnels. Mais, en contrepartie, les gains se font souvent dans les «bons» secteurs (autant qu'à Toronto). C'est sur les gains *globaux* (les gains qui n'ont pas eu lieu) que Montréal se démarque. Si Montréal continue à connaître des problèmes de chômage, ce n'est pas d'abord parce que sa structure économique est vieillie (quoique cela continue à jouer, mais moins qu'avant) ou encore que la transformation de sa structure économique évolue dans le mauvais sens (ce n'est pas le cas), mais parce que le volume global de création d'emploi y demeure insuffisant. Les obstacles à la création d'emploi ne sont pas uniquement d'ordre sectoriel, mais aussi de nature plus générale, affectant plusieurs secteurs de l'économie montréalaise (voir le point 11).
5. Autre indice du virage vers l'économie du savoir, les deux grandes classes professionnelles à haut contenu de matière grise (*cadres et personnel administratif, personnel scientifique : sciences naturelles, sociales et génie*) ont connu un essor important à Montréal, passant de 4,9% de l'emploi total en 1971 à 8,8% en 1996 pour les scientifiques et de 7,2% à 14,7 % pour les cadres\*. L'évolution est plus favorable pour les scientifiques que pour les cadres. Pour les cadres, Montréal glisse de la première place en 1971 (poids dans l'emploi total) à la cinquième place en 1996, en deçà de la moyenne des 8 RMR canadiennes, indice du déclin de Montréal comme centre de commande. Pour les scientifiques, l'évolution à Montréal suit la tendance canadienne (8 RMR), indice que le virage vers des fonctions à haut contenu de savoir scientifique s'y fait au même rythme que dans le reste du pays. Cependant, le poids (%) du personnel scientifique dans l'emploi total à Montréal se situe toujours en bas de la moyenne des 8 RMR (9,3%).
6. C'est sur les fonctions de commande (finance, gestion, etc.) que Montréal se positionne le moins bien, tant par rapport aux métropoles nord-américaines que canadiennes. Montréal occupe la dernière place (13 métropoles nord-américaines) pour le poids dans l'emploi total. New York et Toronto occupent les deux premières places. Au Canada, Montréal n'occupe plus que la cinquième place en 1996, comparativement à la troisième en 1971 (poids de la fonction dans le total). Le taux de croissance de l'emploi se situe en bas de

---

\* Pour des raisons d'économie d'espace, nous allons simplement employer les termes *cadres* et *scientifiques* pour désigner les deux classes professionnelles.

- la moyenne comparativement aux deux ensembles, notamment par rapport aux métropoles canadiennes; ce qui signifie que c'est surtout à l'intérieur de l'espace canadien que Montréal a perdu des plumes comme centre de commande. L'image de centre «secondaire» de commande se confirme lorsqu'on regarde le poids des cadres dans l'emploi total (14,7% à Montréal, 17,6 % à Toronto en 1996), écart qui se confirme pour les quatre fonctions métropolitaines.
7. Le positionnement de Montréal est plus nuancé pour les fonctions de marketing et de distribution (commerce gros, publicité, etc.). Au Canada, Montréal se trouve à égalité pour la deuxième place avec Vancouver (Toronto première) pour le poids de cette fonction dans le total. Montréal améliore sa position depuis 1981, reflet sans doute, du moins en partie, de la différenciation des aires de marché francophones et anglophones. Cependant, Montréal se retrouve au dernier rang comparé aux métropoles nord-américaines, ce qui laisse entendre, toutes proportions gardées, que Montréal maîtrise un territoire moins étendu comme centre de marketing et de distribution. Atlanta se trouve en première place (poids de la fonction dans le total), reflet de sa fonction de place centrale et de *hub* pour une bonne partie du sud-est américain. Le rôle «secondaire» de Montréal comme centre de marketing et de distribution, du moins par rapport à Toronto, se confirme par le poids plus faible des cadres (20,2% contre 24,4 %) et du personnel scientifique (7,8 % contre 5,7 %) dans l'emploi de ce secteur dans les deux villes. L'écart, notamment au plan du personnel scientifique, suggère que la position de Montréal est peut-être plus fragile qu'elle ne paraît, que la barrière linguistique ne suffira pas à l'avenir pour lui assurer un rôle de premier plan sur cette fonction.
  8. Montréal se positionne bien sur la fonction média, édition et spectacles (qui recouvre en partie ce que les Américains appellent *The Entertainment Industry*). C'est un domaine d'activité en plein essor, enjeu majeur de la concurrence inter-métropolitaine moderne. Montréal occupe la deuxième position au Canada (après Toronto) et la quatrième position sur les 13 métropoles nord-américaines: poids dans l'emploi total. Montréal est proche de la moyenne des 8 RMR pour la croissance relative de l'emploi (1981-1996) et en troisième position sur 13 métropoles nord-américaines pour les taux annuels de croissance de l'emploi. Le poids du personnel scientifique y est plus important que dans les autres métropoles canadiennes, ce qui laisse entrevoir qu'il s'agit à Montréal d'un secteur «sophistiqué». La place de Montréal comme centre de média ne semble

- guère menacée, ne serait-ce qu'à cause de la protection que lui procure une zone de desserte culturellement distincte, qui pourra servir de tremplin, on doit l'espérer, pour la création d'avantages comparatifs à d'autres échelles géographiques.
9. Montréal se positionne bien sur la fonction haute technologie, notamment la haute technologie manufacturière. Au Canada, Montréal occupe la troisième position (après Calgary et Ottawa) pour les fonctions de haute technologie (tertiaire + manufacturier), et la première position (en égalité avec Ottawa) pour la haute technologie manufacturière: poids des fonctions dans l'emploi total. Montréal se classe au sixième rang (sur les deux) entre les 13 métropoles nord-américaines, derrière des agglomérations comme San Francisco (qui englobe Silicon Valley), Boston et Seattle, une performance tout à fait honorable. C'est sur les taux annuels de croissance de l'emploi dans la haute technologie manufacturière que Montréal se démarque des autres métropoles nord-américaines, se hissant au premier rang, la seule métropole à enregistrer une croissance positive pour la période 1988-1995/6. Le poids du personnel scientifique dans l'emploi manufacturier de haute technologie à Montréal (31,1%) est proche de la moyenne canadienne, supérieur au score de Toronto (26,1%), indice qu'il s'agit effectivement d'un secteur à haut teneur en matière grise. À noter, la performance d'Ottawa-Hull, avec une concentration de haute technologie et de personnel scientifique, ce qui pourra constituer un atout pour la haute technologie montréalaise dans la mesure où la proximité facilite les synergies en matière de recherche.
  10. Comparé à Toronto, l'emploi dans les industries manufacturières de haute technologie est plus important à Montréal, à la fois en termes relatifs et absolus, avec des taux de croissance plus élevés. Cependant, il s'agit encore d'un «petit» secteur, qui compte pour à peine 3% de l'emploi de la région métropolitaine et dont le taux de croissance reste timide, à l'image de l'industrie manufacturière dans son ensemble. L'emploi de haute technologie à Montréal est concentré dans quelques secteurs; l'aéronautique et les équipements de télécommunications comptent ensemble pour 65,1% du total. Le secteur des machines de bureau (ordinateurs) y est, par contre, largement absent, davantage concentrés à Calgary et à Toronto. Ces spécialisations sont un indice que les avantages comparatifs en matière de haute technologie manufacturière reposent souvent sur des facteurs très localisés, liés à des industries spécifiques, dont la présence d'une main-d'œuvre bien formée et stable. En ce sens, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'une fonction

métropolitaine, dans la mesure où le succès n'est pas forcément lié à la taille de la ville (San Francisco et Boston ne sont pas les plus grandes villes américaines) ou la maîtrise d'un territoire de service.

11. Montréal semble, en somme, bien réussir dans des activités qui ne sont pas tributaires de sa fonction de métropole de services pour un *hinterland* commercial. Les limites d'expansion des fonctions métropolitaines classiques, comme les fonctions de commande et de marketing, sont en partie fixées par les limites du territoire québécois. Tandis que New York ou Toronto peuvent compter sur des *hinterlands* plus vastes pour appuyer l'expansion initiale de certains secteurs d'activité (finance, publicité et marketing, télédiffusion, etc.), sur lesquelles elles peuvent, par la suite, construire des avantages comparatifs à d'autres échelles géographiques, Montréal se trouve en quelque sorte condamnée à viser tout de suite des marchés externes (hors-Québec) pour assurer un niveau adéquat de croissance d'emplois. Cependant, les services s'exportent plus difficilement que les marchandises, encore plus si des barrières culturelles entrent en jeu. Faut-il alors s'étonner que les succès de Montréal dans l'économie du savoir (dans les produits exportables) se situent davantage dans le secteur manufacturier? Le hic c'est que les activités de haute technologie ne peuvent pas, seules, assurer la création d'un nombre suffisant d'emplois pour résoudre, à moyen terme, le problème du chômage à Montréal.
12. Une stratégie de création d'emplois, basée sur l'économie du savoir, doit dépasser les seuls secteurs de la haute technologie. À Montréal, 90% du personnel scientifique œuvrent dans des secteurs autres que la haute technologie manufacturière. D'ailleurs, ce n'est pas dans la haute technologie manufacturière que Montréal accuse un déficit de savoir. Rappelons que le poids du personnel scientifique dans l'emploi total reste en bas de la moyenne des 8 RMR canadiennes (point 5). Rappelons aussi l'écart pour la fonction marketing et distribution (point 7). Il y a donc du rattrapage (en contenu savoir) à faire dans plusieurs secteurs de l'économie montréalaise. Cependant, puisque Montréal ne peut pas compter sur sa vocation de métropole (point 11) pour assurer un niveau suffisant de création d'emplois, Montréal doit, plus que d'autres métropoles, axer ses stratégies sur des produits *exportables*, tant dans le tertiaire que le manufacturier. À la lumière du succès de Montréal dans des secteurs de haute technologie, mais aussi dans certaines fonctions de média, la région semble posséder un avantage *comparatif* (par rapport à Toronto du moins) pour des activités de création et de production qui reposent sur une main-d'œuvre spécialisée, bien formée et stable. Mais encore faut-il

assurer que cette main-d'œuvre se présente, et que les conditions de production à Montréal (fiscalité, infrastructures, qualité de vie) soient concurrentielles à l'échelle continentale.

## ENJEUX ET PISTES DE RECHERCHE

Les résultats que nous venons de présenter (et de résumer) ouvrent plusieurs pistes, tant au plan des besoins de recherche et d'information que de la formulation de stratégies de développement économique pour la région montréalaise. Information et formulation de politiques sont inséparables; l'efficacité des interventions politiques repose en bonne partie sur la qualité de l'information qui les soutiennent. C'est pour cette raison que nous avons choisi de regrouper nos réflexions sur les enjeux (politiques) et les pistes de recherche sous une rubrique unique. Elles se présentent sous forme de six (6) points

1. *Mieux saisir les liens réels entre le secteur manufacturier de haute technologie et le potentiel de développement économique de la région montréalaise.* Nous avons noté que la métropole fait très bonne figure en matière de haute technologie (manufacturière), surtout depuis quelques années. C'est une excellente nouvelle. Cependant, nous avons également noté qu'il s'agit d'un secteur qui ne compte que pour un faible pourcentage d'emploi de la région métropolitaine (moins de 3%), et qui, de surcroît, n'a pas été une source majeure directe de création (nette) d'emplois. Cette observation vaut d'ailleurs également pour d'autres métropoles nord-américaines. Il est fort possible que notre façon de mesurer l'apport des secteurs de haute technologie sous-estime leur poids réel dans les économies urbaines. Bref, il importe de cerner l'impact «moteur» réel de la haute technologie (manufacturière) pour l'économie montréalaise; ne serait-ce que pour mieux évaluer si les stratégies actuelles des gouvernements à l'égard des entreprises de haute technologie sont porteuses. L'analyse préconisée ne doit pas se limiter à l'observation des liens interindustriels (un exercice relativement facile, grâce au tableau des relations intersectorielles du BSQ), mais doit également comprendre des enquêtes pour cerner des impacts moins visibles, comme les flux de connaissances et de savoir-faire qui peuvent, indirectement, affecter la productivité d'entreprises dans d'autres secteurs de l'économie montréalaise. Les politiques d'intervention (de subvention, notamment) reposent en principe sur le postulat implicite de l'existence de telles « externalités » positives.
2. *Mieux cerner l'enjeu réel des fonctions de commande (sièges sociaux, notamment) pour l'économie montréalaise.* Nos résultats confirment le déclin de Montréal comme centre de commande et de décision à l'échelle nord-

américaine. Cela fait maintenant trois décennies que «l'exode des sièges sociaux » alimente les manchettes des pages économiques des journaux montréalais. Mais, qu'en est-il au juste ? Encore là, quel est l'impact réel des sièges sociaux (classe, par ailleurs, difficile à cerner) sur le potentiel économique de la métropole ? Faut-il s'en préoccuper ou non ? Est-il possible de dresser un portrait plus clair et plus rigoureux de la dynamique de localisation et de relocalisation des fonctions de commande ? C'est un domaine où les informations restent fragmentaires, et où les intuitions et les préférences affectives l'emportent souvent sur les analyses objectives. En bout de compte, qu'elle serait l'efficacité probable d'une politique de promotion de sièges sociaux (ou encore de chasse aux sièges sociaux) dans le cas montréalais ?

3. *Prêter davantage attention aux activités tertiaires qui font l'objet d'une concurrence internationale et interrégionale, dont les fonctions de marketing et de distribution et l'industrie des médias, spectacles et édition* . L'une des bases économiques d'une métropole est celle de centre d'information, de création artistique et de diffusion (*Entertainment Industry*, en anglais), mais aussi de centre de distribution et de commercialisation de marchandises. Ces fonctions, souvent difficiles à circonscrire, font l'objet d'une concurrence inter-métropolitaine de plus en plus intense, conséquence des améliorations constantes en matière de communications et de transports. Des emplois sont en jeu. Le téléspectateur peut choisir entre les nouvelles de CBS (NewYork) et de Radio-Canada (Montréal); l'entreprise peut choisir entre une agence de publicité de Toronto et de Montréal; le restaurateur peut choisir entre des grossistes (disons en poissons) à Montréal, à Boston ou à NewYork. Nous avons vu que le positionnement de Montréal sur «l'entertainment industry » paraît relativement solide. Par contre, nous avons aussi vu que son positionnement comme centre de distribution et de marketing est plutôt faible. Ce constat (s'il se confirme) doit nous préoccuper, car l'efficacité de Montréal comme centre de distribution et de marketing peut, à son tour, affecter la compétitivité de la métropole comme centre de fabrication. En ce sens, l'organisation des modes de transports internationaux (port, aéroport, train, camion, etc.) à Montréal, ainsi que les relations entre eux et les relations avec les fonctions d'entreposage et de commerce de gros, méritent peut-être un examen particulier.
4. *Insister sur l'exportation (de biens et services) comme élément central de la stratégie de développement économique de la région montréalaise , et par conséquent sur la compétitivité de Montréal comme centre de production de*

- biens et de services exportables.* Nous avons vu que Montréal, plus que d'autres métropoles comparables, doit s'appuyer sur l'expansion des exportations (c'est à dire, au-delà des frontières du Québec, son *hinterland* naturel) pour assurer un niveau adéquat de création d'emplois. Au plan des informations, cela signifie qu'il est impératif que les décideurs montréalais disposent, sur une base continue, d'indicateurs *fiables* et *objectifs* du positionnement de Montréal par rapport à ses principales rivales (par opposition aux études enthousiastes, qui sentent parfois le «boostersim», que sortent souvent les grands bureaux de consultants; histoire de plaire au client). Les indicateurs de positionnement doivent, idéalement, se rattacher aux coûts réels de production (et de commercialisation) des entreprises: coûts de main-d'œuvre, fiscalité, coût de la vie, qualité de main-d'œuvre, coûts de transports, services de santé, coûts du capital, etc. Pourquoi (oui ou non) coûte-t-il plus cher de produire le produit x à Montréal qu'à Toronto ou Boston? Pour mieux comprendre pourquoi les emplois à Montréal ne croissent pas plus rapidement, il faut commencer par comprendre les «obstacles» (les coûts supplémentaires) qui font que les entreprises ne trouvent pas d'intérêt à prendre de l'expansion ici pour desservir des marchés hors-Québec. L'un des grands défis de tout exercice de ce genre sera la construction d'indicateurs comparatifs fiables de productivité de l'économie montréalaise.
5. *Mettre l'accent sur la dynamique des marchés et sur les transformations structurelles, et par conséquent sur les capacités de l'économie montréalaise à s'adapter et s'ajuster au changement.* Nous avons vu que l'économie montréalaise s'est sensiblement restructurée au cours des dernières années. La métropole possède aujourd'hui une structure économique diversifiée, avec un mélange de secteurs exportateurs de haute technologie et des secteurs plus traditionnels. Ce sont des bonnes nouvelles. Diversité et flexibilité sont des atouts pour toute métropole. Cependant, le rythme de changement risque de s'accélérer à l'avenir. Cela signifie d'abord, au plan des informations, que nous ne pouvons pas nous contenter d'indicateurs statiques, encore d'études ponctuelles. L'économie montréalaise devra faire l'objet d'un suivi continu. Aussi, devons-nous être en mesure d'évaluer, sur une base continue, la capacité comparative d'ajustement de l'économie montréalaise : flexibilité du marché de main-d'œuvre, flexibilité réglementaire, etc. Cela signifie aussi, au plan des stratégies d'intervention, que les divers gouvernements doivent constamment réévaluer leurs choix, dont les choix d'intervention sectorielle, tout en mettant davantage l'accent sur le fonctionnement global des marchés. Finalement, cela commande un exercice

de prospective, dans le but d'appréhender à l'avance (espérons) l'impact probable des changements à l'horizon sur le positionnement concurrentiel de Montréal.

6. *Réévaluer les stratégies de développement économique urbain (et régional) à la lumière des changements structurels et l'intégration croissante des marchés.* Nous avons parlé de restructuration économique, de concurrence interrégionale et internationale, de flexibilité et de création. Tout cela n'a rien de révolutionnaire. D'autres avant nous ont insisté sur les défis de la nouvelle économie, sur l'économie du savoir, et l'ouverture internationale. Il est probable (quoique nous ne possédions pas de chiffres précis un autre défi) que plus de la moitié du produit régional brut montréalais soit déjà destiné à des marchés hors-Québec. Cependant, dans ce nouvel environnement dynamique et ouvert, comment situer la place des politiques de développement économique, tant fédérales, provinciales que municipales? Par tradition, les politiques dites de développement économique accordent une place importante aux programmes d'aide directe aux entreprises (sous des formes diverses). Mais, dans un environnement où parmi les principales bases de prospérité l'on compte des facteurs «intangibles» comme la formation, l'efficacité des marchés, la qualité de l'information, la confiance, la stabilité macro-économique et l'existence d'un État de droit, quel sera finalement le poids réel des politiques locales d'aide directe aux entreprises? La question se pose avec d'autant plus d'acuité que l'intégration internationale des marchés (dont l'ALÉNA) risque, de plus en plus, de réduire à la fois l'utilité et les possibilités des subventions locales aux entreprises, du moins les subventions directes. Peut-être, verrons-nous à l'avenir des intervenants publics de développement économique régional (ministères, agences, etc.) davantage consacrés à l'analyse, à la production de connaissances, et à la production et la diffusion de l'information? La question est posée.



## ANNEXE 1 - COMPOSITION DES GROUPES SECTORIELS

### **Activités primaires**

Agriculture  
Forêts  
Chasse et pêche  
Mines métalliques  
Mines de charbon  
Pétrole et gaz naturel  
Minerais non métalliques  
Puits de pétrole  
Services miniers – autres

### **Secteur manufacturier**

Viandes et volailles  
Poissons  
Fruits et légumes  
Lait  
Meuneries  
Aliments pour animaux  
Boulangeries  
Aliments divers  
Boissons  
Tabac  
Pneus, caoutchouc et autres  
Plastiques  
Chaussures  
Cuir – autres  
Tapis  
Textiles divers  
Bonneterie  
Habillement  
Bois  
Meubles  
Papier  
Imprimerie  
Transformations des métaux  
Produits en métal  
Machines  
Machines de bureaux

### **Secteur manufacturier (suite)**

Aéronefs  
Véhicules automobiles  
Carrosseries de camions  
Pièces d'automobiles  
Matériel ferroviaire  
Navires et embarcations  
Véhicules divers  
Petits appareils électriques  
Gros appareils électriques et non électriques  
Appareils d'éclairage  
Radios et télévisions  
Équipement de télécommunication  
Équipement électrique industriel  
Fils et câbles électriques  
Produits électriques divers  
Produits minéraux non métalliques  
Produits du pétrole et du charbon  
Engrais  
Matières plastiques et résines  
Produits pharmaceutiques  
Peintures et vernis  
Savons et produits de nettoyage  
Produits de toilette  
Produits chimiques industriels  
Produits chimiques divers  
Matériel scientifique et professionnel  
Produits manufacturiers divers

### **Construction**

### **Transport, communications et utilités publiques**

Transports aériens  
Services auxiliaires des transports aériens  
Transports ferroviaires  
Transports maritimes

Services auxiliaires des transports maritimes  
 Déménagement et entreposage  
 Camionnage  
 Transports interurbains par autobus  
 Transports urbains  
 Taxis  
 Pipe-lines  
 Entretien des routes  
 Services divers auxiliaires  
 Autres transports  
 Entreposage  
 Radiodiffusion et télévision  
 Téléphonie  
 Télégraphie  
 Postes  
 Électricité  
 Distribution de gaz  
 Distribution d'eau  
 Autres services d'utilité publique

#### **Commerce de gros**

Alimentation – commerce de gros  
 Quincaillerie – commerce de gros  
 Commerce de gros – autres

#### **Commerce de détail**

Magasins d'alimentation  
 Magasins de marchandises diverses  
 Détaillants en pneus  
 Stations-service  
 Détaillants d'automobiles  
 Réparation de véhicules automobiles  
 Magasins de chaussures  
 Magasins de vêtements pour homme  
 Magasins de vêtements pour dames  
 Magasins de vêtements et de tissus  
 Quincailleries  
 Magasins de meubles  
 Réparation d'appareils électriques  
 Pharmacies  
 Librairies et papeteries  
 Fleuristes  
 Bijouteries

#### **Commerce de détail (suite)**

Réparation de bijoux  
 Magasins spiritueux  
 Débits de tabac  
 Détaillants – autres

#### **Services à la consommation**

Organisations culturelles  
 Cinémas  
 Production et distribution de films  
 Quilles et billard  
 Golfs  
 Théâtre et spectacles  
 Divertissements et loisirs  
 Services personnels  
 Services divers

#### **Hébergement et restauration**

Hôtels et motels  
 Pensions  
 Campings  
 Restaurants

#### **Finances, assurances et affaires immobilières**

Banques  
 Autres organismes de crédit  
 Courtiers en valeurs mobilières  
 Sociétés d'investissement  
 Assureurs  
 Agents d'assurances et immobiliers  
 Exploitants immobiliers

#### **Services aux entreprises**

Bureaux de placement  
 Services informatiques  
 Sécurité et enquêtes  
 Comptabilité  
 Publicité  
 Architectes  
 Études et services scientifiques  
 Avocats et de notaires  
 Conseil en gestion  
 Services aux entreprises – autres

**Éducation**

Garderies  
Écoles primaires et secondaires  
Écoles des beaux-arts  
Centres de formation professionnelle  
Enseignement post-secondaire  
Universités et collèges  
Bibliothèques  
Enseignement et services annexes

**Santé et services sociaux**

Hôpitaux

**Santé et services sociaux (suite)**

Établissements annexes de soins de santé  
Médecins et chirurgiens  
Praticiens paramédicaux  
Dentistes  
Services de diagnostic  
Services de santé divers

**Administration publique**

Administration fédérale  
Administration provinciale  
Administration locale  
Gouvernements étrangers



## **ANNEXE 2 - COMPOSITION DES GROUPES PROFESSIONNELS**

### ***Cadres et personnel administratif***

Directeurs, gérants, administrateurs et personnel assimilé

### ***Personnel scientifique et ingénieurs***

Travailleurs des sciences naturelles, du génie et des mathématiques

Travailleurs spécialisés des sciences sociales et domaines connexes

### ***Personnel de l'éducation et de la santé***

Membres du clergé

Enseignants et personnel assimilé

Médecine et santé

Professionnels des domaines artistique et littéraire et personnel assimilé

### ***Employés de bureau et travailleurs assimilés***

### ***Employés spécialisés dans la vente et les services***

### ***Employés de type col bleu***

Agriculteurs, horticulteurs et éleveurs

Pêcheurs, trappeurs et travailleurs assimilés

Travailleurs forestiers et bûcherons

Mineurs, carriers, foreurs de puits de pétrole et de gaz et travailleurs assimilés

Travailleurs des industries de transformation

Usineurs et travailleurs des domaines connexes

Travailleurs spécialisés dans la fabrication, le montage et la réparation de produits

Travailleurs du bâtiment

Personnel d'exploitation des transports

Manutentionnaires et travailleurs assimilés

Autres ouvriers qualifiés et conducteurs de machines